



PRÉFECTURE DE LA RÉGION
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

CONTRAT DE PROJETS ETAT-REGION

2007 - 2013

Bilan d'exécution 2008

Provence - Alpes - Côte d'Azur

INTRODUCTION 4

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Remarques générales | 4 |
| I. Projet « Accessibilité » | 4 |
| II. Projet « Attractivité du territoire, innovation et emploi » | 5 |
| III. Projet « Optimisation de la gestion des ressources naturelles et prévention et gestion des risques » | 6 |
| IV. Projet « Tirer parti du processus de métropolisation, développement et aménagement solidaires des territoires ruraux » | 6 |

BILAN DU VOLET REGIONAL 21

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| I-Améliorer l’accessibilité de la région et faciliter les relations internes..... | 21 |
| I.1 Développer les dessertes ferroviaires régionales en milieu urbain et périurbain | 21 |
| Développer les dessertes régionales pour l’irrigation du territoire régional | 25 |
| Améliorer l’accessibilité de la région | 26 |
| Améliorer les dessertes ferroviaires régionales : études de réouverture de lignes et études prospectives | 28 |
| Accompagnement du développement du trafic sur le port de Marseille-Fos | 29 |
| Favoriser l’inter-modalité des marchandises et des voyageurs | 32 |
| II Renforcer et promouvoir l’attractivité du territoire, l’innovation et la création d’emplois..... | 33 |
| II.1.Renforcer les pôles de compétence pour l’enseignement supérieur et la recherche | 33 |
| II.2. Dynamiser les pôles et réseaux d’entreprises | 37 |
| II. 3. Faire des TIC un moteur essentiel du développement économique et de la cohésion sociale du territoire.... | 39 |
| II.4 Accompagner les mutations économiques, démographiques et sociales..... | 45 |
| II-5 Adapter et moderniser l’agriculture | 51 |
| II-6 Renforcer la filière forêt-bois..... | 55 |
| III Optimiser la gestion des ressources naturelles, prévenir et gérer les risques..... | 63 |
| Optimiser la gestion des ressources naturelles (biodiversité, ressources et espaces naturels)..... | 63 |
| III.1 Aménager et gérer le bassin versant de la Durance | 63 |
| III.2 Optimiser la ressource en eau | 65 |
| III.3 Réhabiliter l’Etang de Berre | 67 |
| III.4 Adapter les moyens de lutte contre les pollutions domestiques à la spécificité des milieux méditerranéens | 69 |
| III.5 Gérer les milieux aquatiques..... | 69 |
| III.6 Gérer le littoral, les ressources halieutiques et le tourisme de façon intégrée et durable | 71 |
| III.7 Conserver, gérer et valoriser la biodiversité et les paysages | 72 |
| III.8 Accompagner les démarches de développement durable..... | 74 |
| Maîtriser la demande énergétique et développer les énergies renouvelables..... | 75 |
| III.9 Développer la maîtrise de la demande énergétique..... | 75 |
| III.10 Renforcer et étendre le Plan Eco Energie | 75 |
| III.11 Soutenir le développement des énergies renouvelables | 75 |
| III.12 Promouvoir la qualité environnementale du bâtiment et de l’urbanisme durable | 76 |
| III.13 Soutenir les approches énergétiques territoriales et notamment les Plans Climat Territoriaux | 76 |
| III.14 Organiser et promouvoir une mobilité durable | 76 |
| III.15 Développer des actions innovantes | 78 |
| Prévenir et gérer les risques | 78 |
| III.16 Améliorer la connaissance des risques..... | 78 |
| III.17 Prévenir les risques | 79 |
| III.18 Mettre en place les moyens de prévision des risques et d’alerte..... | 79 |
| III.19 Renforcer les actions de protection contre les risques naturels..... | 80 |
| III 20 Prévenir le risque sismique | 80 |
| Optimiser la gestion des ressources naturelles, prévenir et gérer les risques | 81 |
| III. 21 Défendre la forêt contre les incendies | 81 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| IV Tirer parti du processus de métropolisation et assurer développement, aménagement et solidarité des territoires ruraux | 83 |
| IV.1 Développer durablement les territoires urbains et métropolitains | 83 |
| Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions) : | 86 |
| IV.2 Valoriser les atouts et conditions d'attractivité des territoires ruraux..... | 88 |
| LE BILAN D'EXECUTION CPER 2008 ET L'EVALUATION | 94 |
| I- La mise en place des méthodes et des outils utilisés pour l'évaluation | 94 |
| L'élaboration du plan d'évaluation régional | 94 |
| L'amélioration du système de suivi | 94 |
| Un système d'indicateurs thématiques pertinents | 94 |
| La formalisation du questionnaire sur la prise en compte des priorités transversales..... | 94 |
| II- Analyse de la mise en œuvre 2008 | 95 |
| Les analyses quantitatives :..... | 95 |
| Les analyses qualitatives :..... | 95 |
| Perspectives | 96 |

INTRODUCTION

Remarques générales

Le contrat de projets Provence-Alpes Côte d'Azur 2007/2013, signé le 20 Mars 2007, en est à sa deuxième année de mise en œuvre.

Pour mémoire l'année 2007 a connu une mise en œuvre complexe et parfois difficile, montrant un taux de programmation Etat-Région de **7,6%** (8,9% pour l'Etat et 6,3% pour la Région). Cet écart était essentiellement dû à la programmation par l'Etat d'opérations reportées de l'ancien contrat de plan dans le domaine ferroviaire et dans l'enseignement supérieur, pour lesquels la Région avait apporté sa propre contribution dans le cadre du CPER 2000-2006.

Ces taux étaient relativement faibles par rapport à la moyenne théorique (1/7) d'une année qui est de 14,3%, mais on pouvait estimer ce retard « normal », s'agissant d'une première année de programmation qui n'a démarré en réalité qu'à l'été 2007.

Face à ce démarrage difficile du CPER, l'Etat et la Région ont mis en œuvre un plan de redressement qui passait par une plus grande mobilisation des services, un exercice de prévision à fin 2009 pour permettre une plus grande mobilisation des partenaires financiers et des avenants pour débloquer les volets du CPER en souffrance.

Ainsi, le bilan 2008 montre un taux de programmation Etat-Région de **13,2%** (12,2% pour l'Etat et 14.1% pour la Région) qui s'approche fort de la moyenne théorique mais qui n'a pas pu rattraper le retard pris en 2007.

Le taux de programmation 2007-2008 consolidé est de **20,8%** (21,1% pour l'Etat et 20,4% pour la Région).

En ce qui concerne PRESAGE, même si des améliorations ont été apportées, des difficultés subsistent et cette année encore le bilan n'a pu être effectué en totalité à partir de cet outil : un rattrapage de la saisie des dossiers 2007 et 2008 a été en grande partie effectué après une mission de formation réalisée par le CNASEA auprès des services de l'Etat et de la Région, mais un important travail reste à faire en particulier dans le CP3 et le CP5, deux comités fortement touchés par la multiplicité des sources d'information et de saisie (OSIRIS, Logiciel ADEME , Logiciels des Offices interprofessionnels agricoles, grande quantité de petits dossiers). .

Quelques éléments de la programmation à souligner :

I. Projet « Accessibilité »

Taux de programmation Etat-Région 2008 : **13,7%**

L'année 2008 a permis d'engager des financements sur les principales opérations de ce volet du CPER.

L'effort d'investissement a essentiellement porté sur :

- La modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Aix : l'Etat a achevé sa participation financière à ce projet (financé, pour la Région, dans le cadre du Plan précédent) à hauteur de 8,725 M€. Cela a permis la réouverture de la ligne en décembre 2008 tel que prévu.
- La mise au point de conventions pluriannuelles engageant l'ensemble des partenaires sur l'achèvement de la totalité des travaux restant sur les opérations concernant les lignes Marseille-Aubagne-Toulon, la ligne Cannes-Antibes-Nice ou la ligne Cannes-Grasse, et ce dès 2008. Une convention pluri-annuelle permettant de conduire le programme d'études pour la modernisation de la ligne des Alpes.
- Le renouvellement de 28 km de voies sur la ligne des Alpes : une partie des crédits Etat initialement prévus pour les études de la LGV a pu être redéployée au profit des opérations sus-citées faisant l'objet d'une convention pluri-annuelle.

- L'engagement de 10 M€ de crédits régionaux pour des travaux sur la ligne Nice-Digne.

Il doit être souligné que les grands projets d'amélioration de l'accessibilité de la région (LGV Provence Alpes Côte d'Azur et tunnel du Montgenèvre), n'ont pu bénéficier d'engagement de crédits en 2008. Une partie des crédits de l'Etat initialement prévus pour les études de la LGV a été redéployée au profit des opérations suscitées faisant l'objet d'une convention pluri-annuelle.

Pour 2009, un avenant est en préparation. Il concernera :

- la sous-mesure I.2.1 pour des financements complémentaires sur la modernisation de la ligne des Alpes (par redéploiement ultérieur de crédits qui n'auront pas été utilisés sur d'autres opérations) ;
- la sous-mesure I.3.2 qui acte la transmission de la maîtrise d'ouvrage des études relatives à la percée ferroviaire du Montgenèvre de l'Etat à la Région.

II. Projet « Attractivité du territoire, innovation et emploi »

Taux de programmation Etat-Région : **9,3 %**.

Concernant l'enseignement supérieur et la recherche, les crédits programmés ont permis la poursuite des opérations non achevées au CPER 2000-2006 et dont le financement a été reporté au CPER 2007-2013 (Plateforme Technologique (Serre Avignon), réaménagement des locaux pour les neurosciences (Marseille), regroupement des écoles d'ingénieurs - EPUM restructuration – Marseille), le lancement d'études générales nécessaires à la réalisation des programmes des opérations et le financements d'opérations nouvelles comme la création d'un centre immunophénomique, le cancéropôle régional (Campus IPC) – Marseille, Océanomed Toulon et Villefranche, le Campus CERAM.

L'année 2008 a vu la mise en place d'une charte régionale du Réseau Régional de l'Innovation par laquelle les membres du RRI se sont engagés à participer régulièrement aux réunions des collèges les concernant et à s'associer aux actions de communication et aux actions structurantes initiées.

En dehors des pôles de compétitivité et du soutien à l'animation de ces pôles, les actions 2008 ont concerné les filières de l'aéronautique, de la mécanique, la préparation à l'évolution des certifications ou des normes, ou la sensibilisation à la propriété intellectuelle.

L'Etat et la Région ont soutenu le Centre Régional de l'Information Géographique (CRIGE) pour la mise en œuvre de ses missions en Provence-Alpes-Côte d'Azur notamment pour l'acquisition et la production de référentiels, la production et le partage de données thématiques, la dématérialisation du cadastre, la gestion du site internet, l'animation du réseau technique et l'assistance technique aux utilisateurs.

S'agissant de l'agriculture, l'année 2008 s'est traduite par la mise en place du programme PMBE (Plan de modernisation des bâtiments d'élevage) permettant la prise en compte de l'ensemble des demandes d'aide déposées. Il en est de même pour le programme de développement de l'agriculture biologique et des actions en faveur du pastoralisme. Le programme de modernisation des serres a pu enfin être lancé, avec la publication des documents réglementaires.

Enfin, il est à noter la finalisation pour 2009 d'un avenant n°3 concernant :

- la sous-mesure II.1.1 pour revoir, devant les contraintes liées à l'éligibilité des dépenses aux fonds FEDER, les contributions de l'Etat et des « Autres » financements de 2 opérations portées par L'INRA (une à Sophia Antipolis et l'autre en Avignon) et pour permettre à la Région de financer l'opération « Campus-CERAM »

- la sous-mesure II. 1.2 pour modifier les montants attribués à 3 opérations de « Plateforme mutualisées » pour permettre le financement de l'opération IRMf portée par l'Université de la Méditerranée avec le support des deux autres.

III. Projet «Optimisation de la gestion des ressources naturelles et prévention et gestion des risques »

Taux de programmation Etat-Région : **15,7 %**

L'année 2008 a vu la signature du contrat de rivière de la Durance pour une durée de sept ans qui prévoit la mise en œuvre de multiples actions : cet aboutissement marque une étape importante dans le travail partenarial.

Dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques au sens large, deux thématiques dominent largement tant en terme de nombre de projets que de montant financier. Il s'agit des opérations de restauration et valorisation des milieux aquatiques et des opérations de lutte intégrée contre le risque inondation.

La programmation sur la mesure III.8 « accompagner les démarches de développement durable » a permis d'impulser des actions innovantes et transversales pour la mise en œuvre de politiques territorialisées de développement durable qui ne trouvent pas de réponses adaptées dans les dispositifs sectoriels usuels.

En matière d'amélioration de la connaissance des risques, la mise en place d'une cartographie régionale des mouvements de terrains est une opération phare : après l'étude de la zone Alpine (année 2) la cartographie de la zone cristalline a été programmée en 2008.

Une programmation importante concerne la protection contre les risques naturels et contre les inondations, notamment le confortement de la digue à la mer aux Saintes Maries de la Mer, la mise en sécurité de terrain à Lieuche et de falaises à Carry le Rouet, les opérations conséquentes du PAPI « bassins versants côtiers d'Antibes » et bientôt celui du PAPI Var.

IV. Projet «Tirer parti du processus de métropolisation, développement et aménagement solidaires des territoires ruraux »

Taux de programmation Etat-Région : **16.5 %**

2008 a été une année importante au regard des enjeux territoriaux de programmation des crédits du contrat de projet Etat-Région 2007-2013. Les différents programmes européens, en particulier le FEDER 4.2 et le FEADER axe 3, ont été orientés, leur volet territorial, sur les territoires organisés de Pays et de Parcs, afin de leur permettre de conforter l'effort engagé de structuration et de développement ;

Les trois espaces métropolitains littoraux de la région, (l'aire métropolitaine marseillaise, de l'aire azurée et de l'aire toulonnaise), ont poursuivi leur action qui avait fait l'objet d'un conventionnement avec l'Etat.

Sur l'« espace à enjeux » du Val de Durance : après une phase d'identification des enjeux les plus stratégiques, les premiers chantiers ont été ouverts autour du concept de « Vallée des énergies nouvelles » et du projet de lancement d'une consultation d'urbanisme et de développement durable.

En ce qui concerne « l'expérimentation de nouveaux services urbains », ce programme n'a pas encore connu de début d'exécution. Un avenant au CPER sera proposé en 2009 afin d'élargir le champ des bénéficiaires pour permettre aux acteurs de l'économie sociale et solidaire, porteurs de projets de services innovants, de bénéficier de la mesure principalement en agglomérations. Ainsi les Communautés urbaines et d'agglomération seront également rendues éligibles.

L'année 2008 marque le véritable démarrage de la programmation sur les équipements culturels d'intérêt métropolitain. Cette mesure concerne des opérations emblématiques telles que la relocalisation du FRAC PACA à Marseille, l'aménagement de la Maison Darius Milhaud à Aix en Provence, la création du musée Cocteau à Menton et le lancement d'étude de la Fabrique à Avignon.

Dans le cadre de la valorisation des atouts et des conditions d'attractivité des territoires ruraux, les crédits du contrat de projets ont été mobilisés au regard des conventions territoriales signées entre l'Etat et les Pays, fin 2007 et des contrats d'Aménagement Solidaire et de Développement signés en 2008 entre la Région et les territoires de projets, rappelant les grands axes de développement de la Charte des Pays.

S'agissant de la performance économique, l'Etat et la Région ont élaboré le cahier des charges d'un appel à projets FEDER en faveur de l'innovation touristique pour permettre à ces territoires de se positionner de manière différenciée ; cet appel à projet lancé à l'automne 2008 verra une sélection des projets et des premières programmations en 2009.

Sur ces mesures, un avenant sera proposé en 2009 aux fins d'élargir les champs d'éligibilité et les bénéficiaires.

Le dispositif d'amélioration des conditions de vie étudiante connaît un bon taux de programmation en 2008 avec l'achèvement des opérations relevant du CPER 2000-2006 et le lancement des premières opérations 2007-2013, parmi lesquelles la réhabilitation de résidences étudiantes, le réaménagement de restaurant universitaire un centre sportif et des études dans la perspective de logements étudiants.

La mesure « Santé publique et cohésion sociale » a connu une programmation importante pour la Région : Devant la nécessité de simplifier les conditions de mise en œuvre des interventions publiques visant l'amélioration quantitative et qualitative des capacités d'accueil spécialisé des personnes handicapées, des personnes âgées et la mise à niveau et le développement des écoles de formation du travail social, des professions paramédicales et de sages-femmes, un avenant a été validé courant 2008 qui clarifie les interventions respectives de l'Etat et de la Région.

Programmation effective en millions d'euros

| PROJETS CPER | PROGRAMMES CPER | ACTIONS CPER | Programmation effective 2008 | | | | | | | | | Programmation Consolidée 2007-2008 | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------|----------------------------|--------------|---------------------------------|--------------|--------------------------------|--------------|---------------------------------------|--------------|------------------------------|--------------|------------------------------|--------------|
| | | | Dotation Etat | Dotation Région | Dotation E+R | program- mation Etat | % | progr- amatio n Région | % | progra- m- mation E+R | % | program- mation Etat | % | program- mation Région | % | progr- amatio n E+R | % |
| PROJET I Améliorer l'accessibilité de la région et faciliter les relations internes | Développer les dessertes ferroviaires régionales en milieu urbain et périurbain | Augmentation de la capacité de la ligne ferroviaire Marseille Aubagne Toulon | 56,66 | 56,66 | 113,32 | 8,74 | 15,4% | 6,24 | 11,0% | 14,98 | 13,2% | 11,5 | 20,4% | 9,0 | 16,0% | 20,6 | 18,2% |
| | | Poursuite de la modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Aix, | 23,73 | 0,00 | 23,73 | 8,73 | 36,8% | | | 8,7 | 36,8% | 23,7 | 100,0% | | | 23,7 | 100,0% |
| | | Construction d'une 3ème voie entre Antibes et Cagnes sur mer | 31,08 | 31,08 | 62,16 | 7,74 | 24,9% | 5,24 | 16,9% | 13,0 | 20,9% | 9,1 | 29,3% | 6,6 | 21,3% | 15,7 | 25,3% |
| | | Améliorer la capacité Cannes- Grasse | 8,66 | 8,66 | 17,32 | 0,55 | 6,4% | 0,55 | 6,4% | 1,1 | 6,4% | 0,6 | 6,4% | 0,6 | 6,4% | 1,1 | 6,4% |
| | | Projet ferroviaire Avignon TGV - Avignon centre - Carpentras | 20,00 | 20,00 | 40,00 | 0,25 | 1,3% | 6,25 | 31,3% | 6,5 | 16,3% | 0,3 | 1,5% | 6,3 | 31,5% | 6,6 | 16,5% |
| | | Desserte de l'agglomération Toulonnaise | 7,63 | 7,63 | 15,25 | 0,25 | 3,3% | 0,25 | 3,3% | 0,5 | 3,3% | 0,3 | 3,3% | 0,3 | 3,3% | 0,5 | 3,3% |
| | | TOTAL | 147,75 | 124,03 | 271,78 | 26,3 | 17,8% | 18,5 | 14,9% | 44,8 | 16,5% | 45,5 | 30,8% | 22,7 | 18,3% | 68,2 | 25,1% |
| | | Développer les dessertes régionales pour l'irrigation du territoire régional | Modernisation de la ligne des Alpes d'Aix à Briançon | 30,00 | 35,00 | 65,00 | 5,32 | 17,7% | 8,60 | 24,6% | 13,92 | 21,4% | 8,0 | 26,5% | 12,5 | 35,8% | 20,5 |
| | Modernisation de la ligne Nice-Breil sur Roya | | 8,75 | 8,75 | 17,50 | 1,63 | 18,6% | 1,63 | 18,6% | 3,25 | 18,6% | 1,6 | 18,6% | 1,6 | 18,6% | 3,3 | 18,6% |
| | Modernisation de la ligne Nice-Digne | | 0,00 | 20,00 | 20,00 | | | 10,0 | 50,0% | 10,0 | 50,0% | | | 10,0 | 50,0% | 10,0 | 50,0% |
| | TOTAL | | 38,75 | 63,75 | 102,50 | 7,0 | 17,9% | 20,2 | 31,7% | 27,2 | 26,5% | 9,6 | 24,7% | 24,2 | 37,9% | 33,8 | 32,9% |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|-------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| Améliorer l'accessibilité de la région | Projet de LGV PACA : études complémentaires, préliminaires, APS et début d'APD | 31,77 | 7,94 | 39,71 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| | Etudes de faisabilité éco et technique de la percée ferroviaire du Montgenèvre | 5,00 | 10,00 | 15,00 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| | TOTAL | 36,77 | 17,94 | 54,71 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| Améliorer les dessertes ferroviaires régionales : études de réouverture de ligne et études prospectives | Etudes de réouverture de ligne : Rognac Aix Gardanne Carnoules | 1,50 | 2,50 | 4,00 | 0,02 | 1,3% | 0,03 | 1,2% | 0,05 | 1,3% | 0,0 | 1,3% | 0,0 | 1,2% | 0,1 | 1,3% |
| | Etudes prospectives pour la poursuite d'opérations | 15,00 | 15,00 | 30,00 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| | TOTAL | 16,50 | 17,50 | 34,00 | 0,0 | 0,1% | 0,03 | 0,2% | 0,1 | 0,1% | 0,0 | 0,1% | 0,0 | 0,2% | 0,1 | 0,1% |
| Accompagnement du développement du trafic sur le port de Marseille-Fos | Réalisation de terminaux à conteneur | 21,00 | 26,60 | 47,60 | 0,0 | 0,0% | 3,8 | 14,3% | 3,8 | 8,0% | 0,0 | 0,0% | 8,1 | 30,4% | 8,1 | 17,0% |
| | Aménagement des voies d'accès au port de Marseille est | 8,00 | 8,00 | 16,00 | 0,33 | 4,1% | 0,33 | 4,1% | 0,7 | 4,1% | 0,3 | 4,1% | 0,3 | 4,1% | 0,7 | 4,1% |
| | Aménagement des voies d'accès au port de Marseille, bassins ouest | 2,00 | 2,00 | 4,00 | 0,10 | 5,0% | 0,10 | 5,0% | 0,2 | 5,0% | 0,1 | 5,0% | 0,1 | 5,0% | 0,2 | 5,0% |
| | Percée fluviale de la darse 2 | 6,00 | 6,00 | 12,00 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| | Réhabilitation du patrimoine portuaire | 8,00 | 0,00 | 8,00 | 0,53 | 6,6% | | | 0,5 | 6,6% | 0,5 | 6,6% | | | 0,5 | 6,6% |
| | TOTAL | 45,00 | 42,60 | 87,60 | 0,96 | 2,1% | 4,23 | 9,9% | 5,19 | 5,9% | 1,0 | 2,1% | 8,5 | 20,0% | 9,5 | 10,8% |
| Favoriser l'intermodalité des marchandises et des voyageurs | Intermodalité / Fret | 2,50 | 2,50 | 5,00 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| | Création de pôles d'échanges | 3,00 | 5,00 | 8,00 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| | TOTAL | 5,50 | 7,50 | 13,00 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| | TOTAL PROJET I | 290,27 | 273,32 | 563,59 | 34,2 | 11,8% | 43,02 | 15,7% | 77,2 | 13,7% | 56,0 | 19,3% | 55,5 | 20,3% | 111,5 | 19,8% |

| PROJET II Renforcer et promouvoir l'attractivité du territoire, l'innovation et la création d'emplois | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|-------------|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--|
| Renforcer les pôles de compétence pour l'enseignement supérieur et la recherche | Renforcement des infrastructures des pôles d'enseignement supérieur et de recherche | 131,46 | 94,39 | 225,85 | 9,64 | 7,3% | 6,24 | 6,6% | 15,88 | 7,0% | 17,02 | 12,9% | 6,47 | 6,9% | 23,49 | 10,4% | |
| | Mise en place de plates-formes de recherche mutualisée | 9,58 | 7,50 | 17,08 | 2,03 | 21,2% | 1,58 | 21,0% | 3,61 | 21,1% | 3,69 | 38,6% | 1,58 | 21,0% | 5,27 | 30,9% | |
| | Soutien aux initiatives régionales de culture scientifique, technique et industrielle | 5,60 | 10,00 | 15,60 | 0,35 | 6,3% | 0,69 | 6,9% | 1,04 | 6,6% | 0,66 | 11,8% | 1,06 | 10,6% | 1,72 | 11,0% | |
| | Renforcement des relations avec le monde économique (valorisation, transfert de technologies, plate-forme partenariales...) | 13,00 | 17,50 | 30,50 | 0,80 | 6,1% | 1,50 | 8,6% | 2,29 | 7,5% | 1,41 | 10,8% | 3,34 | 19,1% | 4,74 | 15,6% | |
| | TOTAL | 159,64 | 129,39 | 289,03 | 12,8 | 8,0% | 10,0 | 7,7% | 22,82 | 7,9% | 22,78 | 14,3% | 12,45 | 9,6% | 35,22 | 12,2% | |
| Dynamiser les pôles et réseaux | Soutien de l'émergence, de l'animation et des actions structurantes de pôles et réseaux d'entreprises (dont reconversion défense) | 24,50 | 22,10 | 46,60 | 3,3 | 13,5% | 2,9 | 13,1% | 6,2 | 13,3% | 7,0 | 28,6% | 5,5 | 24,7% | 12,5 | 26,7% | |
| | Anticipation des mutations économiques | 0,70 | 0,70 | 1,40 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,01 | 1,4% | 0,0 | 0,0% | 0,01 | 0,7% | |
| | TOTAL | 25,20 | 22,80 | 48,00 | 3,3 | 13,2% | 2,9 | 12,7% | 6,2 | 12,9% | 7,0 | 27,8% | 5,5 | 23,9% | 12,5 | 26,0% | |
| Faire des TIC un moteur essentiel | Information géographique | 2,00 | 3,80 | 5,80 | 0,3 | 15,0% | 0,2 | 6,3% | 0,5 | 9,3% | 0,5 | 25,5% | 0,5 | 13,4% | 1,0 | 17,6% | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------|--------------|------------|-------------|------------|-------------|------------|-------------|------------|-------------|------------|-------------|------------|-------------|
| du développement économique et de la cohésion sociale du territoire | Schéma directeur régional des infrastructures de communication électronique, coordonnant les projets régionaux d'initiative publique | 5,00 | 11,50 | 16,50 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| | Plate-forme régionale « territoires numériques » | 1,00 | 3,00 | 4,00 | 0,05 | 5,0% | 0,35 | 11,6% | 0,4 | 9,9% | 0,1 | 5,0% | 0,3 | 11,6% | 0,4 | 9,9% |
| | Dispositif d'appropriation des TIC par les PME/TPE régionales | 0,70 | 2,00 | 2,70 | 0,07 | 9,3% | 0,0 | 0,0% | 0,1 | 2,4% | 0,1 | 9,3% | 0,0 | 0,0% | 0,1 | 2,4% |
| | TOTAL | 8,70 | 20,30 | 29,00 | 0,4 | 4,8% | 0,6 | 2,9% | 1,0 | 3,4% | 0,6 | 7,2% | 0,9 | 4,2% | 1,5 | 5,1% |
| Accompagner les mutations économiques, démographiques et sociales | Adaptation et modernisation des équipements opérationnels de l'AFPA | 6,50 | 6,50 | 13,00 | 0,9 | 14,3% | 0,0 | 0,0% | 0,9 | 7,2% | 1,9 | 28,6% | 0,9 | 14,3% | 2,8 | 21,4% |
| | Observation des mutations économiques et prospective des métiers et des qualifications - ORM (OREF PACA) | 3,50 | 3,64 | 7,14 | 0,5 | 14,3% | 0,7 | 17,9% | 1,2 | 16,1% | 1,0 | 28,6% | 1,2 | 34,3% | 2,2 | 31,5% |
| | Information sur la formation et sur la professionnalisation des acteurs du champ emploi-formation (GIP espace compétences) | 5,00 | 4,74 | 9,74 | 0,7 | 14,3% | 0,6 | 12,8% | 1,3 | 13,6% | 1,2 | 24,6% | 1,1 | 23,9% | 2,4 | 24,3% |
| | Renforcement de l'attractivité des emplois, longévité professionnelle et conditions de travail | 3,85 | 2,10 | 5,95 | 0,35 | 9,0% | 0,22 | 10,3% | 0,6 | 9,5% | 0,7 | 18,0% | 0,4 | 20,6% | 1,1 | 18,9% |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|------------|-------------|-------------|---------------|------------|--------------|------------|--------------|-------------|--------------|
| | Contractualisation avec les partenaires sociaux d'actions pour le développement de l'emploi, des compétences et des qualifications (accords cadre tripartites, EDEC...) | 7,75 | 4,25 | 12,00 | 1,1 | 14,8% | 0,2 | 4,3% | 1,3 | 11,1% | 1,8 | 23,5% | 1,1 | 25,9% | 2,9 | 24,3% |
| | Valorisation de la ressource humaine dans le cadre de projets d'implantation ou de développement d'activités | | | | 0,1 | | 0,045 | | 0,145 | | 0,2 | | 0,1 | | 0,3 | |
| | Développement de la qualité de l'alternance | 3,10 | 2,35 | 5,45 | 0,0 | 9,4% | 0,0 | 4,9% | 0,0 | 2,7% | 0,1 | 21,4% | 0,1 | 11,1% | 0,2 | 17,0% |
| | Maîtrise des savoirs et des compétences de base | | | | 0,08 | | 0,07 | | 0,15 | | 0,1 | | 0,1 | | 0,2 | |
| | Diversité, lutte contre les discriminations et égalité des chances | | | | 0,11 | | 0,0 | | 0,1 | | 0,2 | | 0,0 | | 0,2 | |
| | Attractivité des métiers, orientation vers les métiers porteurs d'emploi | 1,80 | 1,40 | 3,20 | 0,25 | 13,9% | 0,20 | 14,3% | 0,5 | 14,1% | 0,3 | 13,9% | 0,4 | 28,6% | 0,7 | 20,3% |
| | TOTAL | 31,50 | 24,98 | 56,48 | 4,2 | 13,3% | 2,0 | 7,9% | 6,15 | 10,88% | 7,5 | 23,8% | 5,5 | 22,0% | 13,0 | 23,0% |
| Adapter et moderniser l'agriculture | Plan de modernisation des bâtiments d'élevage (PMBE) | 3,50 | 0,70 | 4,20 | 1,1 | 31,7% | 0,04 | 5,5% | 1,1 | 27,3% | 2,2 | 62,0% | 0,1 | 12,9% | 2,3 | 53,8% |
| | Plan végétal pour l'environnement (PVE) | 3,50 | 3,30 | 6,80 | 0,1 | 2,4% | 0,06 | 1,8% | 0,1 | 2,1% | 0,3 | 8,5% | 0,1 | 3,3% | 0,4 | 6,0% |
| | Programme de développement de l'agriculture biologique | 0,00 | 3,20 | 3,20 | | | 1,17 | 36,7% | 1,2 | 36,7% | | | 1,8 | 56,5% | 1,8 | 56,5% |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|-------------|--------------|------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | Accompagnement de projets collectifs de recherche et de développement de la valorisation des produits, accompagnement de la structuration des filières | 18,22 | 21,00 | 39,22 | 2,5 | 13,7% | 3,4 | 16,3% | 5,9 | 15,1% | 4,6 | 25,5% | 6,8 | 32,5% | 11,5 | 29,2% |
| | Modernisation du parc de serres maraîchères et horticoles | 2,00 | 4,20 | 6,20 | 0,06 | 3,0% | 0,06 | 1,4% | 0,1 | 1,9% | 0,1 | 3,0% | 0,1 | 1,4% | 0,1 | 1,9% |
| | Politique de l'installation des jeunes agriculteurs | 7,80 | 7,00 | 14,80 | 0,7 | 9,3% | 0,8 | 11,9% | 1,6 | 10,5% | 1,2 | 16,0% | 1,7 | 24,4% | 2,9 | 19,9% |
| | Recherche appliquée et innovation dans les industries agroalimentaires | 0,44 | 0,00 | 0,44 | 0,0 | 0,0% | | | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | | | 0,0 | 0,0% |
| | Modernisation et développement du pastoralisme | 0,00 | 3,00 | 3,00 | | | 0,6 | 19,8% | 0,6 | 19,8% | | | 1,2 | 38,9% | 1,2 | 38,9% |
| | Maintien du foncier agricole | 0,00 | 1,40 | 1,40 | | | 0,0 | 2,0% | 0,0 | 2,0% | | | 0,1 | 5,6% | 0,1 | 5,6% |
| | TOTAL | 35,46 | 43,80 | 79,26 | 4,5 | 12,6% | 6,2 | 14,2% | 10,7 | 13,5% | 8,4 | 23,7% | 11,8 | 27,0% | 20,3 | 25,6% |
| Renforcer la filière forêt-bois | Exploitation forestière | 0,47 | 0,40 | 0,87 | 0,1 | 10,8% | 0,18 | 45,7% | 0,2 | 26,8% | 0,07 | 15,8% | 0,56 | 140,0% | 0,6 | 72,9% |
| | Développement de la 1ère transformation | 0,30 | 0,40 | 0,70 | 0,0 | 0,0% | 0,1 | 14,8% | 0,1 | 8,5% | 0,0 | 10,0% | 0,1 | 33,5% | 0,2 | 23,4% |
| | Aide à la mobilisation des bois notamment dans le cadre des plans de développement des massifs | 0,80 | 0,70 | 1,50 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 5,2% | 0,2 | 22,3% | 0,2 | 13,2% |
| | Desserte forestière : création ou mise au norme de voies d'exploitation | 1,00 | 0,90 | 1,90 | 0,1 | 10,7% | 0,0 | 0,0% | 0,1 | 5,6% | 0,1 | 12,2% | 0,0 | 0,0% | 0,1 | 6,4% |
| | Améliorations sylvicoles | 0,90 | 1,00 | 1,90 | 0,0 | 1,4% | 0,1 | 11,2% | 0,1 | 6,6% | 0,0 | 3,2% | 0,2 | 24,0% | 0,3 | 14,1% |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | | Aide à la coopération forestière dans des missions d'appui à la petite propriété | 0,97 | 0,97 | 1,94 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,1 | 14,4% | 0,3 | 31,3% | 0,4 | 22,8% |
| | | Animation et connaissance | 0,09 | 0,50 | 0,59 | 0,0 | 7,5% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 1,2% | 0,1 | 77,4% | 0,0 | 8,6% | 0,1 | 19,4% |
| | | Prise en compte de la multifonctionnalité de la forêt méditerranéenne | 0,00 | 0,67 | 0,67 | | | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | | | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| | | TOTAL | 4,53 | 5,54 | 10,07 | 0,18 | 3,9% | 0,4 | 6,4% | 0,5 | 5,3% | 0,5 | 11,2% | 1,4 | 25,9% | 1,9 | 19,3% |
| | | TOTAL PROJET II | 265,03 | 246,81 | 511,84 | 25,4 | 9,6% | 22,0 | 8,9% | 47,4 | 9,3% | 46,8 | 17,7% | 37,5 | 15,2% | 84,4 | 16,5% |
| PROJET III Optimiser la gestion des ressources naturelles, prévenir et gérer les risques | Optimiser la gestion des ressources naturelles (biodiversité, ressources et espaces naturels) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Aménager et gérer le bassin de la Durance | Augmentation de la sécurité face au risque inondation | 7,20 | 7,90 | 15,10 | 2,5 | 34,3% | 2,1 | 26,9% | 4,6 | 30,4% | 2,7 | 37,3% | 2,2 | 28,1% | 4,9 | 32,5% |
| | | Restauration des milieux | 2,70 | 1,26 | 3,96 | 0,2 | 8,6% | 0,0 | 0,0% | 0,2 | 5,9% | 0,2 | 9,0% | 0,0 | 0,0% | 0,2 | 6,1% |
| | | Partage équitable, sécurisation et optimisation de l'alimentation en eau | 7,25 | 7,00 | 14,25 | 2,5 | 35,1% | 2,5 | 35,3% | 5,0 | 35,2% | 4,7 | 65,0% | 4,4 | 62,8% | 9,1 | 63,9% |
| | | Organisation de l'action des différents acteurs, confortement de la structure gestionnaire | 1,80 | 3,10 | 4,90 | 0,06 | 3,1% | 0,46 | 14,7% | 0,51 | 10,4% | 0,1 | 4,7% | 0,5 | 15,3% | 0,6 | 11,4% |
| | | TOTAL | 18,95 | 19,26 | 38,21 | 5,3 | 28,0% | 5,0 | 26,2% | 10,4 | 27,1% | 7,7 | 40,8% | 7,1 | 36,8% | 14,8 | 38,8% |
| | Réhabiliter l'Étang de Berre | Soutien à l'organisation des acteurs locaux | 2,10 | 0,60 | 2,70 | 0,2 | 8,2% | 0,1 | 21,6% | 0,3 | 11,2% | 0,4 | 20,3% | 0,1 | 21,6% | 0,6 | 20,6% |
| | | Mise en place du Contrat d'Étang et de son programme d'actions | 2,50 | 2,00 | 4,50 | 0,1 | 2,4% | 0,03 | 1,5% | 0,1 | 2,0% | 0,2 | 8,4% | 0,1 | 3,2% | 0,3 | 6,1% |
| | | Réouverture expérimentale du tunnel du Rove | 5,75 | 2,90 | 8,65 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| | Étude de perspectives socio économiques et sur les modalités de financement et de maîtrise d'ouvrage sur la dérivation du rejet EDF | 0,18 | 0,18 | 0,36 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| | TOTAL | 10,53 | 5,68 | 16,21 | 0,2 | 2,2% | 0,2 | 2,8% | 0,4 | 2,4% | 0,6 | 6,0% | 0,2 | 3,4% | 0,8 | 5,1% |
| Optimiser la ressource en eau | Schéma régional de la ressource en eau | 1,00 | 0,50 | 1,50 | 0,2 | 16,5% | 0,08 | 16,5% | 0,2 | 16,5% | 0,2 | 16,5% | 0,1 | 16,5% | 0,2 | 16,5% |
| | Appui à la réalisation des grands ouvrages stratégiques de transfert, de sécurisation et d'approvisionnement | 10,00 | 21,00 | 31,00 | 0,01 | 0,1% | 1,4 | 6,8% | 1,4 | 4,6% | 1,5 | 15,4% | 4,0 | 19,0% | 5,5 | 17,9% |
| | Maîtriser la consommation et favoriser les actions économes d'eau | 1,50 | 0,50 | 2,00 | 0,04 | 2,8% | 0,00 | 0,0% | 0,0 | 2,1% | 0,1 | 6,2% | 0,0 | 0,0% | 0,1 | 4,7% |
| | TOTAL | 12,50 | 22,00 | 34,50 | 0,2 | 1,7% | 1,5 | 6,8% | 1,7 | 5,0% | 1,8 | 14,4% | 4,1 | 18,6% | 5,9 | 17,0% |
| Adapter les moyens de lutte contre les pollutions domestiques à la spécificité des milieux méditerranéens | Adapter les moyens de lutte contre les pollutions domestiques à la spécificité des milieux méditerranéens | 2,40 | 1,40 | 3,80 | 0,04 | 1,6% | 0,04 | 2,8% | 0,08 | 2,0% | 0,037 | 1,6% | 0,039 | 2,8% | 0,08 | 2,0% |
| | TOTAL | 2,40 | 1,40 | 3,80 | 0,04 | 1,6% | 0,04 | 2,8% | 0,08 | 2,0% | 0,037 | 1,6% | 0,039 | 2,8% | 0,08 | 2,0% |
| Gérer les milieux aquatiques | Soutien aux structures de gestion des milieux aquatiques | 2,00 | 2,00 | 4,00 | 0,1 | 6,7% | 0,07 | 3,7% | 0,21 | 5,2% | 0,4 | 18,2% | 0,3 | 15,9% | 0,7 | 17,0% |
| | Restauration et mise en valeur des milieux aquatiques dans le cadre de contrats de rivière ou de démarches globales similaires concertées | 3,50 | 5,00 | 8,50 | 1,1 | 30,2% | 0,8 | 16,5% | 1,9 | 22,1% | 1,9 | 53,9% | 1,7 | 33,6% | 3,6 | 42,0% |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|-------------|--------------|
| | Prévention du risque inondation par une approche intégrée des bassins versants | 0,00 | 5,20 | 5,20 | | | 1,25 | 24,1% | 1,3 | 24,1% | | | 2,0 | 38,0% | 2,0 | 38,0% |
| | TOTAL | 5,50 | 12,20 | 17,70 | 1,2 | 21,6% | 2,1 | 17,6% | 3,3 | 18,9% | 2,2 | 40,9% | 4,0 | 32,6% | 6,2 | 35,2% |
| Gérer le littoral, les ressources halieutiques et le tourisme de façon intégrée et durable | Promouvoir une gestion intégrée des zones côtières | 2,55 | 2,20 | 4,75 | 0,48 | 18,8% | 0,4 | 18,5% | 0,9 | 18,7% | 1,0 | 40,9% | 0,5 | 21,4% | 1,5 | 31,9% |
| | Promouvoir la filière pêche et cultures marines et la gestion durable des ressources halieutiques | 1,10 | 1,10 | 2,20 | 0,0 | 0,0% | 0,05 | 4,3% | 0,0 | 2,2% | 0,0 | 0,0% | 0,05 | 4,3% | 0,0 | 2,2% |
| | Promouvoir un tourisme durable et la qualité de vie sur le littoral | 0,00 | 4,80 | 4,80 | | | 1,25 | 26,1% | 1,3 | 26,1% | | | 1,5 | 30,5% | 1,5 | 30,5% |
| | TOTAL | 3,65 | 8,10 | 11,75 | 0,5 | 13,2% | 1,71 | 21,1% | 2,2 | 18,6% | 1,0 | 28,6% | 2,0 | 24,5% | 3,0 | 25,8% |
| Conserver, gérer et valoriser la biodiversité et les paysages | Soutien à la connaissance naturaliste et paysagère | 2,59 | 2,80 | 5,39 | 0,3 | 11,8% | 0,2 | 6,2% | 0,5 | 8,9% | 0,5 | 21,0% | 0,2 | 7,8% | 0,8 | 14,8% |
| | Soutien aux structures de gestion des espaces naturels | 9,70 | 25,00 | 34,70 | 2,21 | 22,8% | 5,4 | 21,8% | 7,6 | 22,0% | 4,0 | 41,6% | 8,6 | 34,3% | 12,6 | 36,0% |
| | Soutien aux programmes d'actions et à leur évaluation | 4,64 | 15,30 | 19,94 | 3,0 | 64,0% | 0,36 | 2,3% | 3,3 | 16,7% | 5,2 | 113,1% | 0,9 | 6,1% | 6,2 | 31,0% |
| | TOTAL | 16,93 | 43,10 | 60,03 | 5,5 | 32,4% | 6,0 | 13,8% | 11,4 | 19,1% | 9,8 | 58,0% | 9,7 | 22,5% | 19,5 | 32,5% |
| Accompagnement des démarches de développement durable | Accompagnement des démarches de développement durable (agenda 21..) | 1,40 | 0,40 | 1,80 | 0,2 | 14,7% | 0,08 | 20,8% | 0,3 | 16,0% | 0,4 | 26,3% | 0,1 | 20,8% | 0,5 | 25,0% |
| | TOTAL | 1,40 | 0,40 | 1,80 | 0,2 | 14,7% | 0,08 | 20,8% | 0,3 | 16,0% | 0,4 | 26,3% | 0,1 | 20,8% | 0,5 | 25,0% |
| Maîtriser la demande énergétique et développer les énergies renouvelables | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Développer la maîtrise de la demande énergétique | Amélioration de l'efficacité énergétique et maîtrise de la demande en électricité | 3,60 | 1,50 | 5,10 | 1,0 | 28,8% | 0,5 | 33,4% | 1,5 | 30,2% | 1,3 | 36,2% | 0,6 | 39,5% | 1,9 | 37,2% |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|-------------|--------------|
| | Accompagnement de la réhabilitation thermique des bâtiments | 1,00 | 1,00 | 2,00 | 0,1 | 7,5% | 0,0 | 0,0% | 0,1 | 3,7% | 0,1 | 7,5% | 0,0 | 0,0% | 0,1 | 3,7% |
| | TOTAL | 4,60 | 2,50 | 7,10 | 1,1 | 24,2% | 0,5 | 20,0% | 1,6 | 22,7% | 1,4 | 30,0% | 0,6 | 23,7% | 2,0 | 27,8% |
| Renforcer et étendre le PEE | Plan éco énergie | 12,00 | 3,20 | 15,20 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| | TOTAL | 12,00 | 3,20 | 15,20 | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| Soutenir le développement des énergies renouvelables | Énergies Renouvelables Thermiques | 16,00 | 16,50 | 32,50 | 1,8 | 11,4% | 1,7 | 10,1% | 3,5 | 10,7% | 4,3 | 26,9% | 3,8 | 23,2% | 8,1 | 25,0% |
| | Production d'électricité d'origine renouvelable | 2,20 | 2,00 | 4,20 | 1,1 | 50,0% | 1,0 | 48,4% | 2,1 | 49,2% | 1,8 | 84,1% | 1,3 | 64,7% | 3,1 | 74,8% |
| | TOTAL | 18,20 | 18,50 | 36,70 | 2,9 | 16,1% | 2,6 | 14,2% | 5,6 | 15,1% | 6,1 | 33,8% | 5,1 | 27,7% | 11,3 | 30,7% |
| Promouvoir la qualité environnementale du bâtiment et de l'urbanisme durable | Qualité environnementale des bâtiments | 2,55 | 3,50 | 6,05 | 0,4 | 12,9% | 0,5 | 13,0% | 0,9 | 12,9% | 0,7 | 25,8% | 0,6 | 16,7% | 1,2 | 20,6% |
| | Urbanisme durable | 0,60 | 0,00 | 0,60 | | | | | | | | | | | | |
| | TOTAL | 3,15 | 3,50 | 6,65 | 0,4 | 12,9% | 0,5 | 13,0% | 0,9 | 12,9% | 0,7 | 20,9% | 0,6 | 16,7% | 1,2 | 18,7% |
| Soutenir les approches énergétiques territoriales et notamment les Plans Climat Territoriaux | Observation | 0,50 | 0,30 | 0,80 | 0,1 | 22,2% | 0,2 | 68,1% | 0,3 | 39,4% | 0,2 | 40,2% | 0,2 | 68,1% | 0,4 | 50,7% |
| | Soutien à la mise en œuvre de Plans Locaux Énergie (PLE) et Plans Climat Territoriaux (PCT) | 4,80 | 2,00 | 6,80 | 0,6 | 11,7% | 0,4 | 22,1% | 1,0 | 14,7% | 0,8 | 16,3% | 0,7 | 36,8% | 1,5 | 22,3% |
| | Soutien aux actions relatives à l'animation et à la sensibilisation pour une modification des comportements (EEDD) | 4,00 | 5,30 | 9,30 | 0,5 | 13,5% | 0,6 | 11,0% | 1,1 | 12,1% | 1,1 | 27,0% | 0,9 | 17,6% | 2,0 | 21,6% |
| | TOTAL | 9,30 | 7,60 | 16,90 | 1,2 | 13,0% | 1,2 | 16,1% | 2,4 | 14,4% | 2,1 | 22,2% | 1,9 | 24,6% | 3,9 | 23,3% |
| Organiser et promouvoir une mobilité durable | Planification durable des transports, des déplacements et des aménagements | 2,00 | 1,00 | 3,00 | 0,01 | 0,5% | 0,01 | 1,1% | 0,0 | 0,7% | 0,1 | 3,5% | 0,1 | 7,0% | 0,1 | 4,6% |
| | Dév des modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle | 1,50 | 2,00 | 3,50 | 0,1 | 9,0% | 0,2 | 11,9% | 0,4 | 10,7% | 0,5 | 32,7% | 0,4 | 20,5% | 0,9 | 25,7% |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|
| | Dév du transport intermodal des marchandises et distribution en ville | 0,50 | 1,50 | 2,00 | 0,04 | 7,1% | 0,04 | 2,4% | 0,1 | 3,5% | 0,1 | 21,2% | 0,1 | 7,1% | 0,2 | 10,6% |
| | Promotion des carburants véhicules propres | 0,75 | 1,50 | 2,25 | 0,10 | 13,2% | 0,10 | 6,6% | 0,2 | 8,8% | 0,2 | 24,3% | 0,1 | 9,5% | 0,3 | 14,5% |
| | TOTAL | 4,75 | 6,00 | 10,75 | 0,3 | 5,9% | 0,4 | 6,4% | 0,7 | 6,2% | 0,8 | 17,9% | 0,7 | 12,1% | 1,6 | 14,7% |
| Dév des actions innovantes | Développer des actions innovantes | 0,00 | 5,90 | 5,90 | | | 0,5 | 9,1% | 0,5 | 9,1% | | | 1,0 | 16,7% | 1,0 | 16,7% |
| | TOTAL | 0,00 | 5,90 | 5,90 | | | 0,5 | 9,1% | 0,5 | 9,1% | 0,0 | 0,0% | 1,0 | 16,7% | 1,0 | 16,7% |
| Prévenir et gérer les risques | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Améliorer notre connaissance des risques | Cartographie régionale | 0,60 | 0,70 | 1,30 | 0,34 | 56,2% | 0,2 | 23,9% | 0,5 | 38,8% | 0,5 | 76,2% | 0,2 | 23,9% | 0,6 | 48,0% |
| | Expérimentation du CEMER | 1,00 | 0,00 | 1,00 | | | | | | | | | | | | |
| | TOTAL | 1,60 | 0,70 | 2,30 | 0,3 | 21,1% | 0,2 | 23,9% | 0,5 | 21,9% | 0,5 | 28,6% | 0,2 | 23,9% | 0,6 | 27,1% |
| Prévenir les risques | Information préventive, communication et mémoire du risque | 2,45 | 0,60 | 3,05 | 0,2 | 19,8% | 0,0 | 0,0% | 0,2 | 15,9% | 0,3 | 24,7% | 0,1 | 10,8% | 0,3 | 22,0% |
| | Guide des bonnes pratiques d'intégration des risques dans les documents d'urbanisme | | | | 0,04 | | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | | | |
| | Réduction de la vulnérabilité | | | | 0,18 | | 0,0 | | 0,2 | | 0,2 | | 0,0 | | | |
| | Mise en place par les collectivités de chargés de missions risques naturels sur les territoires aux enjeux cohérents | | | | 0,09 | | 0,0 | | 0,1 | | 0,1 | | 0,0 | | | |
| | TOTAL | | | | 2,45 | | 0,60 | | 3,05 | | 0,5 | | 19,8% | | 0,0 | |
| Mettre en place les moyens de prévisions des risques et d'alerte | Mise en place d'une plate-forme hydro-météorologique de services | 0,10 | 2,00 | 2,10 | 0,02 | 36,0% | 0,1 | 5,1% | 0,12 | 6,5% | 0,02 | 48,0% | 0,1 | 5,1% | 0,12 | 7,1% |
| | Appui aux collectivités pour mise en place de syst de prévision et d'annonce | | | | 0,02 | | 0,0 | | 0,02 | | 0,03 | | 0,0 | | 0,03 | |
| | TOTAL | | | | 0,10 | | 2,00 | | 2,10 | | 0,04 | | 36,0% | | 0,1 | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|----------------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|--|
| | Renforcer les actions de protection | Renforcer les actions de protection | 15,00 | 5,00 | 20,00 | 4,6 | 31,0% | 1,6 | 32,7% | 6,3 | 31,4% | 8,4 | 55,7% | 3,5 | 69,2% | 11,8 | 59,1% | |
| | | TOTAL | 15,00 | 5,00 | 20,00 | 4,6 | 31,0% | 1,6 | 32,7% | 6,3 | 31,4% | 8,4 | 55,7% | 3,5 | 69,2% | 11,8 | 59,1% | |
| | Prévenir le risque sismique | Améliorer la connaissance du risque sismique | | | | 0,045 | | 0,045 | | 0,1 | | 0,1 | | 0,045 | | 0,12 | | |
| | | Information, communication, formation sur le risque sismique | 0,80 | 0,25 | 1,05 | 0,09 | 16,9% | 0,02 | 26,0% | 0,1 | 19,0% | 0,2 | 33,1% | 0,1 | 38,8% | 0,24 | 34,5% | |
| | | Prise en compte du risque sismique dans les constructions | | | | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | | |
| | | TOTAL | 0,80 | 0,25 | 1,05 | 0,14 | 16,9% | 0,07 | 26,0% | 0,2 | 19,0% | 0,3 | 33,1% | 0,1 | 38,8% | 0,36 | 34,5% | |
| | Défendre la forêt contre les incendies | Équipement des massifs | 2,40 | 1,50 | 3,90 | 0,2 | 8,4% | 0,81 | 53,7% | 1,01 | 25,8% | 0,4 | 15,3% | 1,1 | 76,0% | 1,5 | 38,6% | |
| | | Aménagement de coupures de combustibles | 2,50 | 2,50 | 5,00 | 0,01 | 0,5% | 0,25 | 10,0% | 0,26 | 5,3% | 0,04 | 1,4% | 0,4 | 14,1% | 0,4 | 7,7% | |
| | | Coordination et soutien à des démarches innovantes | 0,00 | 0,90 | 0,90 | | | 0,08 | 9,3% | 0,08 | 9,3% | | | 0,1 | 9,3% | 0,1 | 9,3% | |
| | | TOTAL | 4,90 | 4,90 | 9,80 | 0,2 | 4,4% | 1,14 | 23,2% | 1,35 | 13,8% | 0,4 | 8,2% | 1,6 | 32,1% | 2,0 | 20,2% | |
| | | TOTAL PROJET III | 148,71 | 172,79 | 321,50 | 24,9 | 16,8% | 25,5 | 14,8% | 50,4 | 15,7% | 44,9 | 30,2% | 41,5 | 24,0% | 86,5 | 26,9% | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| PROJET IV Tirer parti du processus de métropolisation et assurer développement, aménagement et solidarité des territoires ruraux | Développer durablement les territoires urbains et métropolitains | Coopération, gestion et expérimentation dans les territoires métropolitains et les espaces à enjeux (dont 1M€ ITER) | 6,00 | 6,00 | 12,00 | 0,42 | 7,0% | 0,5 | 8,7% | 0,9 | 7,8% | 0,6 | 10,4% | 0,5 | 8,8% | 1,2 | 9,6% |
| | | Expérimentation de nouveaux services urbains | 1,00 | 1,00 | 2,00 | 0,0 | 0,0% | 0,00 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% | 0,0 | 0,0% |
| | | Euroméditerranée | 41,67 | 30,00 | 71,67 | 7,8 | 18,8% | 4,0 | 13,3% | 11,8 | 16,5% | 15,8 | 38,0% | 8,0 | 26,7% | 23,8 | 33,2% |
| | | Culture | 13,71 | 13,71 | 27,42 | 2,1 | 15,3% | 7,7 | 56,0% | 9,8 | 35,6% | 2,1 | 15,3% | 7,7 | 56,0% | 9,8 | 35,6% |
| | | Amélioration des conditions de vie étudiante | 36,16 | 42,07 | 78,24 | 5,0 | 13,9% | 5,2 | 12,4% | 10,3 | 13,1% | 6,4 | 17,6% | 5,5 | 13,1% | 11,9 | 15,2% |
| | | TOTAL | 98,54 | 92,78 | 191,33 | 15,4 | 15,6% | 17,4 | 18,8% | 32,8 | 17,1% | 24,9 | 25,3% | 21,7 | 23,4% | 46,6 | 24,4% |
| | Valoriser les atouts et conditions d'attractivité des territoires ruraux | Performance économique et spécificités des territoires | 6,50 | 6,50 | 13,00 | 1,1 | 17,1% | 2,8 | 42,9% | 3,9 | 30,0% | 1,8 | 28,4% | 4,6 | 70,2% | 6,4 | 49,3% |
| | | Santé publique et renforcement de la cohésion sociale | 21,19 | 20,90 | 42,09 | 0,7 | 3,2% | 3,95 | 18,9% | 4,6 | 11,0% | 1,4 | 6,5% | 4,7 | 22,2% | 6,0 | 14,3% |
| | | Amélioration des services à la pop et services à la personne | 6,50 | 6,50 | 13,00 | 0,6 | 9,8% | 1,3 | 20,0% | 1,9 | 14,9% | 0,8 | 12,4% | 1,8 | 27,7% | 2,6 | 20,1% |
| | | Accompagnement et ingénierie opérationnelle | 4,50 | 4,50 | 9,00 | 0,8 | 18,2% | 0,7 | 15,8% | 1,5 | 17,0% | 1,3 | 27,8% | 0,9 | 20,1% | 2,2 | 23,9% |
| | | Tourisme social | 2,00 | 2,00 | 4,00 | 0,1 | 5,0% | 0,2 | 9,0% | 0,3 | 7,0% | 0,1 | 5,0% | 0,5 | 22,8% | 0,6 | 13,9% |
| TOTAL | | 40,69 | 40,40 | 81,09 | 3,4 | 8,3% | 8,9 | 22,1% | 12,3 | 15,2% | 5,4 | 13,2% | 12,4 | 30,6% | 17,8 | 21,9% | |
| TOTAL PROJET IV | | 139,23 | 133,18 | 272,41 | 18,7 | 13,5% | 26,3 | 19,8% | 45,1 | 16,5% | 30,3 | 21,7% | 34,1 | 25,6% | 64,4 | 23,6% | |
| Total montants affichés | | 843,23 | 826,10 | 1 669,33 | 103,2 | 12,2% | 116,9 | 14,1% | 220,1 | 13,2% | 178,1 | 21,1% | 168,6 | 20,4% | 346,7 | 20,8% | |

BILAN DU VOLET REGIONAL

I-Améliorer l'accessibilité de la région et faciliter les relations internes

L'année 2008 a permis d'engager des financements sur les principales opérations de ce volet du CPER avec un niveau d'engagement globalement conforme au niveau annuel théorique calculé sur 7 ans.

Toutefois, cette année a été caractérisée par une maîtrise relative du retard d'engagements pris en 2007 par l'Etat et la Région avec :

- Pour l'Etat, 19,6 M€ de retard en 2007 augmenté à 26,9 M€ en 2008,
- Pour la Région, 26,6 M€ de retard en 2007 ramené à 22,6 M€ en 2008.

Notons enfin que les grands projets d'amélioration de l'accessibilité de la région (LGV Provence Alpes Côte d'Azur et tunnel du Montgenèvre), les études de réouverture de ligne et études prospectives et les projets favorisant l'inter modalité des marchandises et des voyageurs n'ont pu bénéficier d'engagements de crédits en 2008.

I.1 Développer les dessertes ferroviaires régionales en milieu urbain et périurbain

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 147,75 | 124,025 | 13% | 3,4% | | |
| 2008 | | | 17,8% | 14,9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 30.8 % | 18.3 % | | |

Rappel des indicateurs CPER :

| | |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - km de réouverture de lignes - nombre de haltes nouvelles - travaux réalisés permettant l'augmentation du nombre de dessertes - km de voies de chemin de fer nouvelles ou réutilisées |
| Résultat | - gain de temps généré en heure/an - population totale des bassins concernés - population supplémentaire desservie - nombre de voyageurs supplémentaires/nombre de voyageurs actuels |
| Impact | - différentiel du trafic routier - impact sur l'intermodalité |

I.1.1 Augmentation de la capacité de la ligne ferroviaire Marseille Aubagne Toulon

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 56,66 | 56,66 | 4,9% | 4,9% | | |
| 2008 | | | 15,4% | 11% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 20.4 % | 16 % | | |

Pour la ligne Marseille – Aubagne – Toulon, les travaux consistent en la construction d'une 3ème voie entre Marseille- Blancarde et Aubagne, l'aménagement des gares existantes et la création d'une nouvelle gare à La Barasse. Le montant des financements nécessaires s'élève à 252,4 M€ aux conditions économiques de réalisation. Le budget inscrit au Contrat de projets 2007/2013 pour cette opération s'élève à 204 M€ et devrait permettre l'achèvement des travaux envisagé pour fin 2013.

Les études ainsi que les deux premières phases de travaux ont été réalisées dans le cadre du précédent Contrat de plan pour des montants respectivement de 18,7 M€ et 29,7 M€.

- L'année 2007 avait permis d'engager une nouvelle phase de travaux d'un montant de 8,4 M€ (2,8 M€ en parts Etat/Région) afin de réaliser de nouveaux travaux préparatoires et de lancer les études d'exécution de la signalisation.
- L'année 2008 a permis d'engager l'ensemble des partenaires pour achever l'opération d'ici à fin 2014, grâce à la mise au point d'une convention pluriannuelle portant sur la totalité des travaux restant pour un montant de 195,6 M€ (53,9 M€ en parts Etat et Région).

Les crédits engagés en 2008 s'élèvent à 8,74 M€ pour l'Etat et 6,24 M€ pour la Région, l'Etat ayant obtenu les derniers jours de 2008 une nouvelle tranche de crédits d'engagements de 2,5 M€.

- Programmation 2009 : L'Etat projette d'engager en 2009 15 M€ sur cette opération dans le cadre du plan de relance. Le Comité de programmation Etat Région ne s'est pas encore prononcé.

I.1.2 Poursuite de la modernisation de la ligne Marseille-Aix, 1^{ère} phase

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 23,725 | 0 | 63,2% | 0 % | | |
| 2008 | | | 36,8% | 0 % | | |
| Total consolidé 2008 | | | 100 % | 0 % | | |

Concernant l'achèvement de la modernisation de **Marseille – Aix en Provence**, les partenaires, hormis l'Etat, avaient mis en place tous leurs financements au cours de la période du précédent Contrat Etat/Région dans le cadre de la convention pluriannuelle de financement des travaux signée en 2005 pour un montant de 146,2 M€.

- En 2007, 15M€ ont été mis en place par l'État pour compléter sa participation.
- En 2008, l'Etat a achevé sa participation financière avec 8,725 M€ engagés.

I.1.3 Construction d'une troisième voie entre Antibes et Cagnes sur Mer (phase 1)

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 31,08 | 31,08 | 4,4% | 4,4% | | |
| 2008 | | | 24,9% | 16,9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 29.3 % | 21.3 % | | |

L'augmentation de capacité de la ligne **Cannes – Antibes – Nice** constitue la seconde opération majeure du volet relatif au développement des dessertes ferroviaires

régionales en milieu urbain du Contrat de Projets 2007-2013. La première phase de cette opération concerne la section entre Antibes et Cagnes/mer et son coût est aujourd'hui estimé à 147,5 M€ pour une mise en service envisagée en 2012.

Les crédits de 115 M€ inscrits au Contrat de projets correspondent à l'achèvement des travaux de la première phase entre Antibes et Cagnes/mer.

Dans le cadre du précédent contrat de plan, 20 M€ avaient été consacrés pour les études et 31,1 M€ pour les acquisitions foncières et premiers travaux de la section Antibes et Cagnes/mer.

- L'année 2007 avait permis d'engager une nouvelle phase de travaux pour un montant de 4,1 M€ (1,37 M€ en parts Etat/Région) correspondant à la réalisation de travaux de terrassement de la plateforme de la 3ème voie .
- L'année 2008 a permis d'engager l'ensemble des partenaires pour achever l'opération d'ici à fin 2012 grâce à la mise au point d'une convention pluriannuelle portant sur la totalité des travaux restant pour un montant de 95,9 M€ (25,9 M€ en parts Etat et Région).

Les crédits engagés en 2008 s'élèvent à 7,74 M€ pour l'Etat et 5,24 M€ pour la Région, l'Etat ayant obtenu les derniers jours de 2008 une nouvelle tranche de crédits d'engagements de 2,5 M€.

- Programmation 2009 : L'Etat projette d'engager en 2009 7,18 M€ sur cette opération dans le cadre du plan de relance. Le Comité de programmation Etat Région ne s'est pas encore prononcé.

I.1.4 Améliorer la capacité de Cannes-Grasse

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 8,66 | 8,66 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 6,4% | 6,4% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 6.4 % | 6.4 % | | |

- L'année 2007 n'avait pas permis d'engager de crédits sur cette opération mais avait été mis à profit pour affiner le programme et les coûts de l'opération.
- L'année 2008 a permis d'engager l'ensemble des partenaires pour réaliser cette opération d'ici à fin 2012 grâce à la mise au point d'une convention pluriannuelle portant sur la totalité des études et travaux restant pour un montant de 29 M€ (8,7 M€ en parts Etat et Région).

Les travaux retenus pour cette opération comprennent la création d'un évitement pour le croisement des trains au niveau de la halte du Bosquet, la suppression du passage à niveau n°5 entre Mougins et Mouans-Sartoux et l'allongement de la longueur des quais entre Cannes et Grasse.

Les crédits engagés en 2008 s'élèvent à 0,55 M€ en parts Etat et Région.

- Programmation 2009 : L'Etat projette d'engager en 2009 3,65 M€ sur cette opération dans le cadre de la programmation initiale, hors plan de relance. Le Comité de programmation Etat Région ne s'est pas encore prononcé.

I.1.5 Projet ferroviaire Avignon TGV - Avignon Centre - Carpentras

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 20 | 20 | 0,3% | 0,3% | | |
| 2008 | | | 1,3% | 31,3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 1.5 % | 31.5 % | | |

Concernant la liaison Avignon-TGV – Avignon-centre – Carpentras, 82 M€ ont été inscrits au Contrat de projets afin de financer la totalité de cette opération.

Déjà 4,9 M€, financés à près de 80% par la Région, avaient été investis au titre du précédent Contrat Etat/Région pour la liaison inter-gares et 0,07 M€ pour des études préliminaires sur la partie Sorgues – Carpentras.

- L'année 2007 avait permis de financer des études complémentaires aux études de projet de la liaison inter-gares ainsi que des études techniques pour la partie Avignon-centre – Carpentras pour un montant total de 200 k€ (50 k€ en part Etat/Région).
- En 2008, le financement de la poursuite des études de niveau AVP pour Avignon – Carpentras a pu être obtenu pour un montant conventionné de 1 M€ dont 0,25 M€ engagés par l'Etat et la Région.
- Programmation 2009 : L'Etat projette d'engager en 2009 8,65 M€ sur cette opération dans le cadre de la programmation initiale, hors plan de relance.

I.1.6 Desserte de l'agglomération Toulonnaise

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 7,625 | 7,625 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 3,3% | 3,3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 3.3 % | 3.3 % | | |

- L'année 2007 n'avait pas permis d'engager de crédits sur cette opération mais avait été mis à profit pour affiner le programme et les coûts de l'opération.
- L'année 2008 a permis d'engager le financement des études de niveaux préliminaire et d'avant projet de l'opération d'augmentation de capacité de la ligne (Toulon) – La Pauline – Hyères pour un montant de 1,07 M€, dont 0,25 M€ en parts Etat et Région.

Les travaux retenus pour cette opération comprennent entre La Pauline et Hyères la modernisation de la signalisation et de la voie ferrée et, entre Toulon et La Pauline, des optimisations des installations de voie et de signalisation existantes.

- Programmation 2009 : L'Etat projette d'engager en 2009 1,95 M€ sur cette opération dans le cadre de la programmation initiale, hors plan de relance. Le Comité de programmation Etat Région ne s'est pas encore prononcé.

Développer les dessertes régionales pour l'irrigation du territoire régional

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 38,75 | 63,75 | 6,8% | 6,2% | | |
| 2008 | | | 17,9% | 31,7% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 24.7 % | 37.9 % | | |

Rappel des indicateurs CPER :

| | |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - Km de voies de chemin de fer modernisées |
| Résultat | - Nombre de voyageurs supplémentaires/nombre de voyageurs actuels - Nombre de trains supplémentaires par jour et par sens - Gain de temps en heure/an - Fiabilité des horaires |
| Impact | - différentiel du trafic routier - Impact sur l'intermodalité |

I.2.1 Modernisation de la ligne des Alpes d'Aix à Briançon

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 30 | 35 | 8,8% | 11,3% | | |
| 2008 | | | 17,7% | 24,6% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 26.5 % | 35.8 % | | |

Concernant la modernisation d'Aix en Provence – Briançon pour laquelle 114 M€ sont inscrits au Contrat de projets 2007-2013, le projet prévoit d'une part la mise en qualité de la voie pour 74 M€, et d'autre part, l'augmentation de la capacité de la section Aix – Manosque pour 40 M€.

- En 2007, 11,8 M€ (2.6 M€ en part Etat, 3,9 M€ en part Région) avaient été engagés afin de réaliser des travaux de modernisation et de mise en qualité de 17 kilomètres de voie au sud de Gap en 2008 et de mener les études préparatoires à la poursuite de ces travaux sur 26 kilomètres au nord de Sisteron, prévus en 2009.
- En 2008, 16,8 M€ dont 6,9 M€ en parts Etat et Région ont été engagés pour renouveler en 2009 28 km de voies entre Montrond et Sisteron.

Par ailleurs 2 autres conventions portant sur des études d'augmentation de capacité de la ligne, principalement entre Aix et Manosque, ont été conclues cette année pour des montants totaux de 3,8 M€ et 0,4 M€, les engagements financiers étant respectivement de 1,55 M€ et 0,13 M€ en parts Etat et Région.

- Programmation 2009 : L'Etat projette d'engager en 2009 15,52 M€ sur cette opération dans le cadre du plan de relance. . Le Comité de programmation Etat Région ne s'est pas encore prononcé.

I.2.2 Modernisation de la ligne Nice-Breil sur Roya

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|--------------------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 8,75 | 8,75 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 18,6% | 18,6% | | |
| Consommation totale fine 2008 | | | 18.6 % | 18.6 % | | |

- L'année 2007 n'avait pas permis d'engager de crédits sur cette opération.
- L'année 2008 a permis d'engager le financement des travaux de modernisation de la voie entre Nice-St-Roch et Drap prévus en 2008 (et reportés au printemps 2009) ainsi que celui des études de niveau projet des travaux de voie programmés pour 2009 et 2010.

Le montant de la convention afférente à ces études et travaux s'élève à 6,5 M€ dont 1,6 M€ en parts Etat et Région.

- Programmation 2009 : L'Etat projette d'engager en 2009 5,63 M€ sur cette opération dans le cadre de la programmation initiale, hors plan de relance. Le Comité de programmation Etat Région ne s'est pas encore prononcé.

I.2.3 Modernisation de la ligne Nice-Digne

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0 | 20 | 0 % | 0% | | |
| 2008 | | | 0 % | 50% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0 % | 50 % | | |

- L'année 2007 n'avait pas permis d'engager de crédits sur cette opération.
- Cette année 2008 a permis d'engager 10 M€ de crédits régionaux pour des travaux dont la consistance est en cours de mise au point.
- Programmation 2009 : Suite au diagnostic des infrastructures remis à la Région en octobre 2008, un programme de travaux a été défini afin de permettre le développement d'une infrastructure sûre et moderne. Le montant des investissements prévus est de 30 M€ sur la partie basse de la ligne et de 25 M€ sur la partie haute. Le niveau d'investissement nécessaire en 2009 ainsi que le plan de financement pour les 2 volets du projet ne sont à ce jour par encore définitivement arrêtés.

Améliorer l'accessibilité de la région

Rappel des indicateurs CPER :

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | <ul style="list-style-type: none"> - état d'avancement des études lancées - nombre de comités techniques et de comités de pilotage - nombre de contributions externes |
| Résultat | <ul style="list-style-type: none"> - Déclaration d'utilité Publique du projet LGV - acquisitions foncières - prise en compte du projet dans les documents d'urbanisme |

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 36,77 | 17,94 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0 % | 0 % | | |

- Pas de programmation en 2007
- Pas de programmation en 2008

I.3.1 Projet de ligne à grande vitesse Provence Alpes Côte d'Azur : études complémentaires, préliminaire, avant-projet sommaire et début d'avant-projet détaillé

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 31,77 | 7,94 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0 % | 0 % | | |

- Pas de programmation en 2007
- Pas de programmation en 2008
- Programmation 2009 : L'Etat projette d'engager en 2009 16 M€ sur cette opération dans le cadre de la programmation initiale, hors plan de relance. Le niveau d'engagement de la Région pour 2009 sur cette opération n'est pas encore arrêté, R.F.F. n'ayant à ce jour pas communiqué ses besoins d'engagement aux partenaires du Contrat de projets.

I.3.2 Etudes de faisabilité économique et technique de la percée ferroviaire du Montgenèvre

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 5 | 10 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0 % | 0 % | | |

- Pas de programmation en 2007
- Pas de programmation en 2008
- Programmation 2009 : L'Etat projette d'engager en 2009 1 M€ sur cette opération dans le cadre de la programmation initiale, hors plan de relance. Dans l'attente d'une décision du gouvernement quant à la poursuite des études, le niveau d'engagement de la Région pour 2009 sur cette opération n'est pas encore arrêté.

Améliorer les dessertes ferroviaires régionales : études de réouverture de lignes et études prospectives

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 16,5 | 17,5 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0,1% | 0,2% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0.1 % | 0.2 % | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - Etat d'avancement des études lancées - Nombre de comités techniques et de comités de pilotage - Nombre de contributions externes |
| Résultat | - Déclaration d'Utilité Publique - Prise en compte du projet dans les documents d'urbanisme |

I.4.1 Etudes de réouverture de ligne : Rognac – Aix – Gardanne – Carnoules

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 1,5 | 2,5 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 1,3% | 1,2% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 1.3 % | 1.2 % | | |

- Pas de programmation en 2007
- 2008 a permis d'engager 100 k€ de crédits dont 18,75 k€ en parts Etat et Région pour réaliser une étude de potentiel relative à l'amélioration du transport ferroviaire autour de l'étoile d'Aix en Provence comprenant les périmètres des lignes aujourd'hui fermées Rognac – Aix et Gardanne – Carnoules.
- Programmation 2009 : L'Etat projette d'engager en 2009 0,5 M€ sur cette opération dans le cadre de la programmation initiale, hors plan de relance. Le niveau d'engagement de la Région pour 2009 sur cette opération n'est pas encore arrêté, R.F.F. n'ayant à ce jour pas communiqué ses besoins d'engagement aux partenaires du Contrat de projets.

I.4.2 Etudes prospectives pour la poursuite des opérations

Ce volet comprend 3 opérations distinctes : les études de 2nd phase d'augmentation de capacité de Marseille – Aix (15 M€, parts Etat/Région de 4 M€), les études de 2nd phase d'augmentation de capacité de Cannes – Nice (35 M€, parts Etat/Région de 10 M€), et des études prospectives non encore définies (4 M€, parts Etat/Région de 1 M€)

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 15 | 15 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0 % | 0 % | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0 % | 0 % | | |

- Pas de programmation en 2007
- Pas de programmation en 2008
- Programmation 2009 : L'Etat projette d'engager en 2009 1,97 M€ sur cette opération dans le cadre de la programmation initiale, hors plan de relance..

Accompagnement du développement du trafic sur le port de Marseille-Fos

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 45 | 42,6 | 0% | 10.0 % | | |
| 2008 | | | 2,1% | 9,9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 2.1 % | 20 % | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - MI de quais supplémentaires - Travaux réalisés - Superficie et volume des nouveaux terminaux |
| Résultat | - Nombre de conteneurs supplémentaires - Nombre de lignes maritimes nouvelles - Tonnages supplémentaires |
| Impact | - Nombre d'implantations d'entreprises nouvelles sur la zone portuaire - Différentiel en % par rapport au trafic portuaire actuel - différentiel comparatif entre les différents types en valeur absolue (trafics fret ferroviaire, fluvial et routier) |

I.5.1 Réalisation de terminaux à conteneurs

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 21 | 26,6 | 0% | 16.1% | | |
| 2008 | | | 0% | 14,3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0 % | 30.4 % | | |

Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions) :

Dans le cadre de l'accompagnement du trafic sur le Port Autonome de Marseille, l'aide régionale inscrite au CPER pour Fos 2 XL est de 13,720 M€. En 2007 une première subvention de 4.28M€ a été versée, destinée à la réalisation des travaux maritimes et d'aménagement de quai.

Indicateurs de résultat renseignés :

Nombre de containers EVP supplémentaires : + 60 602 EVP (+ 6,4 % par rapport à 2006)
 Nombre de lignes nouvelles : 8 lignes nouvelles

En 2007 le PAM a atteint le record historique du million de conteneurs, avec une progression de 10 % sur ce trafic, avec le chiffre de 1 002 millions EVP (équivalent vingt pieds) contre 941 000 en 2006.

Le trafic total est en légère régression avec 96,3 millions de tonnes contre 100,07 en 2006. Ce recul enregistré en dépit de la progression de + 6 % du trafic routier et des croisiéristes (+ 10 % de voyageurs), est dû à l'arrêt pour rénovation d'un haut fourneau d'Arcelor Mittal (-2MT) et de la baisse du trafic hydrocarbures (-2,6 %).

Bilan de l'année 2008 :

Le port de Marseille Fos conclut l'année 2008 par un trafic total de 96.01 millions de tonnes (chiffres provisoires, hors avitaillement) en léger repli de 0.3% par rapport à 2007.

Sous l'effet conjugué des perturbations sociales du second trimestre 2008 et de la dégradation du commerce mondial, avec l'Asie en particulier, le secteur des marchandises diverses accuse un retrait de 12% par rapport à 2007 et totalise 15.19 Mt. Le segment des conteneurs a difficilement résisté à cette mauvaise conjoncture et voit le nombre de conteneurs manutentionnés baisser de 15%, avec un chiffre de 847 651 EVP (équivalent vingt pieds) contre 1 002 879 en 2007.

L'activité conteneurs de Fos, où les zones Asie et Amérique sont prépondérantes, est la plus affectée avec une chute de 21% tandis que les bassins de Marseille, spécialisés dans les échanges avec la zone Méditerranée, résistent mieux avec une diminution de seulement 3% du nombre de conteneurs.

- Programmation 2009 : Le niveau d'engagement de l'Etat et de la Région pour 2009 sur cette opération n'est pas encore arrêté.

I.4.2 Aménagement des voies d'accès au port de Marseille est

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 8 | 8 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 4,1% | 4,1% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 4.1 % | 4.1 % | | |

Ce volet comprend d'une part la réouverture d'une voie ferrée dite « raccordement de Mourepiane » et d'autre part la mise au gabarit standard des infrastructures ferroviaires (tunnels, ponts, ...) entre Avignon et Mourepiane.

La réactivation du raccordement de Mourepiane a pour objectif d'accroître sensiblement la compétitivité du mode ferroviaire pour le transport des marchandises traitées depuis le site de Mourepiane grâce à un accès direct aux trains depuis la vallée du Rhône.

La mise au gabarit doit permettre à tous les types de trains de marchandises (tous types de conteneurs, autoroute ferroviaire,...) d'accéder aux différents sites du port de Marseille.

- L'année 2007 n'avait pas permis d'engager de crédits sur ces 2 opérations.
- L'année 2008 a permis d'engager le financement d'études et de travaux pour les 2 opérations constituant ce volet.

Concernant le raccordement de Mourepiane, 2008 a permis d'achever la réalisation des études préliminaires et d'engager le financement des études de niveau avant-projet (AVP) pour un montant de 0,9 M€ (0,3 M€ en parts Etat et Région).

Concernant la mise au gabarit, 2008 a permis d'engager 100 k€ (33,3 k€ en parts Etat et Région) afin de réaliser les travaux de mise au gabarit haut du pont-route de Bruni, première réalisation dans ce cadre.

- Programmation 2009 : Le niveau d'engagement de l'Etat et de la Région pour 2009 sur cette opération n'est pas encore arrêté.

I.4.3 Aménagement des voies d'accès au port de Marseille, bassins ouest

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2 | 2 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 5% | 5% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 5 % | 5 % | | |

Les installations ferroviaires de la Zone Industriale-Portuaire (ZIP) de Fos sont aujourd'hui saturées. Des travaux sont donc nécessaires pour permettre au mode ferroviaire de répondre aux perspectives de développements du PAM ainsi qu'au développement économique durable de l'ensemble de la région, avec notamment la création du terminal Fos 2XL.

L'adaptation des installations ferroviaires nécessite notamment l'automatisation de la signalisation sur certaines sections ferroviaires de la ZIP de Fos.

- L'année 2007 n'avait pas permis d'engager de crédits sur cette opération.
- L'année 2008 a permis d'achever les études préliminaires de cette opération et d'engager le financement des études de niveau avant-projet pour un montant de 400 k€ dont 100 k€ en parts Etat et Région.
- Programmation 2009 : Le niveau d'engagement de l'Etat et de la Région pour 2009 sur cette opération n'est pas encore arrêté.

I.4.4 Percée fluviale de la darse 2

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 6 | 6 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0 % | 0 % | | |

Pas de programmation en 2007 et 2008.

- Programmation 2009 : Le niveau d'engagement de l'Etat et de la Région pour 2009 sur cette opération n'est pas encore arrêté.

I.4.5 Réhabilitation du patrimoine portuaire

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 8 | 0 | 0% | 0 % | | |
| 2008 | | | 6,6% | 0 % | | |
| Total consolidé 2008 | | | 6.6 % | 0 % | | |

Ce programme est destiné à l'entretien et la réhabilitation du patrimoine portuaire existant de l'Etat. La Région n'a donc pas inscrit de crédits sur ce programme dans le CPER.

L'année 2008 a vu l'affectation de 3 M€ pour les postes rouliers sur les bassins est de Marseille.

- Programmation 2009 : Le niveau d'engagement de l'Etat pour 2009 sur cette opération n'est pas encore arrêté, aucune dotation de la Région n'étant inscrite au Contrat de projets pour cette opération.

Favoriser l'inter-modalité des marchandises et des voyageurs

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 5,5 | 7,5 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0 % | 0 % | | |

Pas de programmation en 2007 et 2008

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - création de plates-formes de transport combiné ; - création de pôles d'échanges ; - nouvelles lignes de transport fluvial de nouveau trafic ou captant du trafic routier ; - nombre d'études de planification et de projets d'investissement retenus |
| Résultat | - surface logistique intermodale aménagée (m ²) ; - tonnage transitant par les plates-formes multimodales ; - nombre de lignes de transport en commun connectées aux pôles d'échanges ; |
| Impact | - pourcentage d'utilisation des transports urbains ; - différentiel de trafic routier de marchandise enregistré. |

I.6.1 Inter-modalité / Fret

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2,5 | 2,5 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0 % | 0 % | | |

Pas de programmation en 2007 et 2008.

- Programmation 2009 : Le niveau d'engagement de l'Etat et de la Région pour 2009 sur cette opération n'est pas encore arrêté.

I.6.2 Création de pôles d'échanges

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 3 | 5 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0 % | 0 % | | |

Pas de programmation en 2007 et 2008.

- Programmation 2009 : L'Etat projette d'engager en 2009 0,6 M€ sur cette opération dans le cadre de la programmation initiale, hors plan de relance. Le niveau d'engagement de la Région pour 2009 sur cette opération n'est pas encore arrêté, l'ensemble des porteurs de projets n'ayant à ce jour pas communiqué leurs besoins d'engagement aux partenaires du Contrat de projets.

II Renforcer et promouvoir l'attractivité du territoire, l'innovation et la création d'emplois

II.1. Renforcer les pôles de compétence pour l'enseignement supérieur et la recherche

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 159,636 | 129,391 | 6.2 % | 1.9 % | | |
| 2008 | | | 8 % | 7.7 % | | |
| Total consolidé 2008 | | | 14.3 % | 9.6 % | | |

Les crédits 2008 ont été consacrés aux actions suivantes :

- La poursuite des opérations non achevées au CPER 2000-2006 et dont le financement a été reporté au CPER 2007-2013
- Le lancement d'études générales nécessaires à la réalisation des programmes des opérations
- La réalisation de certaines opérations nouvelles

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - surfaces et nombre de laboratoires, amphithéâtres, salles de TD, TP, espaces recherche réhabilités ou construits ; |
| Résultat | - taux d'accroissement du nombre d'étudiants en M1 et M2 et D ; - augmentation du nombre de chercheurs ; - accueil de nouvelles équipes ; - positionnement des universités en terme de publications internationales dans des revues à comités de lecture, - dépôt de brevets et colloques internationaux ; - nombre de thèses cofinancées et des post-doctorants en entreprises ; - nombre de contrats de recherche, constitution d'un PRES, contribution à la constitution de filières ; |
| Impact | - rationalisation et optimisation de l'espace bâti en fonction de l'évolution des effectifs étudiants et chercheurs et des besoins de l'enseignement et de la recherche ; - amélioration de la lisibilité locale de l'enseignement supérieur et de la recherche ; - amélioration du positionnement international de « l'université ». |

II.1.1. Renforcement des infrastructures des pôles d'enseignement supérieur et de recherche

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 131,458 | 94,392 | 5.6 % | 0.2 % | | |
| 2008 | | | 7.3 % | 6.6% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 12.9 % | 6.9 % | | |

Opérations programmées en 2008 pour l'académie d'Aix Marseille pour un total Etat de 5 063 899 € et un total Région de 3 850 000 €

Poursuite des opérations non achevées au CPER 2000-2006 et dont le financement a été reporté au CPER 2007-2013

- Plateforme Technologique (Serre Avignon)
- Réaménagement des locaux pour les neurosciences (Marseille)
- Regroupement des écoles d'ingénieurs - EPUM restructuration – Marseille

Opérations démarrées en 2007 pour lesquelles une nouvelle tranche financière a été engagée en 2008 :

- Restructuration formations et recherche en sciences juridiques et économiques

Opérations nouvelles pour lesquelles une tranche de financement a été engagée en 2008 : Réhabilitation du bâtiment neurosciences

- Création d'un institut d'Etudes avancées IMERA
- CERIMED construction et équipement
- Pole art Belle de Mai
- création d'un centre immunophénomique
- OCEANOMED - Relocalisation des laboratoires de l'OSU-COM
- Restructuration formations et recherche en lettres langues philosophie
- Cancéropôle régional (Campus IPC) - Marseille

Opérations programmées en 2008 pour l'académie de Nice pour un total Etat de 4 577 500 € et un total Région de 2 392 500 €

Sur le périmètre du rectorat de Nice, les principales opérations, le lancement de la troisième tranche du campus de Saint-Jean d'Angély à Nice (bibliothèque universitaire et maison des sciences de l'Homme), le lancement de l'antenne de l'IEP à Menton, les études de l'antenne SUMECA à Toulon et de la maison de recherche euro-méditerranéenne.

Par ailleurs, les travaux de la première tranche de l'Observatorium à l'Observatoire de la Côte d'Azur ont été achevés, les travaux du bâtiment scientifique ont démarré, les travaux du bâtiment Espace Vie étudiante à Toulon ont démarré.

Les opérations nouvelles pour lesquelles une tranche de financement a été engagée en 2008 sont :

- Océanomed Toulon et Villefranche
- Campus CERAM
- Canceropole régional Archimed
- SUPMECA à Toulon

II.1.2. Mise en place de plateforme de recherche mutualisée

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 9,578 | 7,5 | 17.4 % | 0 % | | |
| 2008 | | | 21.2 % | 21 % | | |
| Total consolidé 2008 | | | 38.6 % | 21 % | | |

Les projets de plates formes mutualisées portées par des académiques sont listés dans le Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013.

Les opérations démarrées en 2007 pour lesquelles une tranche de financement a été engagée en 2008 sont :

- la plate-forme de l'OAMP à Marseille Etoile
- le centre d'expérimentation sur la parole à Aix en Provence
- la plate-forme TELIUS à Sophia Antipolis
- le centre mutualisé de calcul à Nice

L'année 2008 a permis de démarrer le financement de trois nouvelles d'entre elles :

- la plateforme mutualisée Heliobiotech à Cadarache, portée par le CEA
- la plateforme mutualisée Marseille Saint Charles, portée par l'Université de Provence
- la plateforme mutualisée Marseille Etoile, portée par l'Université Paul Cézanne

II.1.3 Soutien aux initiatives régionales de culture scientifique, technique et industrielle

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 5,6 | 10,0 | 5.5% | 3.7% | | |
| 2008 | | | 6.3% | 6.9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 11.8 % | 10.6 % | | |

Les montants affectés dans ce domaine sont rattachés à la mesure NG1 213 04 du CPER 2007-2013.

La réflexion menée conjointement par l'Etat et la Région sur l'organisation du réseau régional de culture scientifique a abouti à l'abandon de la constitution d'une Agence Régionale et à la mise en place d'un comité commun pour les actions de culture scientifique et technique, comprenant un comité de coordination composé d'une vingtaine de membres (organe consultatif) et un comité de pilotage plus restreint (organe décisionnel)

La Région a participé au financement de 42 opérations de diffusion scientifique, technique et industrielle portées par les acteurs du Réseau Régional de Culture Scientifique pour un montant total de 1 026 993 €, dans le cadre d'un appel à projets destiné aux structures membres du Réseau régional de culture scientifique technique et industrielle Provence-Alpes-Côte d'Azur, et également ouvert, sur demande, à tous les autres acteurs œuvrant dans le champ de la culture scientifique, technique et industrielle.

L'Etat a participé au financement de 25 opérations pour un montant total de 350 000 € CPER (et d'autres opérations pour 93 300 € hors CPER notamment pour les opérations Fête de la Science). Les opérations soutenues ayant été analysées et choisies par un Comité spécifique.

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) :

Réalisation :

42 opérations soutenues par la région, 25 par l'Etat.

Résultats :

Impact :

Le public touché est estimé à plus de 200 000 personnes.

II.1.4 Renforcement des relations avec le monde économique (valorisation, transfert de technologies, plateforme partenariales...)

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 13,0 | 17,50 | 4.7% | 10.5% | | |
| 2008 | | | 6.1% | 8.6% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 10.8% | 19.1% | | |

Soutien au Réseau Régional de l'innovation (RRI) et de transfert de technologie

L'année 2008 a vu la **mise en place d'une charte régionale du réseau** régional de l'innovation par laquelle les membres du RRI se sont engagés à participer régulièrement aux réunions des collèges les concernant et à s'associer aux actions de communication et aux actions structurantes initiées.

Les premières réunions des collèges 1 et 2 ont eu lieu ; elles ont permis une présentation des activités de chacun, une réflexion sur les moyens d'actions et les améliorations potentielles à apporter pour renforcer l'efficacité de l'ensemble. Des sous-groupes de travail se sont constitués sur des thématiques spécifiques.

D'autre part, pour aider à la réflexion générale de ces groupes de travail, des études de diagnostics ont été entreprises, parmi lesquelles peuvent être citées :

- *une étude sur les incubateurs* : une première étude comparative a été menée sur le fonctionnement des incubateurs des régions voisines et européennes. Les résultats vont être comparés avec l'état des lieux du fonctionnement des incubateurs régionaux pour trouver des points d'amélioration et d'efficacité.
- *une étude sur la typologie des entreprises* : cette étude a semblé nécessaire pour connaître de manière précise la segmentation des PME de la région en terme de taille, d'activité, de répartition géographique afin d'adapter de manière plus précise l'action du réseau en terme de services.

L'année 2008 a vu la mise en place d'une nouvelle organisation de soutien financier de la Région aux programmes annuels d'actions des membres du RRI, avec la mise en place de contrat d'objectifs pluriannuels portant sur les exercices 2008 et 2009, définissant de manière partenariale le cœur de métier accompagné dans le cadre du RRI, le plan stratégique et quelques grands objectifs à atteindre en fin d'année 2009. 13 contrats d'objectifs ont ainsi été mis en œuvre en 2008.

En complément des contrats d'objectifs, il avait été proposé de lancer des appels à projets sur des thématiques spécifiques auprès des membres du réseau régional pour que ceux-ci se regroupent en consortiums et apportent une réponse collective à certains problèmes aujourd'hui non traités. Deux appels à projets ont été lancés en fin d'année 2008

- l'un portant sur les actions à mener dans les domaines de la post incubation – post pépinière
- l'autre sur l'accès au marché.

En terme de financement, la Région a apporté son soutien aux programmes d'actions annuels de 13 acteurs du RRI pour un montant total de 1 499 000 €

Pour l'Etat, ces financements concernent le soutien à 12 structures pour un montant de 700 000 €. Parmi ces structures, on retrouve 6 plates-formes technologiques de la région pour un total de 231700 €.

Plates formes technologiques

Après le dépôt en 2007 de 22 projets de plateformes partenariales, aucun projet n'a été financé en 2008, pour cause de manque de maturité

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) :

- Réalisation :
- Résultats :
- Impact :
 - 32 entreprises accompagnées par les incubateurs
 - 120 prestations réalisées par les structures (essentiellement RDV hors réponses téléphoniques)
 - 60 projets innovants traités par les structures (dont les PRIDES)
 - 300 visites d'entreprises
 - 21 prestations et 27 actions de formation réalisées par le PFT vis à vis des PME partenaires.

II.2. Dynamiser les pôles et réseaux d'entreprises

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 25,20 | 22,8 | 14.6% | 11.2% | | |
| 2008 | | | 13.2% | 12.7% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 27.8% | 23.9% | | |

II.2.1 Soutien de l'émergence, de l'animation et des actions structurantes de pôles et réseaux d'entreprises

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 24,5 | 22,1 | 15% | 11.6% | | |
| 2008 | | | 13.5% | 13.1% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 28.6% | 24.7% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - nombre d'entreprises ayant fait l'objet d'une sensibilisation ou d'un accompagnement approfondi ; |
| Résultat | - nombre de groupements d'entreprises (pôles, SPL, clusters, PRIDES) en fonctionnement dans la région ; |
| impact | - croissance de l'emploi, - niveau d'emploi industriel, - impact sur la taille moyenne des entreprises ; |

En 2008, 110 (97 en 2007) projets différents ont été soutenus, et plusieurs d'entre eux cofinancés par l'Etat et la Région.

En dehors des pôles de compétitivité et du soutien à l'animation de ces pôles, les actions ont concernées les filières de l'aéronautique, de la mécanique, la préparation à l'évolution des certifications ou des normes, ou la sensibilisation à la propriété intellectuelle.

Pour la Région : A côté de l'animation des 9 pôles de compétitivité, les projets ont été portés par les Pôles Régionaux d'Innovation et de Développement Economique Solidaire (PRIDES), réseaux d'entreprises de divers secteurs : grande plaisance, culturel (cinéma et édition), services à la personne,...et sur des thématiques importantes comme le développement durable, l'export ou l'innovation..

Opérations emblématiques marquantes en cas de programme :

En 2008, parmi les opérations emblématiques co-financées par l'Etat et la Région les principales concernaient la préparation à la directive REACH qui concerne plusieurs filières. Ainsi, une action collective portée par l'URIP s'adresse plus particulièrement à la filière Chimie alors que par ailleurs la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence a proposé un projet plus transversal à destination d'entreprises du PRIDES « solutions et systèmes Industriels » et des Pôles « Mer » et « Pégase ».

Prise en compte des priorités transversales :

Une part significative des actions collectives a pour objectif de sensibiliser ou former les entreprises pour le développement durable. Ainsi, certaines actions concernent la GPEC ou des thématiques environnementales et la démarche globale RSE pour les entreprises est prise en compte au travers du soutien à l'association Innovation en Action qui gère un site dédié à cette thématique et attribue un trophée annuel de la RSE aux entreprises de PACA.

Indicateurs renseignés :

- Réalisation : l'ensemble des PRIDES et des pôles concerne 3000 entreprises, dont 97% de PME
- Résultats : En 2008, le Nombre de groupements d'entreprises en fonctionnement dans la Région, (PRIDES) labellisés en 2007 suite à un appel à projet régional, dont les 9 pôles de compétitivité, est passé de 17 à 26
- Impact :

II.2.2 Anticipation des mutations économiques

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,7 | 0,7 | 1.4% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 1.4% | 0% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - nombre d'études et diagnostics réalisés : 3 études en cours |
| Résultat | - nombre de programmes d'actions - nombre de conventions de revitalisation : 2 conventions de revitalisation en 2008 (à vérifier) |
| Impact | - nombre d'emplois maintenus et/ou créés par les entreprises signataires des conventions de revitalisation : évaluation en cours par la DRETFP |

L'année 2008 a permis l'expérimentation en PACA d'une déclinaison du séminaire national sur les mutations économiques organisé annuellement par le Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Un comité de pilotage régional associant le Conseil régional a ainsi programmé quatre journées thématiques d'avril à juillet 2008. Une cinquantaine de participants auxquels s'ajoutent les intervenants ont ainsi pu échanger et débattre de bonnes pratiques aux sessions suivantes :

- 23 avril à Marseille - « Les entreprises en mutation »
- 21 mai à Toulon - « Les territoires en mouvement »
- 18 juin en Avignon - « S'inspirer des exemples européens »
- 9 juillet à Sophia Antipolis - « Construire l'avenir collectivement »

La synthèse des travaux a dégagé des pistes d'action qui seront mise en œuvre en 2008-2009 notamment l'action de la CCIMP en direction des PME.

Parallèlement des études ont été conduites avec l'INSEE : forces et faiblesses des zones d'emplois et impact emplois des établissements militaires de Barcelonnette et Briançon. Le rendu de ces études interviendra en 2009.

II. 3. Faire des TIC un moteur essentiel du développement économique et de la cohésion sociale du territoire

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 8,7 | 20,3 | 2.4% | 1.3% | | |
| 2008 | | | 4.8% | 2.9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 7.2% | 4.2% | | |

II.3.1 Schéma directeur régional des infrastructures de communication électronique, coordonnant les projets régionaux de réseaux d'initiative publique

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 5 | 11,5 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 0% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - nombre de projets de réseaux d'initiative publique - nombre de projets de boucles locales alternatives |
| Résultat | - nombre et % de lignes dégroupées, - Disponibilité des services à haut débit et très haut débit (> à 5 Mbits) sur l'ensemble du territoire - Disponibilité des services à très haut débit et diversité des offres sur les zones d'activités |

| | |
|--------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | économiques |
| Impact | - population supplémentaire (entreprises et ménages) ayant accès aux réseaux large bande dans les zones blanches |
| | - population supplémentaire (entreprises et ménages) ayant accès aux réseaux large bande dans les zones à enjeu |
| | - évolution des écarts de prix au sein des zones soumises ou non à la concurrence |

Aucun projet de Réseau d'Initiative Publique (RIP) Très Haut Débit n'a fait l'objet d'un dépôt de dossier en 2008 avec pour corollaire l'absence de mobilisation de crédits dans le cadre du CPER. Sur le programme régional Boucles Locales Alternatives (BLA) visant à assurer un accès à l'internet haut débit pour les territoires qui en sont dépourvus, l'année 2008 a été consacrée à la réalisation des projets déjà engagés, et non à la réalisation de nouveaux projets. La Région a lancé une étude d'évaluation du programme Boucles Locales Alternatives afin d'évaluer ses impacts et d'étudier les pistes d'évolution envisageable ; l'Etat est associé au suivi de cette évaluation qui devrait être finalisée début 2009. Par ailleurs, la Région a entamé la préparation de la 2e génération de ce programme de couverture haut débit territorial (programme BLHD) qui sera lancé au cours du 2e trimestre 2009 et s'inscrira dans le volet haut débit du CPER.

Indicateurs renseignés :

Réalisation :

Taux de couverture haut débit aux niveaux régional et départemental :

| aDSL et dégroupage - Région PACA | | | | | |
|----------------------------------|---------------------|----------------|--------------|------------------------------|--------------|
| Département | Nombre total de NRA | France Télécom | | Dégroupage (tous opérateurs) | |
| | | Nombre de NRA | % de lignes | Nombre de NRA | % de lignes |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 97 | 72 | 92% | 1 | 12% |
| HAUTES-ALPES | 69 | 53 | 94% | 1 | 17% |
| ALPES-MARITIMES | 124 | 115 | 100% | 29 | 80% |
| BOUCHES-DU-RHONE | 159 | 150 | 100% | 50 | 73% |
| VAR | 167 | 162 | 100% | 25 | 57% |
| VAUCLUSE | 105 | 101 | 100% | 8 | 42% |
| TOTAL | 715 | 653 | 99,3% | 114 | 66,0% |

NB : données 2007 (pas de chiffres plus récents)

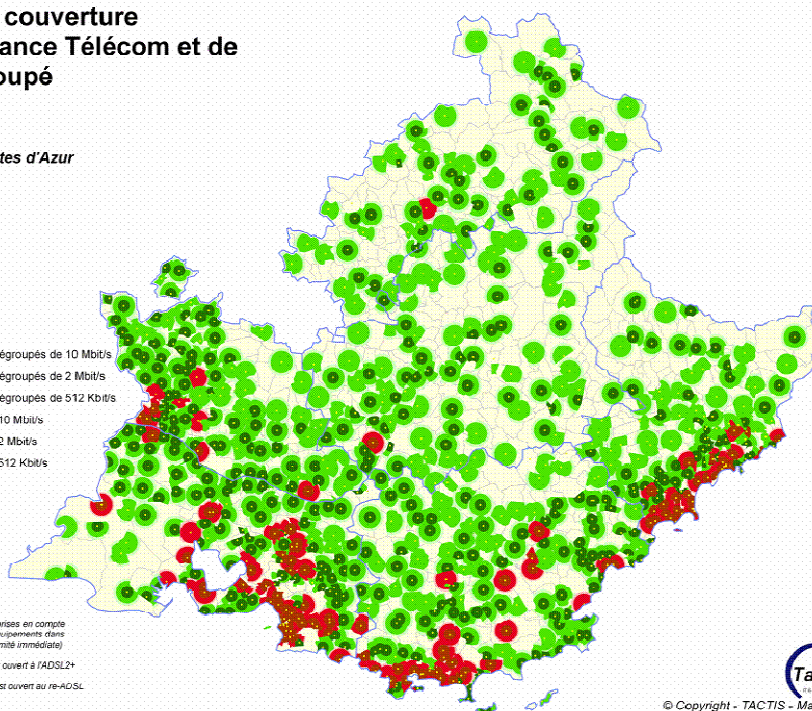
Simulation de la couverture de l'offre DSL France Télécom et de l'offre DSL dégroupé (Option 1)*

Région Provence-Alpes-Côtes d'Azur

Source Opérateurs Télécom
Source TACTIS
Méthodologie TACTIS
Réalisation cartographique TACTIS

Répartiteurs

- Une ou plusieurs offre(s) DSL dégroupés de 10 Mbit/s
- Une ou plusieurs offre(s) DSL dégroupés de 2 Mbit/s
- Une ou plusieurs offre(s) DSL dégroupés de 512 Kbit/s
- Offre DSL France Télécom de 10 Mbit/s
- Offre DSL France Télécom de 2 Mbit/s
- Offre DSL France Télécom de 512 Kbit/s
- Limites départementales



* Seules les offres DSL dégroupé "option 1" sont prises en compte (Lorsque les opérateurs installent leurs propres équipements dans les répartiteurs du réseau téléphonique ou à proximité immédiate)
Région de simulation autour du NRA :
1,9 Km pour l'offre de 10Mbit/s lorsque le NRA est ouvert à l'ADSL2+
3,5 Km pour l'offre de 2 Mbit/s
4,6 Km pour l'offre de 512 Kbit/s lorsque le NRA est ouvert au re-ADSL

Tactis
L'opérateur invisible

© Copyright - TACTIS - Mars 2007
© Copyright - IGN Paris - 2007

NB : données 2007 (pas de chiffres plus récents)

Nombre de projets de réseaux d'initiative publique : non renseigné.

Réalisés :

Une Délégation de Service Publics (DSP) a été attribuée par la Communauté du Pays d'Aix pour l'établissement et l'exploitation d'un Réseau d'Initiative Publique Très Haut Débit, et d'autres projets sont en gestation (CA Toulon Provence Méditerranée, CG 84)

Résultats :

Nombre et % de lignes dégroupées aux niveaux régional et départemental :

| Nombre de NRA équipés | | | | | | | | |
|-------------------------|---------------------|----------------|------------------------------|--------------|------|---------------|-------|-------------------|
| Département | Nombre total de NRA | France Télécom | Dégroupage (tous opérateurs) | Neuf Cegetel | Free | Club Internet | Alice | Completel / Darty |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 97 | 72 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| HAUTES-ALPES | 69 | 63 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ALPES-MARITIMES | 124 | 115 | 29 | 26 | 26 | 17 | 16 | 14 |
| BOUCHES-DU-RHONE | 153 | 150 | 50 | 46 | 40 | 23 | 27 | 21 |
| VAR | 167 | 162 | 25 | 19 | 17 | 6 | 0 | 6 |
| VAUCLUSE | 105 | 101 | 8 | 8 | 2 | 3 | 0 | 0 |
| TOTAL | 715 | 653 | 114 | 101 | 85 | 49 | 43 | 41 |

| Nombre de lignes | | | | | | | | |
|-------------------------|----------------|------------------------------|--------------|------|---------------|-------|-------------------|-----|
| Département | France Télécom | Dégroupage (tous opérateurs) | Neuf Cegetel | Free | Club Internet | Alice | Completel / Darty | |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 92,0% | 12% | 12% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| HAUTES-ALPES | 94,3% | 17% | 17% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| ALPES-MARITIMES | 99,5% | 80% | 78% | 78% | 63% | 55% | 55% | 55% |
| BOUCHES-DU-RHONE | 99,9% | 78% | 77% | 71% | 50% | 58% | 45% | 45% |
| VAR | 99,7% | 57% | 52% | 45% | 21% | 0% | 23% | 23% |
| VAUCLUSE | 99,7% | 42% | 42% | 18% | 21% | 0% | 0% | 0% |
| TOTAL | 99,3% | 66% | 64% | 57% | 41% | 34% | 35% | 35% |

NB : données 2007 (pas de chiffres plus récents)

Impact :

Population supplémentaire ayant accès aux réseaux à large bande (CE 12) : 0.

II.3.2 Plate-forme régionale « territoires numériques »

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 1 | 3 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 5% | 11.6% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 5% | 11.6% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - nombre d'actions engagées par la plate-forme régionale TIC |
| Résultat | - Nombre de territoires aidés dans le cadre de la démarche « Territoires Numériques » |
| Impact | - nombre de projets innovants conduits par les territoires de projet |

La plateforme régionale de ressources pour le développement numérique des territoires de PACA (programmes Boucles Locales Alternatives, Territoires Numériques, Espaces Régionaux Internet Citoyen) mène de nombreuses actions d'animation des acteurs, territoires et associations, de la société de l'information en région. En 2008, le rythme d'activité de la plateforme est resté important.

Pour la part la plus visible, une trentaine d'ateliers, de formations, d'accompagnements liés aux dispositifs régionaux, dont celui sur l'appropriation sociale aux TIC ainsi que deux forums importants, ont été organisés. Parmi les thèmes de formations, ont été abordées en particulier la gestion de projets ou encore la veille. La dynamique de la publication du site web <http://eric.regionpaca.fr> a été également maintenue et un travail de conception important a été réalisé pour la nouvelle plateforme.

Enfin, l'assistance technique a été mobilisée pour réaliser le bilan du programme « Territoires numériques » première génération et revenir vers tous les territoires concernés par les schémas locaux de développement numérique. Ce travail important d'accompagnement a permis de constituer un large référentiel des projets des territoires de projets en matière de TIC. L'assistance technique dédiée au programme « Boucles Locales Alternatives » a principalement été utilisée pour accompagner des déploiements de réseaux dans les phases de consultation, réalisation et recettes. Cette action a donné lieu en fin 2008 à une évaluation indépendante qui sera achevée en fin de premier trimestre 2009.

Indicateurs renseignés :

- *Réalisation* : nombre d'actions engagées par la plate-forme régionale TIC : 13 (ateliers, formations et guides). Les thèmes traités sont les suivants : accès public et développement territorial, rédaction de cahiers des charges, gestion de projet, TIC et développement économique, animation de réseaux...

- *Résultats* : nombre de territoires accompagnés dans leurs démarches liées à la société de l'information : une vingtaine. A noter que les communautés de communes qui sont membres d'un Pays engagé dans le programme BLA ne sont pas comptabilisées ici. Cet accompagnement concerne à la fois les projets de schémas locaux, usages et services et les projets de couverture de zones blanches (projets BLA).

- *Impact* : nombre de projets de « Territoires numériques » (dont ERIC) pérennisés et/ou transférés : non disponible

Les travaux préparatoires à la mise en place du « dispositif régional d'observation de la société de l'information » ont avancé en 2008 et déboucheront sur une mise en œuvre opérationnelle à la mi-2009.

Enfin, le Conseil Régional a confié à une équipe de recherche de Telecom ParisTech la réalisation d'une évaluation des usages TIC innovants dans le cadre de la conception et de la conduite du dispositif PACA Labs lancé en novembre 2008.

II.3.3 Dispositif d'appropriation des TIC par les PME/ TPE régionales

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,7 | 2 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 9.3% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 9.3% | 0% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - nombre d'actions de sensibilisation/ - formation des entreprises - Nombre d'acteurs de l'accompagnement mis en réseau |
| Résultat | - Nombre d'entreprises sensibilisées aux TIC et accompagnées dans leur projet TIC |
| Impact | |

Deux opérations ont été retenues en 2008 dans le cadre du CPER : une avec la CCI d'Avignon pour recenser et organiser l'offre de prestataires informatiques, et une avec la CCI Marseille Provence (Echangeur) pour poursuivre la sensibilisation des PME. Un programme spécifique « TIC et développement économique » est en cours de préparation pour 2009 : il sera mis en place après un diagnostic de l'ensemble des actions menées aujourd'hui en direction des PME concernant l'appropriation des TIC.

Il est à noter que pour le soutien à l'Echangeur, la Région est intervenue sur une ligne HCPER.

Indicateurs renseignés :

Réalisation : nombre d'actions de sensibilisation / formation des entreprises : N/A

Résultats : nombre d'entreprises sensibilisées aux TIC et accompagnées dans leur projet TIC : N/A

Impact : N/A

II.3.4 Information géographique

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2 | 3,8 | 10.5% | 7.1% | | |
| 2008 | | | 15% | 6.3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 25.5% | 13.4% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - Nombre et qualité des ayants droits participant aux manifestations organisées par le CRIGE - Nombre et qualité des ayants droits participant aux manifestations organisées par le CRIGE |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | |
|----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | - Nombre d'organismes utilisateurs des référentiels et des compétences du CRIGE - Nombre de publications techniques par type produites dans le cadre du CRIGE |
| Résultat | - Taux de couverture du territoire régional par des systèmes de gestion d'information géographique - Nombre de recrutement de géomaticiens dans les structures publiques et privées régionales - Nombre de cartes produites par les ayant-droit et téléchargeables sur le site du CRIGE - Nombre de données géographiques produites par les ayants-droits et téléchargeables sur le site du CRIGE |
| Impact | Nombre de référentiels, de données cartographiques et de documents téléchargés sur le site du CRIGE Types d'usage des référentiels et des données cartographiques téléchargés sur le CRIGE |

L'Etat et le Conseil régional ont soutenu en 2008 le Centre Régional de l'Information Géographique (CRIGE) pour la mise en œuvre de ses missions en Provence-Alpes-Côte d'Azur à hauteur respectivement de 299 K€ et de 239 K€. Les objectifs poursuivis étaient notamment l'acquisition et la production de référentiels, la production et le partage de données thématiques, la dématérialisation du cadastre, la gestion du site internet, l'animation du réseau technique et l'assistance technique aux utilisateurs ; ils ont été atteints.

En 2008, l'Etat, la Région et les six Départements ont organisé le groupement de commandes et lancé le marché d'acquisition des référentiels géographiques auprès de l'IGN afin de renouveler la plate forme d'animation régionale pour un montant de 2 713 110 euros

De la même manière, la Région, les Départements, certains EPCI et communes ont organisé des groupements de commande afin de lancer en 2009 l'acquisition de référentiels géographiques complémentaires sur le champ concurrentiel (ortho photographies)

L'ensemble de ces opérations lancées en 2008 sera programmé en 2009 et 2010.

Prise en compte des priorités transversales : l'utilisation de la géomatique impacte favorablement l'ensemble des priorités transversales en ceci qu'elle permet une gestion plus équilibrée des territoires et des organisations en facilitant notamment le partage et l'agrégation d'informations.

Indicateurs renseignés :

Réalisation :

- Nombre et qualité des ayants droits participant aux manifestations organisées par le CRIGE (Comité technique consultatif et exceptionnel, journée technique, rendez-vous technique) et aux pôles métiers :
 - Comité Technique Consultatif et Journées Techniques : entre 150 et 180 participants (collectivités, EPCI, services de l'Etat, syndicats mixtes, chercheurs, bureaux d'étude, etc.)
 - Comité Technique Exceptionnel (CTE) : 30 (6 Départements, 14 EPCI, 6 services Etat, Région, SGAR)
- Pôles : entre 10 et 30 participants réguliers en fonction des pôles
- Nombre de référentiels et de bases de données accessibles : 25 (en incluant les bases de données de la nouvelle plateforme)
- Nombre d'organismes utilisateurs des référentiels et des compétences du CRIGE : 1316 organismes et 2651 personnes
- Nombre de publications techniques par type produites dans le cadre du CRIGE (guides, recommandations, méthodologies, cahiers des charges, notes de veille,

diaporamas et supports de communication) : 36 études et rapports, 13 cahiers des charges, 40 fiches et guides techniques, 180 diaporamas et 150 compte-rendus de réunions

- Résultats :

- Taux de couverture du territoire régional par des systèmes de gestion d'information géographique : 100% vu de l'échelon régional – environ 50% vu de l'échelon local (dont applicatifs métiers).
- Nombre de recrutement de géomaticiens dans les structures publiques et privées régionales : 12
- Nombre de cartes produites par les ayant-droit et téléchargeables sur le site du CRIGE : 150
- Nombre de données géographiques produites par les ayants-droits et téléchargeables sur le site du CRIGE : 89

Impact :

- Nombre de référentiels, de données cartographiques et de documents téléchargés sur le site du CRIGE : 4 700 licences en cumulé à fin 2008 (soit 260 accordées en 2008).
- Types d'usage des référentiels et des données cartographiques téléchargés sur le CRIGE : non mesuré en 2008 (prévu dans le nouveau site mis en production en 2009).

II.4 Accompagner les mutations économiques, démographiques et sociales

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 31,50 | 24,98 | 10.6% | 14.1% | | |
| 2008 | | | 13.3% | 7.9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 23.8% | 22% | | |

II.4.1 Adaptation et modernisation des équipements opérationnels de l'AFPA

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 6,5 | 6,5 | 14.3% | 14.3% | | |
| 2008 | | | 14.3% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 28.6% | 14.3% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-------------------------------------------------|
| Réalisation | - Travaux réalisés |
| Résultat | - Enrichissement de l'offre des formations AFPA |
| Impact | - Développement de l'apprentissage |

Engagement 2007 : 930k€ Etat : 928 K€

Engagement 2008 : 0k€ Etat : 928 K€

Un début de réalisation a été acté en 2008, sur les mises à niveau ou acquisitions d'équipements pédagogiques nécessaires aux activités de formation.

En 2008, les incertitudes relatives au devenir du patrimoine, la problématique sur l'implantation et le maintien des équipements ont amené la DFA à reporter les crédits 2008 sur l'année 2009.

L'Etat n'a pu qu'engager les crédits 2008, compte tenu de la faiblesse d'une part du montant des devis produits, d'autre part des dépenses réalisées au cours des années précédentes.

Sur ce dossier, l'Etat et la Région ont décidé de réaliser courant 2009 un point précis sur la réalisation des programmes en rapport avec les investissements engagés.

II.4.2 Observation des mutations économiques et prospective des métiers et des qualifications – ORM (OREF PACA)

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 3,5 | 3,64 | 14.3% | 16.3% | | |
| 2008 | | | 14.3% | 17.9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 28.6% | 34.3% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - existence du pôle régional de veille - mise en œuvre d'une animation territorialisée |
| Résultat | - prise en compte effective des données fournies |
| Impact | - meilleur ajustement entre qualification économique et qualification des actifs |

Engagement 2007 : 595K€

Etat : 500 k€

Engagement 2008 : 652.6K€

Etat : 500 K€

Ce Centre de ressources est spécialisé dans la veille, la collecte et l'analyse de données afin d'améliorer l'efficacité et le pertinence de l'action publique dans les domaines de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle

Pour le programme 2007 : la réalisation des actions prévues pour doter les partenaires de compétences et de connaissances leur permettant la mise en œuvre de politiques adaptées au territoire Régionale et a ses habitants, est estimée a 100%

La mise en place des évolutions en rapport avec les spécificités régionales est tout à fait conforme à la demande, sa réalisation est estimée a 100%.

II.4.3 Information sur la formation et sur la professionnalisation des acteurs du champ emploi-formation (GIP espace compétences)

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 5 | 4,74 | 10.3% | 11.1% | | |
| 2008 | | | 14.3% | 12.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 24.6% | 23.9% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - nombre et type de bénéficiaires des actions du champ emploi – formation – insertion; |
| Résultat | - Amélioration de la connaissance de besoins en matière de savoirs et compétences de base (p 65) |
| Impact | - Meilleure insertion des actifs |

Le programme a été réalisé et l'activité s'est même accrue du fait de commandes de l'Etat survenues en cours d'année et qui ont pu être réalisées grâce au FSE. Par exemple : séminaires Mutations économiques, flexi-sécurité, démarches prospective et dialogue social Propreté et Centres de Relation Clientèle.

Les objectifs ont été réalisés, il appartiendra au prochain bilan d'apporter les éléments chiffrés tel que prévus dans les indicateurs

II.4.4 Renforcement de l'attractivité des emplois, longévité professionnelle et conditions de travail

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 3,85 | 2,1 | 9% | 10.3% | | |
| 2008 | | | 9% | 10.3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 18% | 20.6% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation (p 66) | - nombre d'actions de formation et d'information des représentants des salariés - existence de démarches intégrées d'amélioration des conditions de travail ; |
| Résultat | - meilleure diffusion des connaissances des risques professionnels et pratiques de prévention ; développement GPE ; |
| Impact | - renforcement de l'attractivité ; amélioration des conditions de travail ; évolution de la situation de l'emploi des seniors. |

Trois opérateurs ont été co-financés par l'Etat et la Région, en fonctionnement, au titre de ce programme :

- ACT Méditerranée : les actions ont principalement concerné les secteurs des Industries Agro Alimentaires, de la Chimie-Plasturgie, du Nautisme (Accords cadre) et des Services à la personne (PRIDES).
- L'ORS : Elargissement et consolidation du réseau SISTE (Système d'information en Santé, Travail et Environnement) qui a pour objectifs d'améliorer les connaissances sur les pratiques des médecins dans le domaine santé-travail, de renforcer les échanges entre médecins praticiens et services de santé au travail et de proposer des outils et des méthodes d'information et d'aide aux médecins praticiens.
- L'APCME : Développement du SIC (Système d'Information Concret). Centré sur le médecin généraliste, le SIC est un système qui prévoit la possibilité d'intégrer toute la dynamique qui a pour origine le soupçon de la présence d'un risque lié à l'environnement professionnel, et pour aboutissement l'assainissement des lieux révélés par l'atteinte vérifiée. Cette approche a trouvé pour cadre un "Comité Territorial d'Assainissement" qui, depuis 2007, relie les médecins aux principaux groupes impliqués.

L'engagement de la Région pour ces 3 actions est de 216 610 €.

Pour l'Etat : FRIAA :

Concertation en vue d'accompagner la filière agro alimentaire sur la construction d'outils, sur la prévention des risques professionnels

Animation d'un réseau d'entreprises sur le sujet

Diffusion des outils créés (Guide la prévention ; DVD).

II.4.5 Contractualisation avec les partenaires sociaux d'actions pour le développement de l'emploi, des compétences et des qualifications (accords cadres tripartites, EDEC...)

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 7,75 | 4,25 | 8.7% | 21.5% | | |
| 2008 | | | 14.8% | 4.3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 23.5% | 25.9% | | |

Engagement 2007 : 914.7K€

Etat : 672.5 K€

Engagement 2008 : 184.1K€

Etat : 1 147.1 K€

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - Nombre d'engagements dans la VAE et dans les démarches VPEC |
| Résultat | - taux de reprise des entreprises - Taux de transmission des entreprises |
| Impact | - Développement de l'emploi, des compétences et des qualifications dans les branches ayant fait l'objet d'un accord tripartite |

- Etude emploi formation des compétences dans la filière fruits et légumes PEIFL, AGEFOS, PME, FRIAA : coût total 136 000€ Etat-Région : 100 000€

Cette étude est actuellement en cours, le diagnostic sera rendu en juin 2009.

- OPCALIA GPEC

Sensibilisation des entreprises du PRIDES Eco-entreprises

L'action est terminée : le bilan définitif sera livré en avril 2009

Coût : 73 800€

Les trois autres actions engagées et co-financées dans le cadre du CPER avec UNIFORMATION et OPCALIA ont été mises en œuvre dans le secteur des services à la personne

- Plus de 18 entreprises ont été sensibilisées dans le cadre de la formation de salariés responsables de secteur
- Dans les Alpes Maritimes et le Var, la réalisation d'un guide des entreprises du PRIDES sur les enjeux du service à la personne a été réalisé

Ces actions sont satisfaisantes et conformes aux attentes espérées.

Un bilan complet sera produit après réception des compte rendus (mars pour les EDEC)

Engagement 2008 : 0K€

Etat : 113.8 k€

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - Nombre d'intermédiaires à l'emploi formés - Nombre de diagnostics - Nombre de plans d'action |
| Résultat | - Prise en compte de cette dimension dans l'accompagnement à l'emploi - Amélioration de la lisibilité de la réalité des discriminations |
| Impact | - Diminution des discriminations et augmentation de l'égalité des chances |

En ce qui concerne le Conseil Régional, la décision prise de formaliser un appel à projet sur cette mesure innovante, qui sera validé début 2009, n'a pas permis d'inscrire des opérations qui de près ou de loin relevaient de cette mesure.

Cet appel d'offres sera lancé conjointement par le Conseil régional et l'Etat.

Les actions conventionnées par la DRTEFP concernent pour la plupart l'égalité professionnelle. Une amorce vers de programme d'action de lutte contre les discriminations est à signaler, notamment à travers 2 actions :

- Rhizome : action de formation et de mobilisation de l'encadrement du SPE et des équipes territoriales en vue de l'élaboration de plans de lutte et de prévention des discriminations
- IMS : formation inter-entreprises à la lutte contre les discriminations et gestion de la diversité ; diagnostic et projet expérimental

Financement (en M€) pour les mesures II.4.6, II.4.7, II.4.8, II.4.9 :

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 3.1 | 2.35 | 12% | 6.2% | | |
| 2008 | | | 9.4% | 4.9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 21.4% | 11.1% | | |

II.4.10 Attractivité des métiers, orientation vers les métiers porteurs d'emploi

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 1,8 | 1,4 | 0% | 14.3% | | |
| 2008 | | | 13.9% | 14.3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 13.9% | 28.6% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Résultat | - développement d'actions sur l'accueil ; - orientation auprès des professionnels |
| Impact | - Augmentation de la demande ou meilleure adéquation de l'offre et de la demande dans les métiers porteurs d'emploi |

Cité des métiers :

Relais d'information, de projet personnel et professionnel, de connaissance et de promotion des métiers à fort potentiel d'emploi.

La cité des métiers a vocation à intervenir en complémentarité avec les autres centres ressources.

Comme pour les autres centres de ressources, des données chiffrées et évaluatives sont attendues.

Les objectifs visés sont actés par les services. On remarque que la Cité des Métiers rayonne sur un périmètre géographique plus large que lors de sa création.

II-5 Adapter et moderniser l'agriculture

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 35,46 | 43,8 | 11.1% | 12.9% | | |
| 2008 | | | 12.6% | 14.2% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 23.7% | 27% | | |

L'année 2008 s'est traduite par la mise en place du programme PMBE (Plan de modernisation des bâtiments d'élevage) permettant la prise en compte de l'ensemble des demandes d'aide déposées. Il en est de même pour le programme de développement de l'agriculture biologique et des actions en faveur du pastoralisme. La modernisation des serres a pu enfin être lancée. En effet les documents réglementaires ont été publiés. Leur publication tardive n'a cependant pas permis à ce volet d'atteindre ses prévisions de programmation.

La mise en place du PVE (plan végétal pour l'environnement) tarde à prendre forme en raison de son manque d'attrait aux yeux des agriculteurs (taux d'aides, matériels éligibles,...).

Le taux de programmation global est en retrait par rapport au taux annuel moyen, et compile des taux élémentaires très variables allant de dispositif programmant plus que l'annuité (PMBE et soutien à l'agriculture biologique) à des mesures faiblement activées (modernisation des serres).

II-5.1 Plan de modernisation des bâtiments d'élevage (PMBE)

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 3,5 | 0,7 | 30.3% | 7.4% | | |
| 2008 | | | 31.7% | 5.5% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 62% | 12.9% | | |

Etat : Cette année encore, l'ensemble des demandes a été pris en compte au travers d'une enveloppe financière supérieure au 1/7^{ème} de la programmation.

Région : Le cadre d'intervention de la Région est assez restreint sur cette mesure et complémentaire à celui de l'Etat. Les demandes ont toutes été honorées mais restent peu nombreuses.

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) :

- Réalisation :

- 82 opérations (68 en 2007) du volet bâtiment et 47 (55 en 2007) du volet mécanisation ont été soutenues par l'Etat ;
- 3 opérations du volet bâtiment et 5 du volet mécanisation ont été soutenues par la Région.
- Résultats :
 - Investissements en cours de réalisation.
- Impact :
 - Modernisation de l'outil de production

II.5.2 Plan végétal pour l'environnement (PVE)

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 3,5 | 3,3 | 6.1% | 1.5% | | |
| 2008 | | | 2.4% | 1.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 8.5% | 3.3% | | |

Etat : Ce dispositif prenant en compte des investissements non productif connaît une mise en œuvre difficile sans pouvoir atteindre les objectifs donnés.

Le constat est partagé par la Région qui ajoute que les règles d'éligibilité sont trop contraignantes pour que cette mesure soit attractive pour les agriculteurs.

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) :

- Réalisation :
 - 88 dossiers (46 en 2007) ont bénéficié de crédits de l'Etat ;77 sociétés (27 en 2007), 7 agricultrices (2 en 2007) et 4 agriculteurs (17 en 2007).
 - 38 dossiers (19 en 2007) ont bénéficié de crédits de la Région ;20 sociétés (6 en 2007), 4 agricultrices (1 en 2007) et 14 agriculteurs (12 en 2007).
- Résultats :
 - Investissements en cours de réalisation.
- Impact :
 - Investissements qui devraient permettre de répondre aux enjeux : réduction des pollutions par les produits phytosanitaires, réduction de la pression des prélèvements sur la ressource en eau et de réduction de la pollution par élimination et valorisation des déchets.
 - Investissements concourant aux économies d'énergie dans les serres existantes

II.5.3 Programme de développement de l'agriculture biologique

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0 | 3,2 | 0% | 19.8% | | |
| 2008 | | | 0% | 36.7% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 56.5% | | |

Les actions en faveur de l'Agriculture biologique vont au-delà des prévisions, conformément à la forte volonté politique régionale d'appuyer cette filière.

Opérations emblématiques marquantes : Le soutien à la Certification biologique a vu ses modalités de mise en œuvre évoluer vers un système pluriannuel sur 5 ans. Ces nouvelles dispositions ont amené la Région à mobiliser en 2008 ses crédits d'engagement pour la certification AB de façon plus importante que le prévisionnel annuel : en 2008, cela concerne les 2/3 des agriculteurs certifiés pour lesquels est accordée l'engagement d'une aide pour 5 années. Les dossiers restant (le dernier tiers et les nouveaux convertis en AB) seront engagés en 2009.

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) :

- Réalisation :
 - 788 opérations (663 en 2007) soutenues par la Région dont 777 de certification en AB (180 au titre de l'année 2007 et 597 de 2008)
- Résultats :
 - Structuration de la filière, soutien à la certification

II.5.4 Accompagnement de projets collectifs de recherche et de développement de la valorisation des produits, accompagnement de la structuration des filières

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 18,22 | 21 | 11.8% | 16.2% | | |
| 2008 | | | 13.7% | 16.3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 25.5% | 32.5% | | |

Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions) :

Les programmes d'expérimentation se sont mis en place dans les mêmes conditions que celles initiées en 2007 avec malgré tout une difficulté de gestion administrative de l'état avec l'office de l'élevage, pénalisant les modalités de paiement aux bénéficiaires régionaux.

La Région a confirmé la réorientation forte des programmes des stations expérimentales en faveur de la recherche de pratique alternative à l'usage de produits phytosanitaires.

Pour l'Etat, si les opérations d'expérimentation et d'appui technique ont connu une réalisation conforme aux prévisions, les appuis aux investissements matériels et immatériels n'ont pu être, faute de demandes, déployés conformément aux possibilités. Ce constat doublé d'un gel budgétaire conduit à une programmation en retrait par rapport à l'annuité moyenne.

Pour la Région, elle a maintenu sa dotation au niveau de celle de 2007.

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) ::

- Réalisation :
 - 98 dossiers (100 en 2007) soutenus par la Région, sur toutes les filières agricoles régionales, sur un réseau de 16 stations.
 - 56 opérations (56 en 2007) multi-filières soutenues par l'Etat dont trois globalisées concernant des petits équipements à l'attention des éleveurs.
- Résultats :
 - Réalisation des programmes d'expérimentation
 - Appuis techniques individuels et collectifs

- Aides à l'acquisition de petits équipements d'élevage

II.5.5 Programme de modernisation du parc de serres maraîchères et horticoles

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2 | 4,2 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 3% | 1.4% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 3% | 1.4% | | |

Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions) :

Le programme de-modernisation du parc des serres maraîchères et horticoles a pu se mettre en place en 2008 avec un dispositif s'adossant à celui de l'office Viniflor.

La sortie tardive du cadre réglementaire et le contexte économique difficile qui entoure ces filières pénalise ce programme mais la consolidation des interventions des co-financeurs régionaux et départementaux devraient fournir des conditions pour accompagner la modernisation du parc des serres en Provence Alpes Côte d'Azur (6 dossiers programmés).

II.5.6 Politique de l'installation des jeunes agriculteurs et de renouvellement des exploitations

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 7.8 | 7 | 6.7% | 12.5% | | |
| 2008 | | | 9.3% | 11.9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 16% | 24.4% | | |

Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions) : La Région poursuit son soutien au programme d'installation par un accompagnement des « points info installation » et le financement auprès de jeunes agriculteurs en phase d'installation de conseils extérieurs, formations, etc. ...

L'intervention de l'Etat utilise comme vecteur les différents volets du Programme Développement des Initiatives Locales (PIDIL), mais contribue aussi au soutien des stages en exploitation complétant le parcours des jeunes candidats à l'installation. Sur un autre registre, l'Etat accompagne le renouvellement des exploitations au travers des mesures de reconversion professionnelle et de préretraite. Ce dernier volet concourant au renouvellement des exploitations n'a été utilisé qu'à la marge des disponibilités existantes.

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) :

- Réalisation :
 - 246 dossiers soutenus par la Région (235 en 2007) dont 1 global pour les points info, 156 pour des jeunes agriculteurs et 90 (84 en 2007) pour des jeunes agricultrices
 - 11 opérations (7 en 2007) globales ont été soutenues par l'Etat ; les bénéficiaires ultimes étant les candidats à l'installation, les jeunes exploitants, les agriculteurs cédant et les structures chargées de l'animation de ce domaine (ADASEA, centres d'accueil et de conseil)
- Impact :

- Favoriser le renouvellement des exploitations et le maintien d'un tissu agricole régionale.

II.5.7 Recherche appliquée et innovation dans les industries agroalimentaires

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0.44 | 0 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 0% | | |

Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions) :

Pas de dossiers soutenu par l'Etat en 2008.

II.5.8 Modernisation et développement du pastoralisme

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0 | 3 | 0% | 19.1% | | |
| 2008 | | | 0% | 19.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 38.9% | | |

Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions) :

61 dossiers (45 en 2007) soutenus par la Région, portés par des Collectivités locales ou des Groupements pastoraux

II.5.9 Maintien du foncier agricole

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0 | 1,4 | 0% | 3.6% | | |
| 2008 | | | 0% | 2% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 5.6% | | |

Exécution du programme : Cet axe est le fruit d'une délibération régionale prise en juin 2006 et qui vise à soutenir des actions d'animation, d'accompagnement des collectivités qui s'engagent dans la préservation de leur espace agricoles et de contre-propositions de prix en partenariat avec la SAFER. La délibération est récente et les politiques foncières des collectivités sont en phase d'émergence. Elles devraient solliciter davantage la Région dans les années à venir.

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) :

- Réalisation : 3 opérations soutenues (2 en 2008)

II-6 Renforcer la filière forêt-bois

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|--------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| | | | | | | |

| | | | | | | |
|-----------------------------|------|------|--------------|--------------|--|--|
| 2007 | 4,53 | 5,54 | 7.3% | 19.5% | | |
| 2008 | | | 3.9% | 6.4% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 11.2% | 25.9% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | |
| Résultat | - Valeur ajoutée de la branche sylviculture et exploitation forestière (M€) - Pourcentage de bois récolté par rapport à l'accroissement biologique annuel - Surfaces forestières relevant d'un plan simple de gestion agréé (forêts privées) rapportées à la surface théorique pouvant relever d'un tel plan (en%) |
| Impact | |

Indicateurs renseignés :

- Valeur ajoutée de la branche sylviculture et exploitation forestière (M€) : 23M € (prévision)
- Pourcentage de bois récolté par rapport à l'accroissement biologique annuel 21,5 %
- Surfaces forestières relevant d'un plan simple de gestion agréé (forêts privées) rapportées à la surface théorique pouvant relever d'un tel plan (en %) 38 %

II-6.1 Exploitation forestière

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,47 | 0,4 | 5% | 94.3% | | |
| 2008 | | | 10.8% | 45.7% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 15.8% | 140% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | Nombre et genre des bénéficiaires de l'aide par zones géographiques, catégorie de bénéficiaires, nature de l'investissement soutenu |
| Résultat | - Valeur ajoutée de la branche sylviculture et exploitation forestière (M€) - Pourcentage de bois récolté par rapport à l'accroissement biologique annuel : non communiqué - Surfaces forestières relevant d'un plan simple de gestion agréé (forêts privées) rapportées à la surface théorique pouvant relever d'un tel plan (en%) non communiqué |
| Impact | |

Avec 1 400 000 hectares de forêt, soit environ 40% du territoire de Provence-Alpes-Côte d'Azur, la forêt régionale joue un rôle éminent dans la gestion de l'espace. La forêt ne cesse de s'étendre depuis plus de cent ans du fait notamment de la déprise agricole. De même, les peuplements tendent à accroître leur volume sur pied, du fait d'une récolte inférieure à la production. Les PME, qui représentent l'essentiel du réseau de transformation du bois, constituent des opérateurs économiques de premier plan. Elles constituent d'excellents outils

d'aménagement du territoire. et participent au développement économique notamment dans les zones rurales et de montagne.

La Région et l'Etat soutiennent prioritairement l'installation et la modernisation des entreprises d'exploitation forestière.

Une enveloppe de 83 333 € a été inscrite au profit du CNASEA dans le cadre du Contrat de Projet. Pour 2008, 6 opérations ont été financées dans le cadre de cette enveloppe. 2 entreprises ont été également aidées à hauteur de 99 450 €, soit un total d'aides régionales de 182 783 €. Ces opérations ont permis l'acquisition d'engin d'exploitation forestière (tracteurs, porteurs, grue) dans un objectif de modernisation du parc de matériel des entreprises.

Opérations emblématiques marquantes :

12 opérations ont été financées en 2007 ans le cadre du Contrat de projet .Ces opérations ont permis l'acquisition d'engins d'exploitation forestière (tracteurs, porteurs, grue) dans un objectif de modernisation du parc de matériel des entreprises

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) :

- Réalisation :
 - volume de bois récolté : 670 000 m3 (année 2006)
données connues avec un délai de 2 ans environ
- Résultats :
 - % de bois récoltés / accroissement biologique annuel : 21,5 % (données connues avec un délai de 2 ans environ)

La mise en place du FEADER a été très progressive. Par ailleurs, à partir de 2007, l'Etat, ne finance l'exploitation forestière que dans le cadre du FEADER-DRDR (mesure 123B), ce qui explique sa très faible intervention.

II.6.2 Développement de la 1ère transformation

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,3 | 0,4 | 10% | 18.7% | | |
| 2008 | | | 0% | 14.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 10% | 33.5% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | Nombre et genre des bénéficiaires de l'aide par zones géographiques, catégorie de bénéficiaires, nature de l'investissement soutenu Nombre d'entreprise aidée : 3 Nombre d'emplois maintenus : 4 |
| Résultat | |
| Impact | |

Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions) : la Région et l'Etat soutiennent prioritairement l'installation et la modernisation d'entreprise de première transformation

Exécution du programme : 2 opérations ont été financées par la Région et l'Etat en 2008 dans le cadre du CPER. Ces opérations visaient l'acquisition de matériels spécialisés pour la

transformation du bois, avec pour objectif de moderniser et de sécuriser l'outil de transformation pour améliorer la compétitivité de l'entreprise.

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) :

- Réalisation :
 - Nombre d'entreprises aidées : 2
 - Nombre d'emplois maintenus : 4

La Région soutient prioritairement l'installation et la modernisation d'entreprise de première transformation. Dans ce cadre, 3 opérations ont été financées par la région en 2008 dans le cadre du contrat de projet pour un montant total de 59 390 €. Ces opérations visent principalement à l'acquisition de matériels spécialisés pour la transformation du bois, d'acquisition de machines à commande numériques ou bien la construction ou la modernisation de locaux. L'ensemble de ces opérations ont pour objectif de moderniser et de sécuriser les outils de transformation du bois afin d'améliorer la compétitivité des entreprises de la filière.

II.6.3 Aide à la mobilisation des bois notamment dans le cadre des plans de développement des massifs

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,8 | 0,7 | 5.2% | 22.3% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 5.2% | 22.3% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | Nombre et genre des bénéficiaires de l'aide par zones géographiques, catégorie de bénéficiaires, nature de l'investissement soutenu Surface forestière relevant d'un plan simple de gestion agréé / surface théorique pouvant relever d'un tel plan : surface devant faire l'objet de PSG : 270.479 ha / surface de la forêt privée : 957.633 ha (taux de réalisation = 38%). |
| Résultat | |
| Impact | |

Les opérations réalisées contribuent à améliorer la compétitivité de la gestion forestière, accroître la surface des forêts privées gérées durablement, améliorer les connaissances et former les sylviculteurs, préserver les écosystèmes forestiers.

Les propriétés devant faire l'objet de Plan Simple de Gestion ne constituant que le 1/3 de la superficie privée, il est nécessaire de conduire des plans de développement de massif pour faciliter un travail de massification.

Ainsi la création d'Associations Syndicales Libres de parcelles contiguës pour une gestion pluri usages avec des Plans Simple de Gestion.

- Pas d'opération en 2008.
- Réalisation d'un grand nombre de diagnostics par commune, avec synthèse par massif

Opérations emblématiques marquantes de la mobilisation des bois :

- Pas d'action en 2008 relevant de cette mesure

II.6.4 Desserte forestière : création ou mise aux normes de voies forestières d'exploitation

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 1 | 0,9 | 1.5% | 0% | | |
| 2008 | | | 10.7% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 12.2% | 0% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | Nombre et genre des bénéficiaires de l'aide par zones géographiques, catégorie de bénéficiaires, nature de l'investissement soutenu km de desserte forestière aménagée Volume de bois rendu accessible |
| Résultat | |
| Impact | |

Il n'y a pas eu d'opération aidée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2008

La mise en place du FEADER a été très progressive. A partir de 2007, l'Etat ne finance la desserte forestière que dans le cadre du FEADER-DRDR (mesure 125 A).

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) :

- Réalisation : 5 projets permettant de mobiliser 5 000 m³ de bois

II.6.5 Améliorations sylvicoles

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,9 | 1 | 1.8% | 12.8% | | |
| 2008 | | | 1.4% | 11.2% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 3.2% | 24% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | Nombre et genre des bénéficiaires de l'aide par zones géographiques, catégorie de bénéficiaires, nature de l'investissement soutenu surface forestière (en hectare) ayant fait l'objet d'un traitement sylvicole : hectares nombre de communes ou intercommunalité bénéficiaires : 5 |
| Résultat | |

La mise en place du FEADER a été progressive. A partir de 2007, l'Etat ne finance l'amélioration forestière que dans le cadre du FEADER-DRDR (mesures 122A et B). Ces mesures n'ont pas pu être mises en place au niveau national ce qui explique la très faible intervention de l'Etat.

Les actions proposées sur cet axe en 2008 permettent de conforter le rôle de production de la forêt régionale, de préparer la récolte future et de Réaliser des travaux sylvicoles (plantations, éclaircies, élagage...) afin d'accroître les capacités de production dans un objectif de gestion durable de la forêt régionale .

Cinq opérations présentées en 2008 pour un montant de 111 975 € pour la Région.

Opérations emblématiques marquantes en cas de programme :

9 opérations d'éclaircies, de reboisement ou de régénération ont été présentées dont 5 opérations de régénération du mélèze des Hautes-Alpes (05)

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) :

Réalisation :

- nombre de communes ou intercommunalité bénéficiaires : 9

II.6.6 Aide à la coopération forestière dans ses missions d'appui à la petite propriété

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,97 | 0,97 | 14.4% | 31.3% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 14.4% | 31.3% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | <p>Nombre et genre des bénéficiaires de l'aide par zones géographiques, catégorie de bénéficiaires, nature de l'investissement soutenu</p> <p>Nombre de propriétaires concernés : 230</p> <p>Surface de forêt privée aidées / n-1 :</p> <p style="padding-left: 40px;">- 2008 : 1 346 ha</p> |
| Résultat | Diminution des aides publiques dû au passage du PDRN au PDRH |
| Impact | Diminution du nombre des propriétaires et des surfaces traitées |

En 2008 a été reconduit la convention d'objectifs avec la coopérative Provence Forêt mise en œuvre sur le contrat de plan 2000-2006.

Les opérations réalisées permettent la mobilisation des propriétaires privés, l'amélioration de la gestion sylvicole de leur propriété, la mise en œuvre d'une sylviculture durable, le renouvellement des peuplements...

Cette année il s'agit de soutenir le développement d'une sylviculture conforme aux objectifs de gestion durable et aux itinéraires techniques agréés par le CRPF et notamment la mise en œuvre de SRGS, ainsi que la rédaction de plans simples de gestion, animation pour réalisation de travaux sylvicoles à but DFCl, éco certification PEFC, regroupement des propriétaires pour commercialisation des bois...

Les opérations réalisées permettent la mobilisation des propriétaires privés, l'amélioration de la gestion sylvicole de leur propriété, la mise en œuvre d'une sylviculture durable, le renouvellement des peuplements...

Opérations emblématiques marquantes en cas de programme :

Développement d'une sylviculture conforme aux objectifs de gestion durable et aux itinéraires techniques agréés par le CRPF et notamment la mise en œuvre de SRGS.

Rédaction de plans simples de gestion, animation pour réalisation de travaux sylvicoles à but DFCI, éco certification PEFC, regroupement des propriétaires pour commercialisation des bois...

Indicateurs renseignés (proposés par les services à l'occasion du bilan) :

Réalisation :

- Nombre de propriétaires concernés : 250

II.6.7 Animation et connaissance

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,093 | 0,5 | 69.9% | 8.6% | | |
| 2008 | | | 7.5% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 77.4% | 8.6% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | Nombre et genre des bénéficiaires de l'aide par zones géographiques, catégorie de bénéficiaires, nature de l'investissement soutenu nombre de campagne d'information et de sensibilisation : 0 nombre d'actions d'information menées par l'OFME : 2 nombre d'entreprise ou de propriétaire PEFC : 258 propriétaires adhérents et 27 entreprises au 31/12/2008 |
| Résultat | |
| Impact | |

Les actions menées ont visé l'amélioration de la connaissance et des spécificités de la forêt méditerranéenne par des opérations d'information, de sensibilisation auprès des acteurs de la gestion forestière notamment en direction d'une poursuite de la certification des forêts régionales et de la mobilisation et valorisation de la ressource. 6 opérations financées en direction du centre régional de la propriété forestière, la fédération régionale du bois , l'association PEFC et l'union régionale des communes forestières.

Concernant la certification PEFC, l'année 2008 aura été marquée par le renouvellement de l'agrément de l'entité régionale. Un important travail de concertation a été nécessaire en vue de l'obtention de cet agrément validé par un organisme indépendant et permettant à PEFC Provence Alpes Côte-d'Azur de délivrer des adhésions pour les 5 années à venir.

Exécution du programme :

Financement d'une action de promotion et de communication et d'une action de mise en place du marquage des bois de structure, deux actions de l'interprofession des Alpes-Maritimes).

Réalisation :

- organisation d'un salon consacré au bois construction

- action de mise en place du marquage CE dans les scieries pour le bois de structure

II.6.8 Prise en compte de la multifonctionnalité de la forêt méditerranéenne (accueil du public...)

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0 | 0,67 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 0% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | Nombre et genre des bénéficiaires de l'aide par zones géographiques, catégorie de bénéficiaires, nature de l'investissement soutenu Nombre de bénéficiaires et Nombre de territoires aidés / n-1 |
| Résultat | |
| Impact | |

Exécution du programme : pas d'action proposée en 2007

Il n'y a pas eu d'action proposée en 2008

III Optimiser la gestion des ressources naturelles, prévenir et gérer les risques

Optimiser la gestion des ressources naturelles (biodiversité, ressources et espaces naturels)

III.1 Aménager et gérer le bassin versant de la Durance

| Années | Dotations Etat | Dotations Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-------------------------------------|-------------------|---------------------|----------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| 2007 | 18,95 | 19,26 | 12.8% | 10.6% | | |
| 2008 | | | 28% | 26.2% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 40.8% | 36.8% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | <ul style="list-style-type: none"> - nombre d'études stratégiques lancées sur la Durance (l'étude technico-économique sur des scénarios de répartition de la ressource, études préalables au transfert du DPF, étude sur la pérennisation financière du SMAVD). - nombre de structures de gestion locales aidées dont les ouvrages et systèmes de gestion de la ressource sont préservés et sécurisés (III.1.3) - obtention de l'agrément définitif du contrat de rivière Durance et signature du contrat (III.1.4) |
| Résultat | <ul style="list-style-type: none"> - pourcentage d'ouvrages EDF gérés de façon à améliorer le transport solide par rapport au total des ouvrages sur la Durance (III.1.1) - Nombre de communes ayant réalisé l'étude sur le risque inondation auquel elles sont soumises (se référer à l'étude DIREN sur conscience du risque pour éventuelle amélioration de l'indicateur. III.1.1). - Approbation du DOCOB sur la Durance (III.1.2) - Nombre de plans de gestion de la ressource engagés (III.1.3) - Réalisation de l'étude technico-économique sur des scénarios de répartition de la ressource Mise en place d'une formule cohérente et efficace pour la gestion du DPF (III.1.4) - Mise en place d'une formule cohérente et efficace pour la pérennisation du SMAVD (III.1.4) - Pourcentage de réalisation du contrat de rivière Durance en nombre d'actions et en montant (cf. tableau de bord de suivi du contrat à élaborer par le SMAVD pour éventuelle amélioration de l'indicateur. III.1.4) |
| Impact | <ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de la population habitant en zone inondable et ayant bénéficié d'une baisse d'aléa significative du fait d'un projet subventionné relatif à une action de protection des lieux habités (indicateur officiel LOLF et PITE Durance. Utilisation sous réserve expresse de la confirmation de la faisabilité de son calcul –cf. étude DIREN-, III.1.1). - Utilisation de l'observatoire Durance pour suivre l'impact de la mise en oeuvre des actions (III.1.4) - Nb de territoires dont la ressource en eau est sécurisée. - Nombre de protocoles de gestion ou de protection de milieux naturels. |

Le contrat de rivière de la Durance a été signé en novembre 2008 pour une durée de sept ans. Cet aboutissement marque une étape importante dans le travail partenarial. Le contrat prévoit en effet la mise en œuvre de multiples actions prévues au Contrat de Projet et au Plan Durance. Il met en place des plans de financement et des calendriers qu'il va falloir s'attacher à respecter autant que possible.

En 2008 plusieurs actions ont progressé, en particulier des travaux ont été engagés.

III.1.1 Augmentation de la sécurité face au risque inondation

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 7,2 | 7,9 | 3% | 1.2% | | |
| 2008 | | | 34.3% | 26.9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 37.3% | 28.1% | | |

La consommation des crédits sur ce domaine, qui avait été limitée en 2007 dans l'attente de la signature du contrat de rivière a démarré en 2008. Les taux de consommation de crédits élevés pour cette mesure s'expliquent principalement par la programmation des travaux de sécurisation de la digue palière d'Avignon, qui est la première tranche d'un programme d'aménagement et de sécurisation de la partie avale de la Durance, dans une approche globale rive gauche et rive droite.

Le SMAVD prévoit un programme de travaux chargé pour les années à venir, qu'il faudra respecter au mieux.

Suite à la rupture accidentelle du seuil 68 en novembre 2008, des travaux d'urgence ont été engagés. D'autres travaux seront à venir et il va s'agir d'anticiper les actions prévues sur les seuils 67 et 68 initialement programmées en fin de contrat.

III.1.2 Restauration des milieux

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2,7 | 1,26 | 0.4% | 0% | | |
| 2008 | | | 8.6% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 9% | 0% | | |

Le taux de programmation pour cette partie est toujours faible. En 2008 l'élaboration du DOCOB s'est poursuivie. En ce qui concerne l'expérimentation de débits réservés saisonnalisés sur la concession de Sainte Tulle 1 le suivi d'un premier cycle de trois ans a été lancé en septembre. Cependant la défection du prestataire choisi comme coordonnateur technique a provoqué la mise à plat de la réflexion sur le suivi du milieu et la définition des indicateurs de réussite. Cette réflexion devrait aboutir au premier semestre 2009.

Les opérations qui devraient consommer la majorité des crédits prévus sont celles relatives à l'amélioration du transport solide, programmées dans le contrat de rivière, complexes mais qui devraient connaître un début de réalisation en 2009.

III.1.3 Partage équitable, sécurisation et optimisation de l'alimentation en eau

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 7,25 | 7 | 29.9% | 27.5% | | |
| 2008 | | | 35.1% | 35.3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 65% | 62.8% | | |

L'année 2008 aura permis le lancement et la poursuite de réflexions et sur la gouvernance locale de l'eau entre milieu agricole et urbain dans un objectif d'aménagement du territoire : restructuration des statuts et périmètres des ASA, contrats de canaux. Parallèlement, les travaux de confortement des canaux suite aux inondations de 2002 et 2003 se poursuivent. Ces actions rejoignent les préoccupations techniques traditionnelles de l'hydraulique agricole (schéma directeurs, travaux de modernisation et réhabilitation, densification des réseaux sous pression dans les zones isolées).

Le taux de programmation Etat-Région est de 35 % en 2008 et de 64% pour les années 2007 et 2008 cumulées.

36 opérations ont été programmées.

Le retrait de l'Etat dans le financement de l'hydraulique agricole, risque de poser certaines difficultés dans le bouclage des plans de financement d'opérations en 2009 pour la réalisation des travaux de restauration et de modernisation des ouvrages programmées par les ASA.

III.1.4 Organisation de l'action des différents acteurs, confortement de la structure gestionnaire

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 1,8 | 3,1 | 1.6% | 0.7% | | |
| 2008 | | | 3.1% | 14.7% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 4.7% | 15.3% | | |

Le fonctionnement de l'observatoire sur la Durance devrait atteindre son rythme de croisière en 2009. Il permettra un meilleur taux de consommation sur cette action. La contribution de la Région au fonctionnement du SMAVD est à présent comptée.

III.2 Optimiser la ressource en eau

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 12,5 | 22 | 12.7% | 11.7% | | |
| 2008 | | | 1.7% | 6.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 14.4% | 18.6% | | |

III.2.1 Schéma régional de la ressource en eau

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 1 | 0,5 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 16.5% | 16.5% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 16.5% | 16.5% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de structures de gestion locales aidées dont les ouvrages et systèmes de gestion sont préservés et sécurisés. - Schéma régional de la ressource en eau : validation de la méthodologie et du cahier des charges de la démarche de schéma. - Nombre d'études réalisées sous maîtrise d'ouvrage du Conseil Régional contribuant au schéma. - Nombre d'ateliers de concertation réalisés |
| Résultat | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de plans de gestion de la ressource engagés. - Schéma régional : définition des outils de gestion pérenne de la ressource à l'échelle régionale |
| Impact | <ul style="list-style-type: none"> - nombre de bassins versants bénéficiant d'une gestion concertée de la ressource (plan de gestion, contrat de canal,...) - nombre de territoires dont la ressource en eau est sécurisée. |

En 2008, l'étude du schéma régional sur la ressource en eau (SOURCE) a été programmée. En parallèle, l'étude DIREN sur le bilan de la situation actuelle s'est achevée en fin d'année avec la contribution de l'agence de l'eau, elle viendra alimenter le schéma.

La consultation des bureaux d'étude pour la réalisation du SOURCE a été lancée par la Région début 2009.

III.2.2 Appui à l'amélioration des grands ouvrages stratégiques de transfert, de sécurisation et d'approvisionnement du territoire

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 10 | 21 | 15.3% | 12.3% | | |
| 2008 | | | 0.1% | 6.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 15.4% | 19% | | |

Cette mesure concerne principalement les grands aménagements structurants mais comporte également un volet en faveur de la gestion globale de la ressource pour la réalisation d'études et de travaux de petite hydraulique agricole : passage à des techniques moins consommatrices d'eau, études globales en faveur de la gestion raisonnée de la ressource et du partage des usages.

Parmi les 11 opérations aidées, deux opérations de la SCP peuvent être soulignées. La première concerne le complément de la 2e tranche de l'aménagement hydraulique du Sud Lubéron (84) : réseau de la Bonde Haut Service pour un montant de travaux subventionnable de 1 440 000 € de montant et une contribution Région de 565 000 €. La seconde porte sur la modernisation des réseaux gravitaires de l'aval de Manosque (3^{ème} phase).

La faible consommation de cette ligne s'explique par le retard pris dans la programmation de la liaison Verdon-St Cassien, qui devrait démarrer en 2009 et pour laquelle la Région a réservé 16 M€. ainsi, pour la Région, 80 % des crédits de la mesure hors liaison VSC ont été consommés en 2 ans.

III.2.3 Maîtriser la consommation et favoriser les actions économes d'eau

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 1,5 | 0,5 | 3.4% | 0% | | |
| 2008 | | | 2.8% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 6.2% | 0% | | |

Trois opérations ont été programmées en 2008. Afin de stimuler l'émergence de projets innovants et exemplaires en ce domaine, un appel à projet a été lancé début 2009 par la Région, en collaboration avec l'Agence de l'Eau, intitulé « économisons l'eau à la source », et à destination des collectivités désirant s'investir dans les économies d'eau en terme d'acquisition de connaissances, de travaux innovants et exemplaires et de communication.

III.3 Réhabiliter l'Etang de Berre

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 10,53 | 5,68 | 3.8% | 0.6% | | |
| 2008 | | | 2.2% | 2.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 6% | 3.4% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | <ul style="list-style-type: none"> - Obtention de l'agrément définitif du contrat d'étang de Berre et signature du contrat. - Achèvement des travaux du PAM sur le tunnel du Rove. - Réalisation des études de prospective socio-économique et sur les modalités de financement et de maîtrise d'ouvrage de la dérivation potentielle du rejet EDF |
| Résultat | <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une structure pérenne à l'issue de la prolongation du GIPREB - Lancement de l'expérimentation de réouverture du tunnel du Rove à la circulation d'eau de mer - Pourcentage de réalisation du contrat d'étang de Berre en nombre d'actions et en montant |
| Impact | <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation des actions de suivi du milieu du GIPREB et d'EDF pour suivre l'impact de la mise en œuvre des actions. - Suivi de l'impact sur le milieu de l'expérimentation de réouverture du tunnel du Rove à la circulation d'eau de mer. |

Le « GIPREB 2 » a été créé début 2008. Dans sa nouvelle configuration sur la période 2008-2010, le groupement sera l'artisan du contrat d'Etang et doit travailler à la mise en place d'une structure pérenne qui prendra sa succession.

La faible consommation des mesures de ce programme est liée au calendrier du contrat d'étang qui n'a pas encore démarré.

III.3.1 Soutien à l'organisation des acteurs locaux

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2,1 | 0,6 | 12.1% | 0% | | |
| 2008 | | | 8.2% | 21.6% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 20.3% | 21.6% | | |

Cette mesure concerne principalement la participation du Conseil Régional et de l'Agence de l'Eau au fonctionnement du GIPREB.

III.3.2 Mise en place du Contrat d'Etang et de son programme d'actions

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2,5 | 2 | 6% | 1.7% | | |
| 2008 | | | 2.4% | 1.5% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 8.4% | 3.2% | | |

Le contrat d'étang étant en cours d'élaboration, très peu d'actions ont pu être programmées expliquant ainsi la faible consommation sur l'année.

Il s'agit essentiellement des études d'élaboration du dossier définitif qui doivent aboutir d'ici à 2010, année où l'on vise l'agrément définitif du contrat. Les suivis du milieu sont néanmoins opérationnels. mais doivent élargir à la mesure précédente, ainsi que l'élaboration du contrat d'étang. Cette mesure ne devra concerner que les actions programmées au contrat.

III.3.3 Réouverture expérimentale du tunnel du Rove

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 5,75 | 2,9 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 0% | | |

Il n'y a pas d'action programmée en 2008. La réouverture expérimentale du Tunnel du Rove à la circulation d'eau de mer fait l'objet d'une première phase d'étude, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du Port Autonome de Marseille, financée par la Région et l'Agence de l'Eau.

III.3.4 Etudes de perspectives socioéconomiques et sur les modalités de financement et de maîtrise d'ouvrage sur la dérivation potentielle du rejet EDF

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,18 | 0,18 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 0% | | |

L'année 2008 a été consacrée à la finalisation du cahier des charges et à la sélection du prestataire. L'action sera lancée en 2009.

III.4 Adapter les moyens de lutte contre les pollutions domestiques à la spécificité des milieux méditerranéens

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2,4 | 1,4 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 1.6% | 2.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 1.6% | 2.8% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | Nombre de projets subventionnés prenant en compte la spécificité méditerranéenne en adaptant le traitement au milieu récepteur |
| Résultat | |
| Impact | |

Deux projets ont été programmés en 2008 concernant la réduction de l'impact des rejets dans des milieux sensibles. Il est prévu à partir de 2009, le lancement d'un appel à projet par l'Agence de l'Eau et la Région pour développer les actions innovantes et exemplaires dans ce nouveau domaine.

III.5 Gérer les milieux aquatiques

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 5,5 | 12,2 | 19.3% | 15% | | |
| 2008 | | | 21.6% | 17.6% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 40.9% | 32.6% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de structure de gestion soutenues. - Nombre de postes de techniciens ou chargés de mission créés. - Nombre de bassins versants où un projet de restauration est engagé. - Nombre de procédures de gestion engagées (contrat de milieu : agrément préalable, SAGE : constitution de la CLE). |
| Résultat | - Nombre de SAGE adoptés et de Contrats de milieu signés |
| Impact | - Atteinte des objectifs DCE sur les territoires concernés par une démarche globale de gestion intégrée des milieux (sous réserve de la disponibilité de l'outil d'évaluation Système d'Evaluation de l'Etat des Eaux –SEEE-) |

Dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques au sens large, deux thématiques dominant largement tant en terme de nombre de projets que de montant financier. Il s'agit des opérations de restauration et valorisation des milieux aquatiques et des opérations de lutte intégrée contre le risque inondation. Dans les deux cas, ces opérations sont menées à l'échelle du bassin versant par des syndicats de rivière, véritables chevilles ouvrières de la gestion de l'eau, le plus souvent dans le cadre de contrats de milieu.

Il faut noter que 7 contrats de milieu ont été signés en 2007 et 2008. Actuellement, on compte 14 contrats de milieu signés et 13 en élaboration ou en émergence, témoignant ainsi de la vitalité de cette procédure partenariale en région PACA (pour mémoire les contrats de rivière Durance et de l'Etang de Berre sont suivis à part dans le Contrat).

III.5.1 Soutien aux structures de gestion des milieux aquatiques

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2 | 2 | 11.5% | 12.2% | | |
| 2008 | | | 6.7% | 3.7% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 18.2% | 15.9% | | |

Il s'agit essentiellement d'actions liées à l'élaboration ou au bilan des contrats de milieu, menées par les structures de gestion. Le taux de programmation Etat-Région est de 6% en 2007 et 17 % pour les années 2007 et 2008 cumulées. 9 opérations ont été aidées dans ce cadre en 2008.

II.5.2 Restauration et mise en valeur des milieux aquatiques dans le cadre de contrats de rivière ou de démarches globales similaires concertées

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 3,5 | 5 | 23.7% | 17.1% | | |
| 2008 | | | 30.2% | 16.5% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 53.9% | 33.6% | | |

Il s'agit essentiellement d'opérations de restauration et de valorisation de milieux aquatiques et de suivis qualitatifs menées par les structures de gestion, essentiellement dans le cadre de contrats de milieu ou de plans pluriannuels de gestion. 32 opérations ont été programmées. Le taux de programmation Etat-Région est de 22 % en 2007, 42% pour les années 2007 et 2008 cumulées.

III.5.3 Prévention du risque inondation par une approche intégrée des bassins versants

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0 | 5,2 | 0% | 14% | | |
| 2008 | | | 0% | 24.1% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 38% | | |

L'Etat n'a pas contractualisé de financement sur cette mesure. Cependant l'Etat a cofinancé au titre du CPER certaines opérations de cette mesure sur la mesure III.19.

Ainsi 19 opérations de gestion intégrée du risque inondation ont été programmées pour un taux de consommation de 24% (38% pour les années 2007 et 2008 cumulées). Il s'agit pour l'essentiel d'opérations menées dans le cadre du volet B2 des contrats de milieu.

III.6 Gérer le littoral, les ressources halieutiques et le tourisme de façon intégrée et durable

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 3,65 | 8,1 | 15.4% | 3.4% | | |
| 2008 | | | 13.2% | 21.1% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 28.6% | 24.5% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - Nombre de démarches de GIZC et nombre d'études stratégiques |
| Résultat | - Pourcentage des zones côtières engagées dans des démarches de gestion intégrée - Nombre de ports engagés dans la démarche ports propres - Nombre de démarches, de coopération, de qualité et de gestion des ressources dans le secteur halieutique |
| Impact | - Indice de qualité des eaux marines littorales - Evolution de l'emploi et des productions dans les secteurs des pêches et cultures marines (p 95) |

La programmation des opérations proposées a pu être pleinement mise en œuvre en 2008 et les taux de programmation sont globalement supérieurs, pour l'Etat comme pour la Région, au taux moyen prévisionnel du contrat.

III.6.1 Promouvoir une gestion intégrée des zones côtières

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2,55 | 2,2 | 22.1% | 2.9% | | |
| 2008 | | | 18.8% | 18.5% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 40.9% | 21.4% | | |

18 opérations ont été programmées dans ce cadre concernant 3 projets de gestion intégrée des zones côtières, 3 projets relatifs aux espaces naturels littoraux, 9 projets d'étude et d'expérimentation et 3 opérations de lutte contre l'érosion côtière.

III.6.2 Promouvoir la filière pêche et cultures marines et la gestion durable des ressources halieutiques

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 1,1 | 1,1 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 4.3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 4.3% | | |

La mise en œuvre de l'axe 6 III 2, concernant les productions halieutiques, est en partie liée à celle du FEP (Fonds Européens de la Pêche), dont le Programme Opérationnel n'a été approuvé qu'en fin 2007.

III.6.3 Promouvoir un tourisme durable et la qualité de vie sur le littoral

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0 | 4,8 | 0% | 4.4% | | |
| 2008 | | | 0% | 26.1% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 30.5% | | |

27 opérations ont été proposées dans ce cadre dont 15 concernent l'éducation à l'environnement marin et littoral, une opération concerne la sécurité en mer, et 11 opérations s'inscrivent dans la démarche « ports propres en Provence-Alpes-Côte d'Azur ».

III.7 Conserver, gérer et valoriser la biodiversité et les paysages

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 16,99 | 43,1 | 25.6% | 8.7% | | |
| 2008 | | | 32.4% | 13.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 58% | 22.5% | | |

III.7.1 Soutien à la connaissance naturaliste et paysagère

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2,59 | 2,8 | 9.2% | 1.6% | | |
| 2008 | | | 11.8% | 6.2% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 21% | 7.8% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | <ul style="list-style-type: none"> - Nb inventaires et/ou cartographies flore/faune /habitats/milieux remarquables (D2) - Nb d'opérations de communication, sensibilisation, éducation et promotion visant à modifier les comportements des acteurs et notamment du grand public - Nb de partenaires associés à la mise en réseau régionale des données naturalistes - Nb projets de conservation/restauration milieux naturels Natura 2000 et hors N2000 (zones humides, bords des cours d'eau, milieux ouverts...) (D4 et D5)- nombre de site Natura 2000 financés/total - Nombre de projets de gestion et restauration des milieux (hors sites et Natura 2000) - Nombre de projets de mise en valeur des sites naturels |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | |
|----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Résultat | - Nb bases de données sur la biodiversité – (D3) - Nombre de partenaires au SINP régional - nombre de projets et réunions régionales de réseau de gestionnaires d'espaces naturels - nombre de sites Natura 2000 avec mise en œuvre du DOCOB/total site |
| Impact | - % de la superficie de ZNIEFF en espaces protégés |

La connaissance naturaliste fait partie des attributions de l'Etat ; c'est pour cela que la participation de la Région est moindre.

Au total, 14 opérations ont été programmées parmi lesquelles les actions menées par le Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles, la Ligue de Protection des Oiseaux, ainsi que l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage.

A noter que l'aide apportée au Conservatoire botanique de Charance est contractualisée sur la Convention Interrégionale du Massif Alpin (CIMA).

III.7.2 Soutien aux structures de gestion des espaces naturels

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 9,7 | 25 | 18.8% | 12.5% | | |
| 2008 | | | 22.8% | 21.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 41.6% | 34.3% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - Nb d'équivalents temps plein affectés à la gestion des espaces naturels |
| Résultat | - Nombre de conventions particulières passées entre les parcs nationaux/Etat/Région pour l'animation et la gestion des espaces naturels dans les nouvelles zones d'adhésion |
| Impact | - % de territoire couvert par une structure de gestion ou d'animation |

Le taux de programmation Etat-Région s'élève à 38% en 2008, 52% pour les années 2007 et 2008 cumulées.

84 opérations ont été programmées. Elles concernent en majorité les Parcs naturels régionaux et les réserves naturelles. 76% des montants programmés sur cette action ont comme bénéficiaires les Parcs naturels régionaux. En effet c'est sur cette mesure qu'émergent les cotisations statutaires versées aux Parcs naturels régionaux par la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Un grand nombre d'actions est financé par la Région en application des Contrats annuels de gestion intégrée environnementale, en sus des cotisations statutaires (en année pleine d'application). C'est dans cette mesure que figurent également les aides apportées par l'Etat aux Réserves Nationales(fonctionnement et investissements), aux Réserves de Biosphère, au CREN, ainsi qu'aux opérations grands sites.

Enfin, il est à noter l'aide de 30 % apportée à la Maison du Parc des Ecrins de Vallouise.

II.7.3 Soutien aux programmes d'actions et à leur évaluation

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 4,64 | 15,3 | 49.1% | 3.7% | | |
| 2008 | | | 64% | 2.3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 113.1% | 6.1% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-----------------------------------------------------------------|
| Réalisation | |
| Résultat | - Nombre de parcs ayant un dispositif d'évaluation mis en œuvre |
| Impact | |

Le taux de programmation Etat-Région s'élève à 16% pour 2008 et à 31% pour les années 2007 et 2008 cumulées. La consommation des crédits affectés à cette mesure dans le CPER est relativement linéaire. 43 opérations ont été programmées.

Cependant il y a une différence importante entre le taux de programmation de l'Etat et celui de la Région car certaines structures de gestion étaient en 2008 dans une phase de transition et n'ont pas pu mettre en œuvre un grand nombre d'opérations qui auraient bénéficiées d'aides de la Région

Les principaux bénéficiaires sont les Parcs Naturels Régionaux, le Conservatoire Etudes et des Ecosystèmes de Provence et le parc national des Ecrins ainsi que le soutien aux programmes de conservation (programme LIFE, plans de restauration). Enfin il faut signaler le montant important affecté à NATURA 2000 (1 400 000 pour le CNASEA). 81% de la programmation de l'Etat sur cette action concerne la mise en œuvre de Natura 2000 en région.

Cet axe permet également de financer la « Plateforme régionale de concertation en Education à l'Environnement et au Développement Durable », véritable outil régional de réflexion stratégique et de mise en synergie des différents acteurs en matière d'éducation à l'environnement. Financée de façon pluri-partenariale elle est portée par le Graine PACA.

L'année 2008 a permis de finaliser la stratégie régionale qui fixe les grandes priorités exprimées au travers du Document d'Orientation Partagé sorti en juin 2008, ainsi que sa mise en œuvre par le biais de groupes de travail et de fiches action.

L'année 2008 a également été l'occasion d'élargir l'espace de concertation à de nouveaux acteurs.

III.8 Accompagner les démarches de développement durable

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 1,4 | 0,4 | 11.6% | 0% | | |
| 2008 | | | 14.7% | 20.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 26.3% | 20.8% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | |
| Résultat | - Nb projets territoriaux de DD répondant aux critères de reconnaissance des agendas 21 (PO, CPER) --Nombre d'agendas 21 labellisés par le dispositif de reconnaissance - % de la population concernée par un agenda 21 reconnu (hors agendas départementaux et agenda régional) |
| Impact | |

En 2008, 17 opérations ont été programmées. Neuf actions concernent la mise en œuvre et l'évaluation des actions, huit opérations concernent la mise en réseau d'acteurs et l'échange d'expériences.

La programmation sur la mesure III.8 « accompagner les démarches de développement durable » a permis d'impulser des actions innovantes et transversales pour la mise en œuvre de politiques territorialisées de développement durable qui ne trouvent pas de réponses adaptées dans les dispositifs sectoriels usuels. On trouve également sur ce programme, des actions permettant la mise en réseaux des acteurs afin de faciliter le retour d'expériences et l'émergence d'une culture commune du Développement Durable.

Maîtriser la demande énergétique et développer les énergies renouvelables

III.9 Développer la maîtrise de la demande énergétique

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 4,6 | 2,5 | 5.8% | 3.7% | | |
| 2008 | | | 24.2% | 20% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 30% | 23.7% | | |

A ce jour, ce sont plutôt les entreprises qui engagent des actions de MDE, la faible programmation en 2007 s'améliore, ce programme se voyant plus sollicité avec le temps.

III.10 Renforcer et étendre le Plan Eco Energie

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 12 | 3,2 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 0% | | |

Aucune programmation n'a eu lieu en raison de l'échec de la mise en place d'un GIP pour porter les opérations. La panne du 3 novembre 2008 est une opportunité de relancer ce programme indispensable.

III.11 Soutenir le développement des énergies renouvelables

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 18,2 | 18,5 | 17.7% | 13.5% | | |
| 2008 | | | 16.1% | 14.2% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 33.8% | 27.7% | | |

La programmation avance bien, particulièrement sur le solaire thermique. Il faut cependant noter des ralentissements sur les projets bois énergie du fait des élections municipales (la plupart des projets sont municipaux). Les freins à l'éolien perdurent malgré l'animation faite par l'Etat (DRIRE). En dépit de critères sélectifs on observe une forte croissance du photovoltaïque.

III.12 Promouvoir la qualité environnementale du bâtiment et de l'urbanisme durable

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 3,15 | 3,5 | 8% | 3.8% | | |
| 2008 | | | 12.9% | 13% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 20.9% | 16.7% | | |

Les opérations sont peu nombreuses essentiellement du fait de la longueur de processus de conception des bâtiments de qualité environnementale. Quelques approches énergétiques de l'urbanisme apparaissent. La montée en puissance est donc lente

III.13 Soutenir les approches énergétiques territoriales et notamment les Plans Climat Territoriaux

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 9,3 | 7,6 | 9.2% | 8.5% | | |
| 2008 | | | 13% | 16.1% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 22.2% | 24.6% | | |

Le déploiement des Plans climats territoriaux, des labels villes lauréates « AGIR pour l'énergie » et « Cit'ergie » concernent ce secteur, également impacté au cours de l'exercice 2008 par les élections municipales.

Le nombre d'espaces info énergie reste stable.

La question de l'éco citoyenneté devrait être prise en compte davantage afin de répondre aux attentes croissantes en information du public, nécessité d'informer, sensibiliser et mobiliser les populations. Le colloque biennuel de portée nationale Eco citoyenneté associant les acteurs de la recherche dans ce domaine a eu lieu en 2008.

III.14 Organiser et promouvoir une mobilité durable

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 4,75 | 6 | 12% | 5.8% | | |
| 2008 | | | 5.9% | 6.4% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 17.9% | 12.1% | | |

III.14.1 Planification durable des transports, des déplacements et des aménagements

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2 | 1 | 3% | 5.9% | | |
| 2008 | | | 0.5% | 1.1% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 3.5% | 7% | | |

Après une phase de planification pour les PDU, attente pour le déploiement et la mise en œuvre d'actions pratiques. Le fait, que la phase de planification les PDU obligatoires soit déjà réalisée, il est logique de constater une réduction des crédits alloués, puisque l'aide concerne les études et non les réalisations.

Des liens apparaissent entre transport et les approches en urbanisme durable, ces dernières, de plus en plus globales, intégrant davantage la problématique déplacements.

III.14.2 Développement des modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 1,5 | 2 | 23.6% | 8.6% | | |
| 2008 | | | 9% | 11.9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 32.7% | 20.5% | | |

Les entreprises prennent mieux en compte les approches « mobilité » et on constate un essor important des Plans de déplacements entreprise à l'échelle des zones d'activités ainsi que des Plans de déplacements interentreprises. Le Plan de Protection de l'Atmosphère qui oblige par arrêté préfectoral les établissements de plus de 250 salariés à mettre en place un PDE a accentué cette tendance et dégagé une dynamique collective de PDE de zone, où les entreprises contraintes et non contraintes s'associent pour répondre à cet enjeu environnemental. A noter, l'implication des Chambres de Commerce et d'Industrie sur ces problématiques, elles garantissent ainsi un relais entre les entreprises et les AOT.

II.14.3 Développement du transport intermodal des marchandises et de leur distribution en ville

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,5 | 1,5 | 14.1% | 4.7% | | |
| 2008 | | | 7.1% | 2.4% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 21.2% | 7.1% | | |

Les efforts en fin d'année pour une mobilisation des acteurs du transport routier de marchandises, en déclinaison de Charte de réduction volontaire des émissions de CO₂, se heurtent à une conjoncture difficile, alors que la démarche des certificats économie d'énergie se déploie positivement. Les certificats d'économie d'énergie se substituent à l'aide à l'investissement aux unités de transports Intermodal. Nécessité d'élargir à l'avenir ce dispositif pour influencer efficacement sur le report modal de transport de marchandises.

III.14.4 Promotion des carburants véhicules propres

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,75 | 1,5 | 11.2% | 3% | | |
| 2008 | | | 13.2% | 6.6% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 24.9% | 9.5% | | |

Les flottes « captives » génèrent des demandes notamment pour les collectivités. A noter l'émergence régionale d'une demande « bateaux » propres. Il faut rappeler que le renouvellement des flottes pour les établissements de plus de 250 salariés est aussi une mesure inscrite au PPA. Ecueil de l'accord cadre, les critères d'éligibilité n'intègrent pas les petites communes, pourtant très demandeuses.

III.15 Développer des actions innovantes

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0 | 5,9 | 0% | 7.6% | | |
| 2008 | | | 0% | 9.1% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 16.7% | | |

Cet axe concerne le programme global régional AGIR. - Action Globale Innovante pour la Région lancé pour la période 2007-2010 avec pour objectif le développement d'actions d'entraînement pour un développement accentué de la maîtrise des consommations et des énergies renouvelables. Il comprend ses propres instances de pilotage et d'évaluation.

Partenariat avec l'ADEME :

- Les dossiers les plus importants concernent les installations photovoltaïques pour lesquels l'ADEME n'inscrit pas de contrepartie
- Une nouvelle initiative a été portée sur les fonds baptismaux en 2008 : « collectivité lauréate AGIR pour l'énergie » qui consiste à inscrire les collectivités volontaires dans un processus de définition stratégique d'actions en faveur des économies d'énergie
- La mission d'animation de la petite hydroélectricité GERES/MRE s'est poursuivie : le GERES et la Mission Régionale de l'Eau développent ensemble une mission d'animation et de développement de la filière de la petite hydroélectricité et d'accompagnement des acteurs, afin d'optimiser les projets au regard des enjeux environnementaux, sociaux, économiques ou énergétiques, quelles que soient le type d'installations (adduction d'eau potable, canaux d'irrigation ou rivières).

Prévenir et gérer les risques

III.16 Améliorer la connaissance des risques

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 1,6 | 0,7 | 7.5% | 0% | | |
| 2008 | | | 21.1% | 23.9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 28.6% | 23.9% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - Nombre de risques cartographiés - Surfaces traitées |
| Résultat | - Nombre de communes ayant une connaissance générale des risques qui l'affectent - Linéaire de voies de communication pour lequel la vulnérabilité est connue |
| Impact | - Prise de conscience des enjeux par les bénéficiaires et décideurs - Aménagement de territoire tenant compte des enjeux risques, non augmentation des personnes et des biens exposés aux risques, réduction de la vulnérabilité sur les personnes et biens existants exposés aux aléas connus (p 118) - Nb communes voyant les risques technologiques réduits |

11 opérations ont été programmées.

La cartographie régionale des mouvements de terrains est une opération phare : après l'étude de la zone Alpine (année 2) la cartographie de la zone cristalline a été programmée en 2008.

Elle est complétée sur le département des Hautes Alpes par une cartographie plus fine au 1/25 000^e.

3 opérations multirisques ont été programmées en fonction des demandes de la DIREN et de la Région pour l'amélioration, la mise à jour et la mise sur internet de la base de données RiskPACA.

III.17 Prévenir les risques

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2,45 | 0,6 | 4.9% | 10.8% | | |
| 2008 | | | 19.8% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 24.7% | 10.8% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|--------|---------------------------------------------------------|
| Impact | - Nb communes voyant les risques technologiques réduits |
|--------|---------------------------------------------------------|

Une opération phare : la mise à jour d'une base de données sur les risques naturels en PACA qui verra sa mise sur Internet en 2009. Les autres opérations concernent la mise en place de chargés de mission dans le cadre des PAPI et l'information sur les repères de crue.

III.18 Mettre en place les moyens de prévision des risques et d'alerte

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,1 | 2 | 12% | 0% | | |
| 2008 | | | 36% | 5.1% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 48% | 5.1% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - % de la population soumise aux risques bénéficiant d'informations permettant d'anticiper la mise en sécurité des personnes et des biens - nb de personnes profitant des mesures de protection contre les inondations (CE32) |
| Résultat | - Baisse du potentiel de dommages liés aux aléas naturels, gains économiques et sociaux |
| Impact | Maintien du développement socio-économique intégrant le risque (p 121) |

Une opération a été programmée : l'étude préalable pour la mise en place d'une plate forme hydro météorologique de services par Météo France ; la programmation de ce projet se poursuivra jusqu'en 2013 et permettra de fournir des informations hydro climatiques sur les inondations, les mouvements de terrain destinées aux collectivités locales et aux services de l'Etat en vue d'une meilleure prévision et gestion des risques naturels en zone de montagne.

III.19 Renforcer les actions de protection contre les risques naturels

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 15 | 5 | 24.8% | 36.5% | | |
| 2008 | | | 31% | 32.7% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 55.7% | 69.2% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - % de la population ayant bénéficié d'une baisse significative de l'aléa par rapport au %de la population exposée - nb de personnes profitant des mesures de protection contre les inondations (CE32) |
| Résultat | Baisse du potentiel de dommages liés aux aléas naturels, gains économiques et sociaux |
| Impact | - Maintien du développement socio-économique intégrant le risque (p 122) |

Le taux de programmation Etat-Région est élevé (33%). Il s'explique par la programmation d'opérations importantes, concertées et définies depuis plusieurs années.

Huit opérations ont été programmées par la Région et concernent notamment l'achèvement du programme « invariants littoral » pour le confortement de la digue à la mer aux Saintes Maries de la Mer et la mise en sécurité de terrain à Lieuche et de falaises à Carry le Rouet .

Les opérations conséquentes du PAPI « bassins versants côtiers d'Antibes » et bientôt celui du PAPI Var entraînent un taux de programmation important. Egalement dans le département du Vaucluse, un grand nombre d'opérations relatives à la protection contre les inondations.

III 20 Prévenir le risque sismique

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0,8 | 0,25 | 16.3% | 12.8% | | |
| 2008 | | | 16.9% | 26% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 33.1% | 38.8% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - Nombre de départements couverts par les scénarios départementaux du risque sismique - Nombre d'opérations pilotes de réduction de la vulnérabilité réalisées - Nombre de commune ayant reçu une information suffisante sur la connaissance, la réglementation et les moyens de réduire l'exposition aux risques |
| Résultat | - Diminution du potentiel de dommages aux personnes et aux biens |
| Impact 1 | - Maintien du développement socio-économique intégrant le risque (p 123) |

Parmi les sept opérations soutenues, quatre d'entre elles sont significatives en terme d'objectifs recherchés dans le cadre de cette contractualisation et concernent la réalisation de documents de communication et d'information pour la commémoration du séisme de Provence de 1909 .

L'ensemble des produits de communication sera réutilisable dans le cadre d'autres manifestations relative au risque sismique.

Optimiser la gestion des ressources naturelles, prévenir et gérer les risques

III. 21 Défendre la forêt contre les incendies

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 4,9 | 4,9 | 3.8% | 8.9% | | |
| 2008 | | | 4.4% | 23.2% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 8.2% | 32.1% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | Pérennisation des actions menées dans le cadre du précédent Contrat de Plan |
| Résultat | - <i>nb de personnes profitant des mesures de protection contre les incendies et autres mesures de protection) (CE33)</i> Identique au BOP Forêt: taux d'extinction des feux de forêt "naissants" (en %) (p 124) Conformité des ouvrages DFCI avec les normes départementales, les PDPFCI et Plans de massif pour une meilleure efficacité des réseaux de pistes et d'équipements opérationnels dans les massifs forestiers soumis au risque incendie. |
| Impact 1 | - Prévention des risques de destruction de la forêt régionale en limitant les surfaces incendiées. Favoriser la mobilisation de tous les acteurs autour des objectifs du plan de massif |

Les opérations menées contribuent à une stratégie globale et concertée de Défense de la Forêt Contre l'Incendie. Ces actions ont permis d'accompagner les aides européennes, nationales et départementales sur les actions de DFCI.

Il convient de noter l'impact fort même si indirect sur l'emploi par le maintien des éleveurs en forêt

III.21.1 Équipement des massifs

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2,4 | 1,5 | 6.9% | 22.3% | | |
| 2008 | | | 8.4% | 53.7% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 15.3% | 76% | | |

23 opérations concernant les départements du Var, des Bouches du Rhône et Alpes de Haute Provence ont été aidées. Le montant total des aides régionales est de 805 735 € incluant les enveloppes allouées au CNASEA de 566 666 €.

III.21.2 Aménagement de coupures de combustibles

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2,5 | 2,5 | 0.9% | 4.1% | | |
| 2008 | | | 0.5% | 10% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 1.4% | 14.1% | | |

En 2008, avenant à la convention relative à la mesure 214i3 du PDRH dans le Var qui succède à la précédente convention mise en œuvre dans le cadre des Mesures agro-environnementales territorialisées DFCI. Cette mesure contribue à l'entretien par la dent du bétail des grandes coupures de combustibles et des zones d'appui nécessaires à la maîtrise des incendies. Le montant de cette opération s'élève à 180 000 €.

Développement de cette action dans le département de Vaucluse pour un montant de 70 000 €

III.21.3 Coordination et soutien à des démarches innovantes

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 0 | 0,9 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 9.3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 9.3% | | |

Pour 2008, une somme de 83 333 € a été inscrite, permettant de soutenir l'animation de chartes forestières de territoire ainsi que l'animation en forêt privée.

IV Tirer parti du processus de métropolisation et assurer développement, aménagement et solidarité des territoires ruraux

Fin 2008 le Grand projet IV connaît un taux de programmation satisfaisant grâce à la bonne programmation 2008, qui n'a toutefois pas permis de rattraper intégralement le retard pris en 2007.

Ainsi la fin 2008 le total de la programmation est de :

- 21.2% pour l'Etat
- 25.6% pour la Région

Les partenaires se sont rapprochés pour s'accorder sur le cofinancement de dossiers territoriaux à la suite des travaux de définition des modalités de mise en œuvre et des attentes exprimées par les acteurs locaux.

IV.1 Développer durablement les territoires urbains et métropolitains

2008 a été une année importante au regard des enjeux territoriaux de programmation des crédits du contrat de projet Etat-Région 2007-2013. Les différents programmes européens, en particulier le FEDER 4.2 et le FEADER axe 3, ont été orientés, leur volet territorial, sur les territoires organisés de Pays et de Parcs, afin de leur permettre de conforter l'effort engagé de structuration et de développement ; cependant, ces programmes européens n'ont été jusqu'à présent que faiblement mobilisés en contrepartie des crédits du contrat de projets, car les documents de mise en œuvre n'ont été validés que récemment.

L'année 2008 année de renouvellement des équipes municipales a été moins favorable à la mise en œuvre des projets en raison d'une position d'attente légitime qui a été mise à profit pour approfondir les stratégies locales.

Le Fond d'Aménagement et de Développement du Territoire mobilisé en 2008 correspond à l'enveloppe de 3 millions d'euros pour les territoires urbains et ruraux, qui a été attribuée à la région PACA dans le cadre du BOP ADT, soit près du 1/7^e de l'enveloppe annuelle.

A ce jour, 18% de Fnadt affecté dans le Contrat de projets, mais aussi des crédits de droit commun de l'Etat ont été engagés sur les territoires de Pays.

La Région a engagé un travail important de repositionnement de ses contributions au CPER dans un nombre important de mesures, elle a également programmé 17.3M€ sur ce chapitre urbain. Notons que l'année 2008 est également marquée par l'engagement significatif des dossiers du volet culture.

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 98.54 | 92.782 | 9.7% | 4.7% | | |
| 2008 | | | 15.6% | 18.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 25.3% | 23.4% | | |

IV.1.1 Coopération, gestion et expérimentation dans les territoires métropolitains et les espaces à enjeux

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 6 | 6 | 3.4% | 0.2% | | |
| 2008 | | | 7% | 8.7% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 10.4% | 8.8% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - Nombre d'études financées par territoire Métropolitain ou à enjeux |
| Résultat | - nombre d'actions expérimentales initiées - nombre d'actions d'accompagnement du projet ITER (3) - nombre de projets territoriaux répondant aux critères de DD |
| Impact | - existence d'un système de gouvernance - amélioration de la compétitivité des territoires |

Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions) :

La Métropolisation, en attente de gouvernance :

En 2008, les trois espaces métropolitains littoraux de la région, retenus dans l'appel à coopération de la DIACT, ont poursuivi leur action qui avait fait l'objet d'un conventionnement avec l'Etat. Il s'agit de l'aire métropolitaine marseillaise, de l'aire azurée et de l'aire toulonnaise.

Mais, seuls les travaux techniques d'études ont pu avancer sur les questions de transports collectifs dans l'aire marseillaise et de développement économique dans l'aire azurée.

La construction de la gouvernance est en panne alors qu'elle représentait un pilier déterminant de la construction métropolitaine de l'appel à coopération de la DIACT.

Dans l'aire toulonnaise, les acteurs sont, eux, très mobilisés et appuyés par l'agence d'urbanisme de l'aire toulonnaise, construisent en partenariat, à la fois leur SCOT et la dynamique métropolitaine et articulent action économique et action d'aménagement.

L'Etat a soutenu ces métropoles par des crédits d'études et d'animation territoriale.

2008 a été l'occasion de préparer un programme de travail avec ensemble les agences d'urbanisme d'Aix-en-Provence et de Marseille Provence. Il a donné lieu à l'élaboration d'une convention avec l'Etat signée fin 2008. Il en est de même pour l'Aire Azurée et l'Aire Toulonnaise.

Sur l'« espace à enjeux » du Val de Durance, l'Atelier « ITER et les territoires » :

Cette démarche a été initiée par l'Etat (en partenariat entre le Sgar et la mission ITER) et la Région, en janvier 2007, afin d'engager, avec les partenaires des territoires concernés par l'arrivée d'ITER, une démarche stratégique sur le Val de Durance identifié comme espace à enjeux par le SRADT approuvé par la Région en 2006, dans une perspective de développement durable.

Cet atelier a été l'occasion d'organiser un système d'échanges entre tous les partenaires (un réseau de 80 personnes a été constitué) et de produire depuis et en particulier en 2008, des réflexions partagées permettant d'éclairer la situation et envisager des solutions face aux enjeux identifiés. Après une phase d'identification des enjeux les plus stratégiques, les premiers chantiers ont été ouverts autour du concept de « Vallée des énergies nouvelles » et du projet de lancement d'une consultation d'urbanisme et de développement durable, pour permettre face aux pressions que connaissent les territoires liés à la Durance et appelées à se renforcer avec le projet ITER, de mieux aménager ces territoires et saisir les opportunités économiques, liées notamment au projet ITER, aux énergies renouvelables et de se préoccuper de l'organisation de l'espace (maîtrise des espaces urbanisés, maîtrise de l'énergie, maîtrise du maintien des paysages et de la biodiversité...), maintien des ressources, pour construire les conditions d'un développement durable de ces territoires.

Cet atelier a aussi été l'occasion de lancer des études sur des sujets importants, notamment les enjeux agricoles, le foncier d'activités... et de s'accorder sur la nécessité d'organiser à l'échelle de ce territoire une nouvelle gouvernance. C'est d'ailleurs fin 2008 que le gouvernement a désigné un groupe d'experts pour faire des propositions d'organisation de la gouvernance sur cet espace à enjeux qui rendra ses conclusions au premier trimestre 2009. La Région a fait connaître sa position en adressant au groupe d'expert sa contribution.

IV.1.2 Expérimentation de nouveaux services urbains

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 1 | 1 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 0% | 0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 0% | 0% | | |

Ce programme n'a pas encore connu de début d'exécution .

Un avenant au CPER sera proposé en 2009 afin d'élargir le champ des bénéficiaires pour permettre aux acteurs de l'économie sociale et solidaire, porteurs de projets de services innovants, de bénéficier de la mesure principalement en agglomérations. Ainsi les Communautés urbaines et d'agglomération seront également rendues éligibles.

Des partenariats, permettant d'élargir les initiatives engagées dans les territoires ruraux en matière d'approche multiservices et de visioguichets, seront recherchés après adaptation aux spécificités urbaines et périurbaines.

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - nombre d'études - nombre de nouveaux services expérimentés (<i>voir comment les qualifier : à la personne, transport, TIC...</i>) |
| Résultat | - types de nouveaux services créés |
| Impact | - meilleure adéquation de l'offre à la demande de services urbains - niveau de satisfaction des usagers quant aux nouveaux services urbains |

IV.1.3 Euroméditerranée

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 41.67 | 30 | 19.2% | 13.3% | | |
| 2008 | | | 18.8% | 13.3% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 38% | 26.6% | | |

Le taux de programmation de la Région correspond au montant global de la dotation annuelle inscrite dans le protocole de partenariat

Pour l'Etat, il s'agit de la dotation annuelle de fonctionnement ainsi que l'accompagnement de projets d'investissements.

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - Surfaces aménagées |
| Résultat | - installation d'entreprises - solde net d'emplois créés sur Euromed par rapport aux entreprises déjà en place sur l'aire métropolitaine |
| Impact | |

Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions) :

La programmation de ces crédits se fait dans le cadre des instances spécifiques de l'Opération d'Intérêt national « Euroméditerranée ». Les contributions sont actées dans le cadre du protocole III et du projet relatif à l'axe Littoral.

Opérations emblématiques marquantes

En 2008, le Conseil régional et le Conseil général des Bouches du Rhône ont apporté leur soutien à l'Opération d'Intérêt National « Euroméditerranée », en contribuant au financement de la réalisation du parc de stationnement J4, de l'aménagement de la voirie Mirabeau, et de l'aménagement de la voie nouvelle et de la rue Louis de Grâce.

L'Etat, quant à lui, contribue à hauteur de 1 million d'euros de Fnadt au fonctionnement de l'établissement public.

IV.1.4 Equipements culturels d'intérêt métropolitain

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 13.71 | 13.71 | 0% | 0% | | |
| 2008 | | | 15.3% | 56% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 15.3% | 56% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - Relocalisation des installations (4 concernées : 1 achevée et 2 engagées et 1 à l'étude) |
| Résultat | - nombre de manifestations engendrées |
| Impact | |

Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions) :

L'année 2008 marque le véritable démarrage de la programmation sur cette mesure, au bénéfice d'opérations emblématiques pré-identifiées. Ainsi l'Etat et la Région, de même que le Départements concernés, ont pu programmer une partie conséquente de leur dotation respective sur les opérations suivantes :

- Relocalisation du FRAC PACA à Marseille engagement de 0,185M€ en 2007 et 0,625M€ en 2008 l'APD a été validé dans son principe mais un surcoût est incontournable et l'Etat sera sollicité pour une participation. La Région, maître d'ouvrage du projet, a, quant à elle, programmé l'intégralité de sa participation (plus de 6M€) dans le cadre de l'épure initiale des engagements du CPER. Une dotation complémentaire sera nécessaire au regard du surcoût, dotation qui pourrait être attribuée dans le cadre d'un redéploiement des crédits CPER du Volet culture.
- Aménagement du Logis du Bras d'Or - Maison Darius Milhaud à Aix en Provence : :0,550M€ en 2008 pour chaque partenaire. L'opération est achevée.
- Construction de la Fabrique à Avignon : études en cours, 0,025M€ engagés par les deux partenaires en 2008.
- Création du musée Cocteau – collection Wunderman à Menton : 0,5M€ engagés par les deux partenaires en 2008, en attente de l'APD.

Opérations emblématiques marquantes

L'aménagement de l'Arcade dans la maison Darius Milhaud a été réalisé fin 2008. L'Arcade, agence régionale des arts du spectacle, mise en place par l'Etat et la Région, se trouve donc

au coeur de la ville d'Aix en Provence pour des missions d'information, de formation et d'observation dans le domaine du spectacle vivant.

IV.1.5 Amélioration des conditions de vie étudiante

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 36,164 | 42,072 | 3.7% | 0.7% | | |
| 2008 | | | 13.9% | 12.4% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 17.6% | 13.1% | | |

Opérations programmées en 2008 pour l'académie d'Aix Marseille pour un total Etat de 2 039 110 € et un total Région de 3 470 298 €

Poursuite des opérations non achevées au CPER 2000-2006 et dont le financement a été reporté au CPER 2007-2013 :

- Augmentation des capacités d'accueil RU Agroparc
- Rénovation du Restaurant universitaire de saint jérôme
- Restructuration des cités universitaires à Aix
- Cafétéria IEP Aix

Opérations nouvelles pour lesquelles une tranche de financement a été engagée en 2008 :

- Réhabilitation résidences Cornil, Delorme, Luminy, Cuques
- Construction logements résidence Sainte Beaume
- Réaménagement du restaurant universitaire Gaston Berrger

Opérations programmées en 2008 pour l'académie de Nice pour un total Etat de 3 200 000 € et un total Région de 2 054 000 €

Opérations nouvelles pour lesquelles une tranche de financement a été engagée en 2008 :

- Réhabilitation résidences Baies des Anges et coudon
- Etudes nouveaux logements étudiants et chercheurs à Valrose
- Centre sportif et piscine Fielding

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | <ul style="list-style-type: none"> - nombre de logements universitaires construits - taux d'informatisation (accès wifi) - nombre de cyber centres aménagés - nombre de restaurants universitaires construits ou rénovés - nombre de cafétérias, de bibliothèques, d'équipements sportifs rénovés |
| Résultat | - diminution du taux d'abandon lié à la question du logement étudiant |
| Impact | <ul style="list-style-type: none"> - amélioration du positionnement international de "l'université" - amélioration de la qualité d'animation des campus |

IV.2 Valoriser les atouts et conditions d'attractivité des territoires ruraux

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 40.69 | 40.4 | 5% | 8.5% | | |
| 2008 | | | 8.3% | 22.1% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 13.2% | 30.6% | | |

Les territoires organisés, dans une dynamique portée par les acteurs locaux sur des priorités partagées :

Les crédits du contrat de projets ont été mobilisés au regard des **conventions territoriales signées** entre l'Etat et les Pays, **fin 2007**. En 2008, une convention avec le Pays de la Provence Verte a été préparée et sera signée début 2009. L'année 2008 a été pour les territoires organisés, une année de conventionnement avec le Conseil régional, avec l'Etat, le Cnasea et la Région dans le cadre du programme Leader et de réponse à des appels à projets régionaux et européens.

La Région se place dans une démarche de contractualisation bilatérale avec les territoires de projets, exprimant la territorialisation importante de ses politiques d'intervention. C'est dans ce cadre qu'en 2008, le Conseil régional a approuvé les Contrats d'Aménagement Solidaire et de Développement Durable, qui rappellent les grands axes de développement de la Charte des Pays et leur proposent une aide pour la poursuite de leur mission d'animation et d'ingénierie de projets, allant au-delà du soutien qu'elle est susceptible de leur apporter dans le cadre du CPER.

En outre, en 2008, l'Etat et la Région ont élaboré le cahier des charges d'un appel à projets FEDER en faveur de l'innovation touristique pour permettre à ces territoires de se positionner de manière différenciée.

Les politiques européennes en faveur des territoires de projets :

Les programmes opérationnels, en particulier le domaine 4.2 du Feder et les axes 3 et 4 du Feader en faveur des seuls territoires ruraux ont fait converger les moyens publics vers les Pays et les Parcs Naturels Régionaux.

Les exigences de contribution des territoires à la compétitivité régionale du Feder ont imposé de répondre au besoin d'innovation et de partenariat élargi recommandé par la commission ; les contreparties nationales de cette politique se trouveront largement dans l'axe 4 du contrat de projets.

Le Document de Mise en Œuvre (DOMO) du FEDER a été validé tardivement en 2008, c'est pourquoi les crédits de ce programme n'ont pas encore été sollicités, les territoires ayant du attendre que les règles d'utilisation des crédits soient précisées.

Le FEADER a été préparé pour les actions de l'axe 3 sur le développement rural ; l'axe 4 du Feader, quant à lui, a fait l'objet d'un appel à projet régional lancé en septembre 2007, pour la constitution de Groupes d'Action Locale, dont le périmètre devait tenir compte de celui des Pays et des Parcs, dans un souci de simplification et d'efficacité de l'organisation institutionnelle des zones rurales de cette région.

Sur l'axe 3, les mesures ont été mobilisées inégalement. Sur l'axe 4, les GAL ayant signé leur convention avec l'Etat et le CNASEA fin 2008, les crédits n'ont ainsi pas encore été sollicités.

IV.2.1 Performance économique et spécificités des territoires

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 6.5 | 6.5 | 11.3% | 27.3% | | |
| 2008 | | | 17.1% | 42.9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 28.4% | 70.2% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | <ul style="list-style-type: none"> - nombre de projets économiques par Pays (PO) - nombre d'artisans participant aux actions collectives organisées par les Chambres Consulaires - nombre de projets touristiques innovants réalisés - nombre de projets culturels innovants - nombre d'opérations exemplaires de réhabilitation rurale - nombre de projets offrant des services de promotion de l'égalité des chances et de lutte contre l'exclusion sociale à l'attention des jeunes et des minorités (CE41) |
| Résultat | <ul style="list-style-type: none"> - nombre de projets territoriaux répondant aux critères de développement durable - nombre d'emplois créés ou confortés par Pays |
| Impact | <ul style="list-style-type: none"> - évolution de la population des Pays - évolution de la fréquentation touristique - évolution du taux de chômage par sexe |

Opérations emblématiques marquantes:

Cette mesure a connu en 2008 un rythme de programmation assez soutenu. L'Etat et la Région ont participé aux actions favorisant la compétitivité des entreprises, mais c'est surtout dans le domaine du tourisme et de la culture qu'ont émergé cette année les projets les plus structurants comme celui de la mise en valeur de la cité de caractère d'Entrevaux ou des aménagements nautiques du plan d'eau d'Embrun, le forage de Jausiers pour le centre de balnéothérapie; comme la prise en compte d'énergies renouvelables innovantes pour le chauffage d'un centre de vacances dans le Pays du Grand Briançonnais.

Dans le Pays A3V par exemple, le soutien à l'association Fabri de Peiresec, structure la mise en réseau des acteurs et la diffusion des productions culturelles;

La Région soutient également dans le cadre de cette mesure des actions favorisant la compétitivité des TPE dans le domaine de l'artisanat (Aide à la Modernisation en Investissement accompagnée par le FEDER). Sur ces opérations, un travail de mise en cohérence des procédures entre services de l'Etat et de la Région doit être finalisée en 2009 afin de permettre un réel décollage de la programmation, notamment sur la mesure 4.2 du FEDER.

Dans le même cadre, des opérations collectives portées par les chambres consulaires devraient connaître un début de programmation en 2009.

L'appel à projet innovation touristique lancé à l'automne 2008 verra une sélection des projets et des premières programmations en 2009. Les crédits ont été réservés à cet effet dans le CPER et Hors CPER, en contreparties du FEDER.

IV.2.2 Amélioration des services à la population et filières des services à la personne

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 6.5 | 6.5 | 2.5% | 7.8% | | |
| 2008 | | | 9.8% | 20.0% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 12.4% | 27.8% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - nombre de services ou d'équipements nouveaux |
| Résultat | - nombre d'emplois de services à la personne créés - nombre de formations dispensées dans la filière des services à la personne |
| Impact | - amélioration des services à la personne en milieu rural - amélioration de l'attractivité du territoire (et qualité de vie) |

Opérations emblématiques marquantes:

Outre le financement par l'Etat du fonctionnement des relais de service publics sur une vingtaine de sites, les crédits sur cette mesure ont permis la création et l'amélioration d'équipements exemplaires dans le domaine des services à la population (création d'un pôle petite enfance sur le territoire du Pays gapençais, la réhabilitation de la Manutention en maison des associations sur le Pays SUD).

L'année 2008 constitue déjà la deuxième année de financement d'une partie des RSP par l'Etat dans le cadre d'une convention élaborée au niveau départemental (première année pour les RSP des Alpes de Haute Provence); se pose dès lors la question de la pérennité du financement de ces structures.

Une action commune Etat-Région est en préparation dans le but de mutualiser des services publics de proximité avec l'appui des technologies de la communication.

IV.2.3 Accompagnement et Ingénierie opérationnelle

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 4.5 | 4.5 | 9.6% | 4.2% | | |
| 2008 | | | 18.2% | 15.8% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 27.8% | 20.1% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - nombre d'études, d'AMO, d'opérations d'ingénierie opérationnelle financées (x) |
| Résultat | - nombre de territoires organisés soutenus (13) - nombre de Conseils de Développement soutenus |
| Impact | - amélioration de la qualité des projets de territoires organisés - amélioration de la démarche de structuration des territoires - amélioration de la participation et implication des citoyens |

Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions) :

Dans le cadre de cette mesure, la Région a notamment apporté une aide à l'animation et l'ingénierie opérationnelle des Pays.

Quant à l'Etat, dans ce contrat de projet il a choisi dans le volet territorial de réserver ses crédits à des opérations concrètes c'est pourquoi il intervient désormais en finançant de l'ingénierie pré opérationnelle ou de l'AMO pour des projets économiques ou de services qui en ont besoin.

En 2008, l'Etat et la Région ont également soutenu financièrement les Pays afin de les accompagner au mieux dans l'élaboration de leurs réponses à l'Appel à projets Innovation touristique (programme cofinancé par le FEDER sur la mesure 4.2). Cette aide doit leur permettre, suite à la définition d'une stratégie innovante propre à chaque territoire, de proposer en 2009 des projets et produits touristiques ayant vocation à être soutenu dans le cadre du volet territorial du CPER.

IV.2.4 Tourisme social

| | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 2 | 2 | 0% | 13.8% | | |
| 2008 | | | 5% | 9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 5% | 22.8% | | |

Analyse qualitative sur l'exécution (programmes et actions)

Sur cette mesure, la Région a soutenu la rénovation de Centres et Villages de vacances à fortes capacités d'accueil (Centre d'accueil d'hébergement et de loisirs « Les Léautiers » aux Orres, Village de vacances Centre Azur à Sanary sur mer en partenariat avec l'Etat ainsi que le village de vacances Le Pré Martin à Annot). L'aide apportée à ces structures améliore le confort des usagers et permet de répondre aux exigences des nouvelles normes en matière de sécurité ou d'accueil de public à besoins spécifiques.

IV.2.5 Santé publique et renforcement de la cohésion sociale

| Années | Dotation Etat | Dotation Région | Taux de programmation Etat | Taux de programmation Région | Taux de mandatement Etat | Taux de mandatement Région |
|-----------------------------|---------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2007 | 21,19 | 20,9 | 3.2% | 3.3% | | |
| 2008 | | | 3.2% | 18.9% | | |
| Total consolidé 2008 | | | 6.5% | 22.2% | | |

Rappel des indicateurs du CPER :

| | |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réalisation | - nombre et taux de lits ou places créées ou réhabilitées par type d'équipement et de population. - Nombre de personnes en formation concernées par l'amélioration et le développement des conditions et capacités d'accueil des établissements dispensant les formations sanitaires et sociales. |
| Résultat | - taux d'équipement en structure alternative. |
| Impact | - nombre de personnes prises en charge en structures alternatives à l'hébergement permanent, - nombre d'emplois créés, - pourcentage d'opérations ayant donné lieu à une subvention de l'ADEME. |

Le comité de programmation du CP6 s'est réuni le 12 juin et le 8 décembre 2008

Action 1: Amélioration de la situation des personnes âgées et des personnes handicapées et développement des formations sanitaires et sociales

1.1 Etablissements hébergeant des personnes âgées ou handicapées

Cinq opérations ont été programmées pour un montant de 6 528 139 € pour l'Etat.

Six opérations ont été programmées pour un montant de 2 163 200 € pour la part Région.

Opérations communes Etat-Région

- quatre établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Castellane (04), la Saulce (05), Cuers (83) et à La Tour d'Aigues (84),
- un foyer d'accueil médicalisé à Bandol (83)

Opération spécifique à la Région

- un foyer d'accueil médicalisé à Avignon (84)

Les travaux ont débuté en octobre 2008 pour l'EHPAD de La Saulce. Concernant les autres établissements, les différents échéanciers prévoient un démarrage des chantiers de construction ou de restructuration dans le courant de l'année 2009.

La Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie reprend les engagements de l'Etat au titre du CPER. Son conseil d'administration doit se prononcer le 31 mars 2009 sur le financement des cinq opérations concernées.

1.2 Etablissements de formation sanitaires et sociales,

Treize opérations ont été engagées par la Région seule pour un montant de 1 002 691 €.

Il s'agit de onze opérations portant en priorité sur de l'équipement informatique et mobilier afin de répondre à des besoins urgents d'ordre pédagogique et de deux opérations relatives à une étude d'implantation d'un établissement dans le Var. (Lagarde/Hyères).

L'Etat n'a pas souhaité, pour sa part, financer ce programme d'intervention en faveur des instituts de formation du sanitaire et du social.

1.3 Autres équipements en faveur des personnes handicapées

Conformément aux nouvelles dispositions relatives à l'intervention de la Région dans le cadre de l'action 1, fixées par voie d'avenant au Contrat de Plan 2007-2013 (avenant N°2 voté par le Conseil régional le 12 décembre 2008), la Région a engagé la somme de 1 021 200 € pour la construction de la Maison Départementale des Personnes Handicapées du département des Alpes de Haute Provence qui sera implantée à Dignes les Bains .

Action 2 : Actions de santé et centres de ressources dans le domaine de la santé

Cette action relative aux politiques de santé publique dans les domaines de la prévention a été réalisée conformément aux objectifs fixés par le Contrat de plan. Ces crédits ont été affectés en particulier au fonctionnement des centres de ressources :

- l'Observatoire Régional de la Santé (ORS)
- le Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)
- le Comité Régional d'Education pour la Santé (CRES)
- le Centre d'Information Régional sur les Drogues et les Dépendances (CIRDD)

Au titre de l'exercice budgétaire 2008, l'Etat a assuré, par l'intermédiaire du Groupement Régional de Santé Publique, les financements prévus dans le cadre du contrat soit 600 000 €. Pour sa part, la Région a engagé 692 042 € dont 525 529 € pour ces 4 centres de ressources.

Action 3 : Dispositif Régional d'Observation sociale

Le Dispositif Régional d'Observation Sociale a bénéficié de la totalité des crédits 2008 prévus pour son fonctionnement. (enveloppe du CPER annualisée)

Le montant de l'engagement Etat s'élève à : 85.714 €

Le montant de l'engagement Région est de : 100.000 €.

I- La mise en place des méthodes et des outils utilisés pour l'évaluation

L'élaboration du plan d'évaluation régional

Conformément aux demandes de la Commission Européenne et de la DIACT, les unités évaluation de la Région et de l'Etat ont élaboré un document commun au PO FEDER et au CPER.

Le plan d'évaluation décrit l'ensemble du processus d'évaluation :

- il présente les enjeux, les objectifs et le champ de l'évaluation ainsi que les instances de pilotage (groupe technique permanent et comité régional de l'évaluation).
- il définit les modalités de collecte des données (indicateurs de prise en compte des priorités transversales et indicateurs thématiques de suivi) par l'outil Présage, les outils de pilotage (tableaux de bord de suivi et d'alerte) et les conditions de déclenchement des évaluations.
- il précise enfin les modalités de gestion et diffusion des résultats ainsi que le financement des évaluations.

Il met également en lumière les contraintes liées à l'outil Présage et les moyens de les dépasser. Ainsi, le plan d'évaluation prévoit des dispositifs de collecte d'information complémentaires (collectes effectuées directement auprès des bénéficiaires - de type entretiens, enquêtes sur le terrain).

Ce plan sera présenté à la validation du Comité régional de l'évaluation (qui se tiendra début 2009).

L'amélioration du système de suivi

Le Contrat de projets 2007-2013 impose la mise en place d'un système d'évaluation en continu. Le bilan d'exécution de l'année 2007 avait conclu à la nécessité d'améliorer le système de suivi. Dans cet objectif, un travail de relecture des indicateurs thématiques et de formalisation du questionnaire sur la prise en compte des priorités transversales par le porteur de projet, a été accompli en 2008.

Un système d'indicateurs thématiques pertinents

Le bilan d'exécution de l'année 2007 avait mis en exergue le faible niveau de renseignement des indicateurs thématiques (autrement dit les indicateurs relatifs aux mesures et sous mesures du CPER, non compris ceux relatifs aux priorités transversales) et un manque important d'analyses qualitatives.

Des réunions de travail avec les chefs de file Etat/Région des comités de programmation ont été mis en place afin de conserver parmi les 323 indicateurs thématiques contenus dans le Contrat de projets, les seuls indicateurs pertinents et facilement renseignables. Seuls les binômes des CP 1, 2, 6 et 7 ont pu se réunir. Le tableau croisant les indicateurs retenus du contrat de projets et du programme opérationnel FEDER sera présenté pour approbation au Comité Régional de l'Evaluation prévu pour le début d'année 2009.

La formalisation du questionnaire sur la prise en compte des priorités transversales

Afin de pouvoir apprécier la prise en compte effective des priorités transversales, un questionnaire a été élaboré à destination du porteur de projet. Les réponses au questionnaire doivent permettre aux services instructeurs de renseigner les indicateurs présage. Aujourd'hui, le taux de réponse est assez faible.

II- Analyse de la mise en œuvre 2008

Les analyses quantitatives :

Alors que la programmation est sur certaines mesures bien avancée, les indicateurs ne sont que très rarement renseignés. Aucun indicateur n'est renseigné pour le projet III. Pour le projet I, des indicateurs ne sont disponibles que pour une seule sous-mesure.

Il est également à mentionner que de nouveaux indicateurs sont produits à l'occasion de ce bilan. Par ailleurs, pour trois sous-mesures, les données chiffrées sont les mêmes qu'en 2007.

En 2009, le Comité régional de l'évaluation aura à valider les indicateurs définitifs. Puis, ils seront paramétrés dans Présage.

Le renseignement des indicateurs devant s'effectuer à minima chaque année, un rattrapage devra être envisagé sur les années 2007 et 2008. Ce rattrapage semble toutefois compromis car les gestionnaires ne disposent pas toujours des informations dans les dossiers administratifs.

Un travail avec les services de l'Etat et de la Région doit être engagé afin de remédier dans la mesure du possible, au faible taux de renseignement constaté, car le suivi et l'évaluation des projets en dépendent. En effet, si les indicateurs proposés par les chefs de file ne sont pas renseignés, il ne sera pas possible de faire des extractions à partir du logiciel Présage ou du futur infocentre (prévu pour le premier semestre 2009). De la même façon, il ne sera pas possible de lancer des alertes comme prévu dans le plan d'évaluation.

Sur quelques mesures, un effort de renseignement a été fait. Cependant, ces données sont difficilement exploitables en l'absence d'éléments de comparaison (objectif pour le 31 décembre 2008 ou prévisionnel pour l'année).

Les analyses qualitatives :

Les commentaires et analyses critiques relatifs à la mise en œuvre des différentes mesures et sous mesures sont peu présents dans le bilan d'exécution, comme pour l'année 2007. Il est donc extrêmement difficile de porter un regard évaluatif pertinent sur l'année 2008.

Encore une fois, les services qui disposent de ces informations doivent en faire état dans les prochains bilans d'exécution, afin de l'enrichir et de permettre de tirer quelques conclusions de portée un peu globales sur une année de mise en œuvre du Contrat de projets.

A l'heure actuelle, les seules pistes d'évaluation sont donc de nature essentiellement financière. Or si le suivi de la consommation des crédits est important, il ne peut pas constituer le seul objet du questionnement évaluatif.

La prise en compte des priorités transversales reste globalement absente :

La prise en compte des priorités transversales (emploi – développement des TIC – égalité femmes/hommes – impacts environnementaux et maîtrise des émissions de gaz à effet de serre) est le plus souvent absente du bilan.

Par exemple, la prise en compte du développement durable est mentionnée uniquement pour la sous-mesure II.2.1 (« soutien de l'émergence, de l'animation et des actions structurantes des pôles et réseaux d'entreprises »).

Pour les projets II.5 (mesures allant de 1 à 9), et II.6 (mesures 1 à 8), un indicateur offre une possibilité d'analyse de la priorité transversale « égalité hommes-femmes ». Il est regrettable que celui-ci ne soit jamais renseigné (sauf pour les sous-mesures II.5.2 et II.5.6) car il permettrait, notamment par l'intermédiaire de Présage, de mesurer l'évolution dans le temps de cette priorité.

Il est pourtant essentiel de disposer d'éléments sur ces priorités transversales de manière à analyser, le cas échéant, les difficultés rencontrées pour les mettre en œuvre dans les projets. Le questionnaire élaboré doit donc faire l'objet d'un renseignement systématique par les porteurs de projets lors de la demande de subvention.

Perspectives

En application du plan d'évaluation, il est indispensable de mettre en place un système fiable de recueil des données auprès des porteurs de projets et de renseignement exhaustif de l'outil présage (saisies effectives et interface opérationnelle avec le logiciel Osiris notamment).

Des formations à destination des services instructeurs seront ainsi nécessaires afin de sensibiliser les différents gestionnaires au renseignement des indicateurs thématiques et les accompagner dans la prise en compte des priorités transversales.

Il est, de plus, important que les chefs de file Etat/Région puissent faire remonter des thématiques d'évaluation. Les opérations signalées comme significatives sur les différentes mesures du contrat de projets pourront donner lieu à des analyses plus approfondies.

Des critères d'éco-conditionnalité ont, en outre, été définis dans le document de mise en œuvre du programme opérationnel FEDER. Il conviendra d'examiner la possibilité et l'intérêt d'étendre le même dispositif PO FEDER au Contrat de Projets.

Enfin, Présage ne permettant pas d'obtenir aisément les extractions nécessaires aux analyses dans le cadre de l'évaluation, il conviendra d'étudier les possibilités de restitution offertes par l'infocentre national (disponible au premier semestre 2009). Cet outil devrait permettre d'obtenir des extractions plus adaptées aux besoins des évaluateurs par des requêtes spécifiques.

| Nom du programme / projet / sous-mesure | Indicateurs renseignés | Prise en compte dans le bilan d'exécution 2008 des indicateurs actualisés pour le CRE du 27/02/09 | Evolution des indicateurs par rapport au bilan d'exécution 2007 | Prise en compte des priorités transversales |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| Améliorer l'accessibilité de la région et faciliter les relations internes | | | | |
| I.5.1 Réalisation de terminaux à conteneurs | <p>Nombre de containers EVP supplémentaires : + 60 602 EVP (+ 6,4 % par rapport à 2006) Nombre de lignes nouvelles : 8 lignes nouvelles</p> <p>En 2007 le PAM a atteint le record historique du million de conteneurs, avec une progression de 10 % sur ce trafic, avec le chiffre de 1 002 millions EVP (équivalent vingt pieds) contre 941 000 en 2006.</p> <p>Le trafic total est en légère régression avec 96,3 millions de tonnes contre 100,07 en 2006. Ce recul enregistré en dépit de la progression de + 6 % du trafic roulier et des croisiéristes (+ 10 % de voyageurs), est dû à l'arrêt pour rénovation d'un haut fourneau d'Arcelor Mittal (-2MT) et de la baisse du trafic hydrocarbures (-2,6 %).</p> | non | ce sont les mêmes données | aucune mention |
| Pour ce projet, seule la sous-mesure 1.51. est renseignée et il n'est jamais fait mention des priorités transversales. | | | | |
| Renforcer et promouvoir l'attractivité du territoire, l'innovation et la création d'emplois | | | | |
| II.1.3 Soutien aux initiatives régionales de culture scientifique, technique et industrielle | <p><u>Réalisation</u> :</p> 42 opérations soutenues par la région, 25 par l'Etat. <u>Résultats</u> : <p><u>Impact</u> :</p> Le public touché est estimé à près de 200 000 | oui | Oui, il manque toutefois des éléments de comparaison (avec un objectif fixé pour l'année) | aucune mention |
| II.1.4 Renforcement des relations avec le monde économique (valorisation, transfert de technologies, plateforme partenariales...) | <p><u>Réalisation</u> :</p> <p><u>Résultats</u> :</p> <p><u>Impact</u> :</p> 32 entreprises accompagnées par les incubateurs 120 prestations réalisées par les structures (essentiellement RDV hors réponses téléphoniques) 60 projets innovants traités par les structures (dont les PRIDES) 300 visites d'entreprises 21 prestations et 27 actions de formation réalisées par le PFT vis à vis des PME partenaires. | partiellement : tous ne sont pas renseignés et les indicateurs d'impact renseignés correspondent aux indicateurs de réalisation actualisés. | ce sont les mêmes données | aucune mention |
| II.2.1 Soutien de l'émergence, de l'animation et des actions structurantes de pôles et réseaux d'entreprises | <p><u>Réalisation</u> : l'ensemble des PRIDES et des pôles concerne 3000 entreprises, dont 97% de PME</p> | partiellement : tous ne sont pas renseignés pour chaque catégorie d'indicateur | oui | "Une part significative des actions collectives a pour objectif de sensibiliser ou |

| | | | | |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p><u>Résultats</u> : En 2008, le Nombre de groupements d'entreprises en fonctionnement dans la Région, (PRIDES) labellisés en 2007 suite à un appel à projet régional, dont les 9 pôles de compétitivité, est passé de 17 à 26</p> <p><u>Impact</u> :</p> | | | former les entreprises pour le développement durable. Ainsi certaines actions concernent la GPEC ou des thématiques environnementales et la démarche globale RSE pour les entreprises est prise en compte au travers du soutien à l'association Innovation en Action qui gère un site dédié à cette thématique et attribue un trophée annuel de la RSE aux entreprises de PACA." |
| II.3.2 Plate-forme régionale « territoires numériques » | <p><u>Réalisation</u> : nombre d'actions engagées par la plate-forme régionale TIC : 13 (ateliers, formations et guides). Les thèmes traités sont les suivants : accès public et développement territorial, rédaction de cahiers des charges, gestion de projet, TIC et développement économique, animation de réseaux...</p> <p><u>Résultats</u> : nombre de territoires accompagnés dans leurs démarches liées à la société de l'information : une vingtaine. A noter que les communautés de communes qui sont membre d'un Pays engagé dans le programme BLA ne sont pas comptabilisées ici. Cet accompagnement concerne à la fois les projets de schémas locaux, usages et services et les projets de couverture de zones blanches (projets BLA).</p> <p><u>Impact</u> : nombre de projets de « Territoires numériques » (dont ERIC) pérennisés et/ou transférés : non disponible.</p> | oui | Il est fait mention d'une étude confiée à une équipe de recherche de Telecom ParisTech pour la réalisation d'une évaluation des usages TIC innovants dans le cadre de la conception et de la conduite du dispositif PACA Labs. | aucune mention |
| II.3.4 Information géographique | <p><u>Réalisation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre et qualité des ayants droits participant aux manifestations organisées par le CRIGE (Comité technique consultatif et exceptionnel, journée technique, rendez-vous technique) et aux pôles métiers : - Comité Technique Consultatif et Journées Techniques : entre 150 et 180 participants (collectivités, EPCI, services de l'Etat, syndicats mixtes, chercheurs, bureaux d'étude, etc.) - Comité Technique Exceptionnel (CTE) : 30 (6 Départements, 14 EPCI, 6 services Etat, Région, SGAR) - Pôles : entre 10 et 30 participants réguliers en fonction des pôles <p>Nombre de référentiels et de bases de données accessibles : 25 (en incluant les bases de données de la nouvelle plateforme)</p> <p>Nombre d'organismes utilisateurs des référentiels et des compétences du CRIGE : 1316 organismes et 2651 personnes</p> | Oui, d'autres sont proposés à l'occasion du bilan | Oui mais pas d'élément de comparaison | aucune mention |

| | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| | <p>Nombre de publications techniques par type produites dans le cadre du CRIGE (guides, recommandations, méthodologies, cahiers des charges, notes de veille, diaporamas et supports de communication) : 36 études et rapports, 13 cahiers des charges, 40 fiches et guides techniques, 180 diaporamas et 150 compte-rendus de réunions</p> <p><u>Résultats</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Taux de couverture du territoire régional par des systèmes de gestion d'information géographique : 100% vu de l'échelon régional – environ 50% vu de l'échelon local (dont applicatifs métiers). • Nombre de recrutement de géomaticiens dans les structures publiques et privées régionales : 12 • Nombre de cartes produites par les ayant-droit et téléchargeables sur le site du CRIGE : 150 • Nombre de données géographiques produites par les ayants-droits et téléchargeables sur le site du CRIGE : 89 <p><u>Impact</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de référentiels, de données cartographiques et de documents téléchargés sur le site du CRIGE : 4 700 licences en cumulé à fin 2008 (soit 260 accordées en 2008). Types d'usage des référentiels et des données cartographiques téléchargés sur le CRIGE : non mesuré en 2008 (prévu dans le nouveau site mis en production en 2009). | | | |
| <p>II-5.1 Plan de modernisation des bâtiments d'élevage (PMBE)</p> | <p><u>Réalisation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 82 opérations (68 en 2007) du volet bâtiment et 47 (55 en 2007) du volet mécanisation ont été soutenues par l'Etat ; • 3 opérations du volet bâtiment et 5 du volet mécanisation ont été soutenues par la Région. <p><u>Résultats</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Investissements en cours de réalisation. <p><u>Impact</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modernisation de l'outil de production | <p>L'indicateur de réalisation n'est que partiellement renseigné (genre, catégorie des bénéficiaires, nature de l'investissement). Pour les indicateurs de résultat et d'impact, ce n'est pas quantifié.</p> | <p>Oui pour les indicateurs de réalisation mais il n'y a pas d'élément de comparaison.</p> | <p>aucune mention</p> |
| <p>II.5.2 Plan végétal pour l'environnement (PVE)</p> | <p>Réalisation : 88 dossiers (46 en 2007) ont bénéficié de crédits de l'Etat ; 77 sociétés (27 en 2007), 7 agricultrices (2 en 2007) et 4 agriculteurs (17 en 2007). 38 dossiers (19 en 2007) ont bénéficié de crédits de la Région ; 20 sociétés (6 en 2007), 4 agricultrices (1 en 2007) et 14 agriculteurs (12 en 2007).</p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><u>Résultats</u> :</p> | <p>Pour l'indicateur de réalisation, il manque la nature de l'investissement et un indicateur n'est pas renseigné. Des indicateurs de résultat et d'impact sont mentionnés mais pas quantifiés.</p> | <p>Oui pour les indicateurs de réalisation</p> | <p>mention sur l'égalité H/F</p> |

| | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Investissements en cours de réalisation. <p><u>Impact :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Investissements qui devraient permettre de répondre aux enjeux : réduction des pollutions par les produits phytosanitaires, réduction de la pression des prélèvements sur la ressource en eau et de réduction de la pollution par élimination et valorisation des déchets. Investissements concourant aux économies d'énergie dans les serres existantes | | | |
| II.5.3 Programme de développement de l'agriculture biologique | <p><u>Réalisation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 788 opérations (663 en 2007) soutenues par la Région dont 777 de certification en AB (180 au titre de l'année 2007 et 597 de 2008) <p><u>Résultats :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Structuration de la filière, soutien à la certification | L'indicateur de réalisation n'est que partiellement renseigné (genre, catégorie des bénéficiaires, nature de l'investissement). Mais l'indicateur de résultat (indiqué dans le Bilan) n'est pas quantifié. | Oui pour les indicateurs de réalisation | aucune mention |
| II.5.4 Accompagnement de projets collectifs de recherche et de développement de la valorisation des produits, accompagnement de la structuration des filières | <p><u>Réalisation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 98 dossiers (100 en 2007) soutenus par la Région, sur toutes les filières agricoles régionales, sur un réseau de 16 stations. 56 opérations (56 en 2007) multi-filières soutenues par l'Etat dont trois globalisées concernant des petits équipements à l'attention des éleveurs. <p><u>Résultats :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation des programmes d'expérimentation Appuis techniques individuels et collectifs Aides à l'acquisition de petits équipements d'élevage | L'indicateur de réalisation n'est que partiellement renseigné (genre, catégorie des bénéficiaires, nature de l'investissement). Les indicateurs de résultat et d'impact ne sont pas quantifiés. | Oui | aucune mention |
| II.5.6 Politique de l'installation des jeunes agriculteurs et de renouvellement des exploitations | <p><u>Réalisation :</u></p> <p>246 dossiers soutenus par la Région (235 en 2007) dont 1 global pour les points info, 156 pour des jeunes agriculteurs et 90 (84 en 2007) pour des jeunes agricultrices</p> <p>11 opérations (7 en 2007) globales ont été soutenues par l'Etat ; les bénéficiaires ultimes étant les candidats à l'installation, les jeunes exploitants, les agriculteurs cédant et les structures chargées de l'animation de ce domaine (ADASEA, centres d'accueil et de conseil)</p> <p><u>Impact :</u></p> <p>Favoriser le renouvellement des exploitations et le maintien d'un tissu agricole régionale.</p> | Des indicateurs sont proposés à l'occasion de ce bilan. Mais l'indicateur d'impact n'est pas quantifié. | Oui | mention sur l'égalité H/F |

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|----------------|
| II.5.9 Maintien du foncier agricole | <u>Réalisation</u> : 3 opérations soutenues (2 en 2007) | Indicateur partiellement renseigné. | oui | aucune mention |
| II-6 Renforcer la filière forêt-bois | <ul style="list-style-type: none"> - Valeur ajoutée de la branche sylviculture et exploitation forestière (M€) : 23M € (prévision) - Pourcentage de bois récolté par rapport à l'accroissement biologique annuel 21,5 % - Surfaces forestières relevant d'un plan simple de gestion agréé (forêts privées) rapportées à la surface théorique pouvant relever d'un tel plan (en %) 38 % | Indicateurs partiellement renseignés. | Ce sont les mêmes données | aucune mention |
| II-6.1 Exploitation forestière | <u>Réalisation</u> : <ul style="list-style-type: none"> • volume de bois récolté : 670 000 m3 (année 2006) données connues avec un délai de 2 ans environ <u>Résultats</u> : <ul style="list-style-type: none"> • % de bois récoltés / accroissement biologique annuel : 21,5 % (données connues avec un délai de 2 ans environ) | Partiellement, l'indicateur de réalisation n'est pas renseigné (genre, catégorie des bénéficiaires, nature de l'investissement). | oui | aucune mention |
| II.6.2 Développement de la 1ère transformation | <u>Réalisation</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'entreprises aidées : 3 • Nombre d'emplois maintenus : NC | Partiellement, l'indicateur de réalisation n'est pas renseigné (genre, catégorie des bénéficiaires, nature de l'investissement). | Oui | aucune mention |
| II.6.4 Desserte forestière : création ou mise aux normes de voies forestières d'exploitation | <u>Réalisation</u> : 5 projets permettant de mobiliser 5 000 m3 de bois | Partiellement, l'indicateur de réalisation n'est pas renseigné (genre, catégorie des bénéficiaires, nature de l'investissement). | oui (indicateur supplémentaire en 2007) | aucune mention |
| II.6.5 Améliorations sylvicoles | nombre et genre des bénéficiaires de l'aide par zones géographiques, catégorie de bénéficiaires, nature de l'investissement soutenu nombre de communes ou intercommunalité bénéficiaires : 5 surface forestière (en hectare) ayant fait l'objet d'un traitement sylvicole : hectares | Partiellement, l'indicateur de réalisation n'est pas renseigné (genre, catégorie des bénéficiaires, nature de l'investissement). | oui | aucune mention |
| II.6.6 Aide à la coopération forestière dans ses missions d'appui à la petite propriété | Nombre de propriétaires concernés : 230 Surface de forêt privée aidées / n-1 : - 2008 : 1 346 ha | Partiellement, l'indicateur de réalisation n'est pas renseigné (genre, catégorie des bénéficiaires, nature de l'investissement). | Pas d'évolution depuis 2007 | aucune mention |

Pour le projet III (optimiser la gestion des ressources naturelles, prévenir et gérer les risques), aucun indicateur pour aucun programme ou sous-mesure.

| Tirer parti du processus de métropolisation et assurer développement, aménagement et solidarité des territoires ruraux | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-----|----------------|
| IV.1.1 Coopération, gestion et expérimentation dans les territoires métropolitains et les espaces à enjeux | <u>Réalisation :</u> - nombre d'études financées par territoire Métropolitain ou à enjeux <u>Résultat :</u> - nombre d'actions expérimentales initiées - nombre d'actions d'accompagnement du projet ITER (3) - nombre de projets territoriaux répondant aux critères de DD <u>Impact :</u> - existence d'un système de gouvernance - amélioration de la compétitivité des territoires | Oui mais ajout d'un indicateur d'impact à l'occasion du bilan. | Oui | aucune mention |
| IV.1.4 Equipements culturels d'intérêt métropolitain | <u>Réalisation :</u> Relocalisation des installations (4 concernées : 1 achevée et 2 engagées et 1 à l'étude) <u>Résultat :</u> Nombre de manifestations engendrées | Oui | Oui | aucune mention |
| IV.2.3 Accompagnement et Ingénierie opérationnelle | <u>Réalisation :</u> nombre d'études, d'AMO, d'opérations d'ingénierie opérationnelle financées (x) <u>Résultat :</u> - nombre de territoires organisés soutenus (13) - nombre de Conseils de Développement soutenus <u>Impact :</u> amélioration de la qualité des projets de territoires organisés amélioration de la démarche de structuration des territoires amélioration de la participation et implication des citoyens | Il n'y avait pas d'indicateur pour cette sous-mesure. | Oui | aucune mention |